



UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO
Faculté de Droit, d'Économie, de Gestion et de Sociologie
Département de Sociologie



MÉMOIRE DE DEA

**CONSTRUCTION SOCIALE IDENTITAIRE ET DYNAMIQUE DE LA
MODERNITÉ. *Cas de mouvements sociopolitiques à Madagascar***

Présenté par : **RATOMBOSOA Terry Floriano**

Les membres du jury

Président : Monsieur SOLOFOMIARANA Rapanöel Allain Bruno

Rapporteur : Madame ROBINSON Sahondra

Juge : Monsieur RANAIVOARISON Guillaume

Date de soutenance : 09 Janvier 2013

Année universitaire : 2011 - 2012

**CONSTRUCTION SOCIALE IDENTITAIRE ET DYNAMIQUE DE LA
MODERNITÉ. *Cas de mouvements sociopolitiques à Madagascar***

REMERCIEMENTS

Ce travail a été réalisé avec la collaboration de plusieurs personnes qu'il convient ici de remercier.

Nous exprimons alors notre gratitude à :

- Madame ROBINSON Sahondra, notre directeur de mémoire, pour son abnégation et sa patience, mais aussi pour les directives et conseils qu'elle nous a prodigués, tout au long de notre parcours ;*
- Aux membres du Jury qui ont bien voulu accepter de participer à cette présentation ;*
- Nous voulons porter une considération particulière à notre population d'enquête. Malgré les contraintes temps et les vicissitudes de la vie quotidienne, les gens que nous avons rencontrés ont fait preuve d'un intérêt qui nous a été utile dans notre travail ;*
- D'autres personnes ont contribué de façon indirecte à notre démarche. Nous voulons mentionner de façon spécifique notre famille et nos amis qui ont manifesté leur soutien sans faille, pendant notre cursus.*

Nous remercions chaque entité qui a participé de près ou de loin à la réalisation de ce travail.

SOMMAIRE

REMERCIEMENT

SOMMAIRE

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Partie 1 : APPROCHE CONCEPTUELLE DE L'IDENTITÉ ET DE CHANGEMENT SOCIAUX

Chapitre 1: identité et action sociale

Chapitre 2: monographie de la commune de Mandritsara

Partie 2 : DIALECTIQUE SOCIÉTÉ MALGACHE ET MODERNISME

Chapitre 3: historique de mouvements sociopolitiques à Madagascar

Chapitre 4: réforme de l'administration

Chapitre 5: Pratiques politiques malgaches : interface entre le traditionalisme et le modernisme

Partie 3 : REVALORISATION DES POTENTIALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET DÉVELOPPEMENT

LOCAL

Chapitre 6: crises sociopolitiques et pauvreté à Madagascar

Chapitre 7: revalorisation des potentialités socio-économiques

CONCLUSION GÉNÉRALE

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIÈRES

ANNEXES

CV-RESUME

INTRODUCTION GÉNÉRALE

INTRODUCTION GÉNÉRALE

1. CONTEXTE

L'histoire politique malgache est jalonnée de différents mouvements de libération contre l'oppression de régimes. Cette histoire nous révèle aussi la pratique politique malgache. Par cela, nous voulons entendre les échecs constatables de régimes successifs à ériger les « infrastructures » de la démocratie. Ces défaillances de stratégies de démocratisation se manifestent par l'avènement de crises postélectorales et d'initiatives démocratiques conduisant aux soulèvements sociopolitiques.

Ces mouvements sont suivis de crises à la fois socio-économiques, institutionnelles et voire constitutionnelles. Le processus de négociation fut attribué à des organisations internationales dans le but d'apporter aux crises des solutions efficaces. Plusieurs observateurs de la vie politique malgache traduisent cette intervention en termes d'ingérence politique. Ces organisations se voient par conséquent dénuées de leur crédibilité. Cette perception conduit à l'émergence de l'idée d'une construction sociale identitaire basée sur le respect de la « malgachéité » et de la « démocratie malgache ». Cette terminologie renvoie à la prise de conscience sur l'identité malgache qui s'affirme en contradiction avec le modèle de démocratie occidentale et de stratégies de son implantation. L'objet de cette remise en question d'interventions extérieures en matière de changements sociopolitiques s'avère être la recherche de politiques adéquates à la réalité sociale malgache.

Cette volonté de construction sociale identitaire qui est un leitmotiv de mouvements sociopolitiques malgaches tend à se raffermir pendant la crise de 2009, encore irrésolue. L'idée de refondation de la république, comme solution à la récurrence de crises sociopolitiques, se fait entendre dans les discours des politiciens, des observateurs de la vie politique malgache. Le rapprochement de l'organisation étatique de la population est la mission de cette refondation de la république. Dans l'esprit des acteurs politiques malgaches, la crise de 2009 constitue une occasion pour poser les bases du système étatique. La stratégie de cette refondation s'opère par la tenue de conférences nationales au cours desquelles seront débattues les questions relatives aux bases de la république, à l'amnistie. « *La majorité des Malgaches s'accordent à reconnaître qu'il est primordial de refonder la notion d'État de droit, de République, de politique* »¹.

¹ Lambo Tahiri in « la gazette de la grande ile du lundi 12 mars 2012 » www.lagazette-dgi.com

2. MOTIF DU CHOIX DU THEME ET DU TERRAIN

Le point de départ de toutes activités réflexives, depuis Descartes, est le doute, le doute radical qui introduit dans la réflexion la dimension du sujet pensant. Il s'agit de comprendre la relation qui s'établisse entre le sujet et son objet d'étude. On retiendra surtout de la lecture de Descartes cette fameuse formule philosophique : « *je pense donc je suis* »²

La question est traitée dans une optique sociologique par Bourdieu³ qui recherche les conditions sociales de la production scientifique. À cet effet, cette partie du mémoire ne doit pas être prise comme superflue. Au contraire, son importance réside dans le fait qu'il permet de faire une analyse introspective pour objectiver les *Logiques sociales intrinsèques* pouvant influer sur les motifs du choix du thème et du terrain. Ainsi, les sociologues doivent s'adonner à cette entreprise pour répondre à la règle durkheimienne de traitement de faits sociaux. Selon Durkheim, « *il faut traiter les faits sociaux comme des choses* »⁴. En objectivant les motifs du choix du thème et du terrain, le sociologue prend conscience de son identification et des préjugés pouvant influer sur son travail.

La construction sociale identitaire semble, à notre égard, un thème qui mérite d'être abordé dans le cas de Madagascar dans la mesure où depuis la politique de « *diviser pour régner* » initiée par Galliéni, les dynamiques ethniques se matérialisent au travers d'une déliaison sociale rencontrée dans les campus universitaires et de crises sociopolitiques. La présence de différents groupes ethniques même dans les localités les plus enclavées justifie le questionnement sur la pertinence de *l'ethnicisme à Madagascar*. Enfin, pour donner suite à notre mémoire de Maîtrise ayant trait au « *Marché interculturalitaire et modernisme en logique de parenté* » qui traite surtout des changements sociaux dont la genèse se trouve dans la dynamique de la modernité. En effet, dans un souci de scientificité et de généralisation nous avons voulu approfondir les réalités vécues par la population de façon à explorer le problème dans une optique interculturalitaire et politique et mettant l'accent sur la dynamique lignagère et les transformations de rapports sociaux.

Nous avons choisi la commune rurale de Mandritsara comme terrain d'enquête. La régionalisation reconnaît les spécificités régionales en matière de potentialités socioéconomiques et des logiques sociales allant à l'encontre de progrès. Par conséquent, une étude évaluative entre aspirations de la population et pertinence de réforme s'impose. Cette étude remet à jour le débat autour de la question ethnique qui est implicitement vécu, mais

² DESCARTES (R) : « *Discours de la méthode* » ; ed. Gallimard ; 1966 p.147

³ Bourdieu, « *Homo academicus*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1984

⁴ Durkheim : « *Règles de la méthode sociologique* » 1894, éd. numérique produite par Jean-Marie Tremblay, p.24

explicitement extériorisé dans le contexte de mouvements sociopolitiques. Autrement dit, la question à laquelle nous accordons une attention particulière est de savoir l'ancrage de la dimension ethnique dans le style de vie de la population. Par conséquent, la question de l'ethnicité soulevée au travers de mouvements sociopolitiques répond-elle effectivement aux dynamiques de la population ou bien, est-elle une stratégie politique pour asseoir son pouvoir ?

Nous jugeons que l'étude de *foko tsimihety* permet d'expliciter les normes et valeurs sociales concernant cette question dans la mesure où les *tsimihety*⁵ réservent des accueils chaleureux aux individus extérieurs à leurs groupes ethniques. Et cela en dépit des stéréotypes qu'ils s'en font. Autrement dit, nous pouvons avancer que la catégorisation ethnique ne répercute pas les relations sociales tout en constituant une identification du groupe. Mais cette étude nous semble généralisable à l'ensemble de sociétés malgaches. Car l'une des caractéristiques essentielles de sociétés malgaches est le mariage entre un appétit pour le changement et un esprit de conservation.

3. OBJECTIFS

« *CONSTRUCTION SOCIALE IDENTITAIRE ET DYNAMIQUE DE LA MODERNITÉ. Cas des mouvements sociopolitiques à Madagascar* » est une réflexion portée sur les causes générales et spécifiques de mouvements sociopolitiques à Madagascar. L'accent est placé sur les raisons socioéconomiques, sociopolitiques et socioculturelles de la récursivité de ces mouvements.

En termes de tendance sociologique, plusieurs analystes de la vie sociale émettent l'idée selon laquelle l'impertinence des politiques de lutte contre la pauvreté constitue le facteur déterminant. L'opinion politique voit dans la refondation de la république la solution à la récurrence des mouvements sociopolitiques. Or, refondation de la république signifie une politique de réforme du gouvernement, de l'Etat dans le but de viser les intérêts de la population malgache. Cette stratégie novatrice doit opérer un rapprochement entre l'État et la population. Le débat se place sur le type de réforme à entreprendre et quelles bases à prendre en compte, le nationalisme ou le régionalisme ? La question d'identification du « Malgache » est le principe de la cohérence de la politique de construction sociale identitaire.

Enfin, relativement à l'influx de la modernité sur l'identité culturelle et les échecs des plans de développement mis en œuvre en matière de changements socioculturels, l'analyse

⁵ Les *tsimihety* est un groupe ethnique localisé dans la partie Nord-Ouest de l'Île. Dans le cadre actuel de la régionalisation, ils sont majoritaires dans la région de la Sofia.

évaluative d'impacts d'interventions des organisations mondiales par le biais de l'État permet de redéfinir une stratégie de développement qui matérialise les potentialités socio-économiques et écosystémiques nationales.,

4. PROBLEMATIQUE

Dans l'analyse de mouvements sociopolitiques et de leurs genèses, il est pertinent à notre sens de poser la question suivante :

Comment envisager une construction sociale identitaire face à l'impératif du modernisme ?

De cette question principale découlent d'autres questions secondaires entre autres : *dans quelle mesure la modernisation alimente-t-elle la conscience politique à la construction sociale identitaire ?*

Pourquoi devient-on révolutionnaire et/ou réactionnaire dans le cas de mouvements politiques malgaches ?

5. HYPOTHESES

Dans un paradigme *structuraliste constructiviste* et en adoptant une démarche de recherche inductive, nous présentons quelques propositions hypothétiques suivantes :

- L'interculturalité engendrée par la mondialisation/globalisation entraîne le pullulement d'identités sociétales et de catégorisation sociale à l'intérieur de la communauté. Ce fractionnement social est déterminé par la défaillance de système de régulation sociale.
- La situation géopolitique mondiale alimente la conscience politique malgache à la réforme de l'administration et du système étatique ;
- le respect de revendications de mouvements est le garant de la stabilité politique ;
- la redistribution équitable de revenus provenant des ressources naturelles est la solution à la pauvreté et la valorisation des potentialités socio-économiques assure le développement durable.

La combinaison de ces processus permet d'obtenir le plus fondamental. Le processus fondamental peut se définir comme le processus principal d'où découlent les autres. En procédant ainsi, nous obtenons un modèle d'analyse : *le mouvement sociopolitique est déterminé par la prise de conscience de la marginalisation systématique de groupes des prérogatives accordées par l'appartenance à un système lui-même exclusif.*

6. METHODES

6.1. LA METHODE DIALECTIQUE

L'étude sociologique de la construction sociale identitaire ne peut être abordée de manière unilatérale en ne privilégiant que l'aspect politique. Ce phénomène est l'aboutissement de processus historique et structurel. À cet effet, l'explication de ce phénomène passe par la compréhension de multiples processus. Par processus il faudrait entendre le mouvement qui est à l'origine des changements dans la nature et dans la société. La question qui se pose est de savoir comment naît le processus. Cette question fut traitée par les dialecticiens et les marxistes. Pour la logique dialectique, le processus naît de l'*autodynamique*⁶ c'est-à-dire la *force interne*⁷, contradictoire qui constitue la cause interne de mouvement. « *Toute forme de mouvement contient en soi ses propres contradictions spécifiques, lesquelles constituent cette essence spécifique qui différencie, une chose d'une autre* »⁸ disait Mao Tsé-Toung. L'étude de cette contradiction interne à chaque forme de mouvement de la matière permet de mettre en exergue l'*« essence spécifique de chaque forme de mouvement »*. « ... *Mais ce qui est encore plus important, ce qui sert de base à notre connaissance des choses, c'est de noter ce que cette forme de mouvement a proprement de spécifique, c'est-à-dire ce qui la différencie qualitativement des autres formes de mouvement* ». ⁹

À partir de l'étude du processus, l'instrument d'analyses marxistes ausculte les rapports sociaux et remonte à leur genèse. Pour la théorie marxienne de la sociologie, le développement de la société résulte de la lutte de classes. À partir de ce présupposé théorique, la construction sociale identitaire constitue la stratégie de lutte contre l'envahissement de la modernité. Toutefois, il faut signaler que le projet de construction sociale identitaire ne se heurte pas seulement à une dynamique exogène, mais aussi à une dynamique endogène. L'étude de cette dynamique endogène qui tient une place prépondérante dans le cadre de cette recherche s'opère à partir de l'analyse de rapports sociaux.

6.2. LE STRUCTURALISME CONSTRUCTIVISTE

Nous l'avons déjà annoncé dans nos lignes précédentes, le structuralisme constructiviste est la théorie bourdieusienne de la sociologie. L'ambition de Bourdieu est de

⁶ POLITZER (G) : « *principes élémentaires de la philosophie* »éd. électronique de Vincent Gouysse p.66

⁷ Tse-Toung (M) : « *cinq essais philosophiques* » Pékin 1976 p. 68

⁸ Tse-Toung, idem

⁹ Tse-Toung, ibidem

dépasser les contradictions dans les théories sociologiques : objectivisme et subjectivisme, structure et acteur. Le structuralisme renvoie à la théorie holistique qui théorise « *la coercition du social sur l'individuel* » et le constructivisme pour sa part, soutient la thèse selon laquelle le monde social est le produit des actions libres des acteurs sociaux. Pour concilier la coercition du social et la liberté individuelle dans l'action, Bourdieu élabore le concept d'« *habitus* ». Dans la conception bourdieusienne, l'*habitus* se définit comme « *structure structurante, qui organise les pratiques et la perception de pratiques ; l'habitus est aussi, structure structurée : le principe de division en classes logiques qui organise la perception du monde est lui-même le produit de l'incorporation de la division en classes sociales* »¹⁰. Ainsi, dans l'étude de la construction sociale identitaire comme stratégie des acteurs sociaux nous éluciderons l'instrumentation de logiques sociales à la réalisation d'intérêt de groupes sociaux particuliers. Finalement, Bourdieu voit dans la vie sociale l'unité entre l'intérêt et le désintéressement, c'est-à-dire que « l'acteur rationnel »

7. TECHNIQUES

La construction sociale identitaire consiste en perception, sentiments sociaux et stratégies des acteurs sociaux. Les données nécessitées par la vérification des hypothèses sont de nature qualitative. Dans le cadre de cette étude, nous avons procédé à des *interviews libres* pour le recueil de récits autobiographiques. Cet outil permet de reconstituer le schème de la constitution de la conscience individuelle à partir de l'« incorporation »¹¹ des idéaux collectifs. L'opposition entre groupe d'appartenance et groupe de référence tient une place importante dans l'assimilation des normes et valeurs sociales.

D'autre part, le guide d'entretien est l'outil de réalisation d'une interview *semi-directive*. Elle permet de recueillir des informations précises sur des domaines spécifiques de la vie de l'individu. En outre, nous avons recours aussi à des *focus groups* pour débattre autour de thème d'ethnisme à Madagascar. Ce qui permet en effet d'expérimenter les relations interethniques dans le cas de Madagascar. Ici, il est impossible de croiser les différents groupes ethniques pour l'observation, mais nous avons essayé d'observer les cas les plus fréquents de décadence de liens interethniques.

Enfin, *la documentation* est une source d'informations sur le thème traité. Cette technique permet aussi de dépasser les limitations scientifiques et de mener une étude

¹⁰ Bourdieu : « *Distinction* » éd. Minuit, 1979 p.191

¹¹ Terme emprunté à Bourdieu et qui désigne le processus par lequel l'individu intègre dans ses structures mentales les structures sociales.

interdisciplinaire : le thème que nous abordons ici intéresse plusieurs disciplines, évidemment sur des aspects différents, mais complémentaires.

8. ÉCHANTILLONNAGE

L'enquête réalisée auprès des étudiants concernant leurs perceptions du phénomène de construction sociale identitaire est qualifiée par WEBER(F) et BREAUD(S.)¹² d'enquête *par distanciation* en opposition avec *l'enquête par dépaysement*. Dans le cas de cette enquête, la difficulté se trouve dans la prise de distance par rapport à ce qui est familier. Un sondage contextuel a été mené pour appréhender les effets de milieu sur les comportements individuels.

Ainsi, nous avons organisé 10 mini-groupes de discussions. Le critère de constitution de groupe est le *milieu d'interconnaissance*¹³ c'est-à-dire que les participants vivent dans le même village ; se connaissent entre eux. La sélection des participants se fait selon la méthode probabiliste mais en préservant l'homogénéité du groupe.

Des acteurs politiques, des étudiants et des membres de sociétés civiles font l'objet d'une interview approfondie. Ils sont au nombre de 40 enquêtés qui se répartissent comme suit 20 étudiants originaires de la région de la Sofia choisis, car ils véhiculent les normes et les valeurs sociales. L'étude de leur situation universitaire permet de comprendre le processus d'adaptation sociale, donc de transformations ou maintien des stéréotypes.

15 politiciens et 05 membres de la société civile. À travers l'échantillonnage, le critère de genre et de participation politique fut privilégié. Au total, notre population d'enquête est au nombre de 80 personnes.

Tableau n° 1. REPARTITION DES ECHANTILLONS PAR GROUPE

Groupe	Lieu de résidence	Effectif des participants
Mini-GDD	C.R Kalandy	8
	C.U Amboaboa	8
	CU Mandritsara	8
	C.R Ambalakirajy	8
	Ambarikorano	8
IA	Antananarivo	20 étudiants de la région Sofia
		15 politiciens
		05 membres de sociétés civiles

Source : enquête personnelle, 2012

¹²WEBER(F) et BREAUD(S.) : « *Guide de l'enquête de terrain* » éd. La découverte Paris 2003

¹³Op.cit p.40

9. PROBLEMES RENCONTRES ET LIMITES

Notre objet d'étude concerne la structure politique. La difficulté d'aborder ce thème se pose dans la réalisation d'enquête de terrain qui nécessite des approches méthodologiques, notamment en matière de négociation d'enquête. En fait, conclure une enquête auprès de politiciens et de responsables d'associations convie le sociologue à user parfois d'empathie. D'ailleurs, les enquêtés montrent parfois une réticence à révéler leurs positions politiques. Le mot politique est ici pris à la fois dans le sens de pouvoir et de stratégies.

La contrainte temps semble limiter la richesse de l'observation. Ce facteur touche aussi bien l'organisation du chercheur que de l'enquêté. Certains de nos enquêtés ont affirmé ne pouvoir nous prendre qu'à la fin de la période impartie pour la réalisation du travail de terrain. L'insuffisance de données concernant notre thème de recherche s'explique par l'inaccessibilité de documents. Finalement, nous avons dû travailler sur les données récoltées lors de notre enquête dans une perspective constructiviste.

10. STRUCTURE DU DOCUMENT

La résolution de la problématique de la construction identitaire dans le contexte de la modernité vue à la lumière de mouvements sociopolitiques à Madagascar aboutit au questionnement sur des points centraux en aval de l'étude. Premièrement, la question de l'identité sociale et la dynamique de la modernité doivent être abordées d'emblée par une étude monographique. Deuxièmement, nous analyserons la dialectique entre société malgache et modernisme. Cette partie de notre travail traitera des dynamiques de liens sociaux et des changements idéologico-politiques en relation avec la modernité. Troisièmement, l'attention sera centrée sur l'étude des potentialités sociales, politico-économiques pour une révolution culturelle.

**PARTIE 1 :APPROCHE CONCEPTUELLE DE L'IDENTITÉ
ET DE CHANGEMENT SOCIAUX**

L'identité sociale constitue un objet d'étude de différentes disciplines en sciences sociales, notamment la psychologie sociale, la psychanalyse, l'anthropologie et la sociologie. L'attention portée par les sciences sociales à son égard justifie son importance pour l'organisation sociale et humaine. La logique de l'identité régule les interactions sociales dans la mesure où elle structure elle-même les perceptions et les pratiques des individus. En affirmant leur identification, les individus affirment par là même l'identité des autres qui sont en relation avec eux. Il s'agit par conséquent d'une structure de relations, reçue par les individus au cours de leur socialisation. Autrement dit, l'essence de l'identité n'est que la fluctuation de l'image sociale que les acteurs sociaux se font entre eux. C'est la relation dialectique de l'image que l'individu donne de lui-même et de l'image qu'il veut que les autres individus se fassent de lui. L'image de soi se reflète par conséquent à travers l'image sociale d'autrui. Car l'essentiel dans la relation sociale c'est le positionnement des individus qui est un reflet de positions objectives occupées dans le champ des interactions. Cette prise de position dans l'interaction constitue la logique sociale de reproduction de structures sociales. L'image sociale est importante pour la direction de stratégies des acteurs engagés dans l'interaction.

Dans le contexte actuel de la modernisation accompagnée de l'interculturalité - notre mémoire de maîtrise en a traité où les sociétés malgaches perdent leur identification en s'identifiant au modèle social véhiculé par le modernisme. La communauté se brise en cédant la place à un pulllement de groupes d'intérêts et de catégorisation sociale. Cette circonstance accentue les conflits sociaux. Ainsi, la question de l'identification devient une problématique. Les relations, les structures sociales, les structures régulatrices de la société, les repères d'individus changent. Autrement dit, les transformations de normes et de valeurs sociales sont à l'origine des changements des contenus de la socialisation. La question qui se pose est de savoir comment l'identification de groupes sociaux conditionne les changements sociaux. La place de l'identité dans l'organisation sociale et humaine sera analysée à partir d'une étude monographique.

Chapitre 2: IDENTITE ET ACTION SOCIALE

Le voisinage de ces dimensions dans la constitution de l'homme dans la direction de ses actions impose à notre étude une analyse structurelle. L'analyse structurelle rend compte des aspects particuliers de la totalité sociale. La primauté accordée à l'étude de ce que Mauss nomme *phénomène social total*¹⁴ débouche essentiellement à l'analyse c'est-à-dire à l'abstraction des relations intrinsèques qui constitue ce tout. Autrement dit, le moment de l'analyse des dimensions, de l'identité et de l'individualité se matérialisent par la recherche des interrelations qui existent entre elles et leur fonction dans la structure essentielle. Ici encore, il faut préciser que notre recherche veut faire une étude socio-anthropologique de la construction sociale identitaire. Nous nous appuyons en fin de compte sur des recherches socio-psychologiques, socio-anthropologiques et socio-psychanalytiques pour embrasser l'homme total.

La participation à la culture n'est pas passive du point de vue du sujet. L'activité constitue l'intégration du social à l'individuel et l'instrumentation du social à la constitution des stratégies individuelles. La première activité laisse apercevoir le mécanisme de la réussite de la socialisation tandis que la seconde activité est l'effet de la première c'est-à-dire la maîtrise de systèmes sociaux de régulations et la capacité de s'y conformer pour réussir des actions sociales. Dans le cadre actuel de l'interculturalité, la question qui se pose est de savoir comment se structure l'identité sociale. Répondre à cette question est l'objet de ce chapitre. Toutefois, une approche conceptuelle s'avère nécessaire pour la clarté des analyses.

2.1. approche conceptuelle de l'identité

Les notions de l'identité et de l'individualité font l'objet de thèses de psychologues et de philosophes plus que du sociologue. Les phénomènes de contacts culturels tendent à déplacer l'objet vers le domaine de la sociologie. En effet, l'acculturation est à l'origine de changements socioculturels, des changements de comportements, de références, de valeurs et le plus important de ces changements concerne les contenus de l'éducation. La difficulté de l'éducation dans le contexte de l'interculturalité réside dans l'incertitude de la fixation de

¹⁴ MAUSS : « *rapports réels et pratiques de la psychologie et de la sociologie* » [communication effectuée le 10 janvier 1924 à la société de Psychologie et publiée dans le journal de Psychologie normale et pathologique], p.436-450

valeurs sociales. Cette incertitude morale concerne aussi bien les éducateurs que les éduqués. Par conséquent, des conflits sociaux s'éclatent dans plusieurs dimensions de la vie sociale. Comment le développement de l'individualité constitue-t-il un mécanisme de négation de l'identité sociale identitaire ?

Cette question constitue le guide de réflexion sur la thématique de l'identité. Toutefois, avant d'aller plus loin, un essai définitionnel des concepts de l'identité et de l'individualité s'avère nécessaire pour la clarté de l'exposé. D'ailleurs, *les Règles de la méthode sociologique* nous apprennent que pour faire une étude sociologique, on doit partir de la définition de faits sociaux. La définition durkheimienne de faits sociaux met en valeur quelques critères d'identification notamment l'objectivité qui suppose que le fait social soit une *chose*¹⁵, extérieure aux manifestations individuelles. *Donc, le fait social ne relève pas délibérément de choix individuels.* Par conséquent, définir un fait social revient à privilégier les aspects objectifs dans les manifestations individuelles. Entre autres, le travail consiste à dépouiller le fait social de ses manifestations individuelles pour en saisir l'essentiel. Par conséquent, cette étape est capitale pour la recherche ; elle permet de délimiter les phénomènes rentrant dans le domaine de définition de notre objet d'étude.

Que signifie alors l'identité ?

2.1.1. de l'identité sociale

Déjà énoncée dans nos lignes précédentes, l'étude de l'identité est au prime abord un objet de la philosophie. Seulement, les recherches antérieures en psychologie et psychosociologie s'y intéressent. La prise en considération de la question de l'identité dans l'explication de l'organisation sociale et culturelle se retrouve dans les écrits de Tajfel en psychologie sociale et en sociologie dans les études effectuées par Luckmann¹⁶ et d'autres anthropologues. Par conséquent, le travail auquel on s'adonne est de synthétiser les savoirs dégagés à travers les recherches effectuées.

Ce travail parcourt entre autres les définitions données au concept d'identité et les méthodes par lesquelles cette question fut abordée. Ce concept d'identité ne reçoit pas de définitions objectives, les idées se divergent lorsqu'on veut appréhender dans son essence la

¹⁵ DURKHEIM(E) : « règles de la méthode sociologique » un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie Site web : <http://pages.infinit.net/sociojmt>, p.19

¹⁶ Berger (P) & Luckmann (T), *The Social Construction of Reality*, Polity Press, New York, 1967 (*La Construction sociale de la réalité*, Armand Colin, Paris, 1997)

question de l'identité. Faute de quoi nous allons présenter les recherches abordées autour de ce concept pour en évaluer la complexité. Dans cette section de notre mémoire, nous reconstruisons historiquement les sens donnés à l'identité.

2.1.1.1. philosophie et identité

Sous les plumes de philosophe Hume¹⁷, la condition d'existence de l'identité c'est le temps c'est-à-dire qu'ici la notion de l'identité renvoie à la *constance et l'invariabilité*. Par ailleurs, l'identité ne peut être appréhendée que sur la base d'une méthode comparative. La connaissance de la perception de l'identité par l'homme découverte par Hume, nous enseigne l'approche par laquelle l'identité peut être objectivée. La méthode d'observation de l'identité procède, par une approche verticale, d'une part, qui suppose une analyse diachronique de changements sociaux, pour discerner la statique de la dynamique et d'autre part, par une approche horizontale qui privilégie les niveaux de l'identité. L'identité repose justement sur la statique, c'est-à-dire les constances dans l'organisation sociale, les rapports sociaux.

2.1.1.2. sciences sociales et concept d'identité

Les définitions du concept d'identité par l'anthropologie, la psychologie sociale répondent plus à notre préoccupation. Dans cette perspective, l'identité ne renvoie plus seulement à la stagnation comme en philosophie, mais insiste plus sur la notion de la différence et sa perception. *Le différent* suppose des propriétés distinctives entre des éléments d'un même ensemble. Par conséquent, dans ce chapitre, nous analyserons les définitions données par la psychologie sociale par l'étude de l'article de Licata¹⁸. Les définitions données par l'anthropologie et la sociologie suivront ensuite.

a. Licata et les théories de l'identité sociale

L'axe central de la théorie de l'identité sociale développée par Tajfel et Turner¹⁹, citée par Licata n'est autre que l'étude de différences à la fois subjective et objective entre les comportements interindividuels et les comportements intergroupes. La question à laquelle les auteurs cherchent à répondre c'est la problématique des conditions de l'adoption d'un

¹⁷ Hume, *Traité de la nature humaine*, I, iv, sect. 2 et 6

¹⁸ Licata L. (2007). « *La théorie de l'identité sociale et la théorie de l'autocatégorisation : le soi, le groupe et le changement social* ». *Revue électronique de Psychologie sociale*, n°1, pp. 19-33

¹⁹ Tajfel, H. and Turner, J.C. (1986). The social identity theory of intergroup behavior. In S. Worchel and W. Austin (Eds), *Psychology of intergroup relations* (2nd ed., pp. 7-24). Chicago : Nelson-Hall.

comportement typique dans une interaction donnée. Autrement dit, l'objectif c'est d'expliquer les motifs d'identification de l'individu dans une interaction. La perception de l'interaction par les acteurs sociaux confrontée à la situation objective d'interactions rend compte le processus d'une construction individuelle d'identité. La reproduction de leur questionnement nous semble importante pour l'étude de la théorie d'identité sociale. Dans quelles situations les gens auront-ils tendance à se comporter en tant qu'individus ou en tant que membres de groupes sociaux ? Ce processus est expliqué à partir de trois continuums entre autres « *le continuum opposant un système de croyances en la mobilité sociale à un système de croyances au changement social ; celui opposant la variabilité des comportements et des attitudes envers les membres de l'exogroupe à l'uniformité de ces comportements et attitudes ; et celui opposant la perception des membres de l'exogroupe en termes de leurs caractéristiques personnelles à leur perception en tant qu'exemplaires indifférenciés de la même catégorie* »²⁰. La différence entre le système de croyances en la mobilité sociale et celui de changement social se base sur la nature de frontières définissant les groupes sociaux. La mobilité sociale suppose la perméabilité de frontières, donc, autorisant un individu à quitter son groupe d'appartenance pour en intégrer un autre. Tandis que dans le changement social prend en compte l'incapacité d'une mobilité verticale au sein d'un système social donné. La déstructuration sociale est la condition sine qua non pour rendre le changement social possible.

Dans la variabilité ou l'uniformité de comportements envers les membres de l'exogroupe s'explique la présence de stéréotypes. Par définition, les stéréotypes sont de représentations socialement acquises sur des exogroupes c'est-à-dire que les stéréotypes sont des images de l'exogroupe que les membres de groupes acquièrent par leur socialisation. Les stéréotypes structurent par conséquent les dynamiques de groupe.

b. Stratification sociale et identité sociale

Les théories sociologiques d'identité sociale abondent les capitaux bibliographiques de la sociologie. Ces théories sont divergentes en fonction de l'idéologie de l'auteur. Inventorier exclusivement ces approches de l'identité sociale paraît ici un travail difficile qui dépasserait les besoins de cette recherche. D'ailleurs, cette tâche fera l'objet de notre étude ultérieure. Toutefois, pour la clarté de démarches adoptées dans le cadre de cette recherche, il s'avère

²⁰ Licata op.cit p.21

nécessaire de présenter les approches ayant trait directement à notre approche méthodologique présentée dans nos lignes précédentes. Par conséquent, l'approche marxiste et bourdieusienne de l'identité sociale retiendra notre attention.

b.1. Les luttes de classes définissent la société

Les études auxquelles les marxistes se sont dévoués consistent à expliquer les processus de formation de classe sociale et les relations qui s'établissent entre elles. Pour résoudre cette problématique, Marx arme les sociologues d'instruments d'analyses par le développement de la catégorie d'« *infrastructures* » et de « *superstructure* ». À partir d'un postulat existentiel selon lequel l'homme cherche avant tout la satisfaction de ses besoins matériels, Marx met en place la catégorie d'infrastructure qui rend compte de la dimension économique de la vie sociale et humaine. Sans entrer dans les détails, la théorie marxiste de la production sociale montre que l'accès aux moyens de production différencie les *places* occupées par les individus au sein du système social. La naissance de classes sociales est liée aux positions différentielles occupées par les individus dans l'organisation du travail. Toutefois, dans son ouvrage synthétique sur la théorie marxiste, Sève avance une idée novatrice dans la conception de la formation sociale. L'auteur nie la thèse marxiste de prééminence de la structure économique dans la formation sociale et insiste beaucoup plus sur la contradiction constituée par la *base et la superstructure*²¹. En effet, le développement de la formation sociale et économique est l'effet de la dialectique structure économique et superstructure.

La théorie du reflet de places dans la conscience est aussi à retenir dans l'étude de la pensée marxiste. En effet pour les marxistes, « *ce n'est pas la conscience sociale des hommes qui déterminent leur être, mais au contraire leur être social qui détermine leur conscience...* *Ce sont les manifestations de leur vie qui définissent les individus* »²². La thèse de la conscience de classe se fonde sur la détermination de la conscience par la position réelle de l'individu dans le système de production.

Marx découvre un critère de classe en corrélation avec la conscience d'appartenance qu'ont les individus. Il parle de « *classe en soi* » et de « *classe pour soi* » pour expliciter la

²¹ SEVE (L) : « *une introduction à la philosophie marxiste* » éd. *Sociales*, Paris 1980, p.199

²² LEFEBVRE (H) : « *pour connaître, la pensée de Lénine* » ed. *Bordas*, Paris 1957 p. 131

conscience de classe. La classe en soi renvoie à la définition objective c'est-à-dire la position de l'individu dans le système de production matérielle, tandis que la classe pour soi définit la prise de conscience d'individus du rôle joué dans la production matérielle d'existence. Par conséquent, la conscience d'appartenance détermine la lutte de classe c'est-à-dire à l'origine du changement social dans la mesure où cette prise de conscience permet d'objectiver le mécanisme de domination et de rôles effectifs joués par chaque classe dans la production matérielle.

b.2. La distinction bourdieusienne de classes sociales

Le point de départ de la théorie sociologique de Bourdieu c'est la découverte du concept d'« *espace social* » qui élargit la conception de la vie sociale. En effet, l'espace social conflictuel n'explique plus l'organisation sociale par la seule dotation en capital économique, mais en fonction de la nature du capital spécifique du champ. La découverte de champ rend compte des positions et des positionnements des acteurs et l'organisation de leurs stratégies. « *En termes analytiques, un champ peut être défini comme un réseau, ou une configuration de relations objectives entre des positions. Ces positions sont définies objectivement dans leur existence et dans les déterminations qu'elles imposent à leurs occupants, agents ou institutions, par leur situation (situs) actuelle et potentielle dans la structure de la distribution des différentes espèces de pouvoir (ou de capital) dont la possession commande l'accès aux profits spécifiques qui sont en jeu dans le champ et, du même coup, par leurs relations objectives aux autres positions (domination, subordination, homologie, etc.)* »²³.

L'apport de cette théorie pour notre recherche réside dans le fait que la lutte entre les acteurs sociaux n'est plus seulement déterminée par la dotation en capital économique, mais convie le chercheur à l'analyse de capital spécifique et spécifiquement défini par le champ social étudié. Autrement dit, l'adoption de cette théorie bourdieusienne à l'étude de la construction sociale identitaire permet de mettre en exergue les capitaux mis en jeu par les différentes positions dans le but d'acquérir les intérêts du champ.

Finalement, ces théories de changement social tiennent une importance cruciale dans notre étude dans la mesure où les mouvements sociopolitiques ont pour vocation de déclencher les processus de changements sociaux. On retrouve deux processus qui méritent de retenir notre attention à savoir la réforme et la révolution. Sans entrer les détails, nous

²³ BONNEWITZ (P) : « *premières leçons sur la sociologie de Bourdieu* »éd. PUF Paris, 1998 p.48

essayerons de définir succinctement ces deux processus. Ces deux processus de changements sociaux supposent une dynamique de groupes, de luttes de classes pour parler comme Marx.

2.1.1.3. *Le paradigme holistique de l'identité collective*²⁴

Les philosophes distinguent l'identité qualitative de l'identité numérique. La première concerne l'extrême ressemblance de deux choses. Il est particulièrement difficile de distinguer deux objets semblables à l'œil nu alors qu'il y a réellement deux objets uniques. La seconde signifie qu'une chose est et demeure identique à elle-même. Durant toute une vie, un sujet évolue et se transforme. Cette vision de l'identité ne peut être satisfaisante, pour définir la « malgachéité ».

Quel sens peut-on donner à la malgacheité ? Dans l'acceptation pleine de l'identité numérique, la communauté ethnique ou nationale est perçue aussi bien par les membres que par les non-membres avec une impression de pérennité, c'est-à-dire que dans le temps et dans l'espace, il existe une forme d'identification d'appartenance.

ROUSSEAU²⁵ défend la conception d'une « *identité collective* » qui maintient son identité grâce à une essence qui transcende les individus qui la composent. DURKHEIM²⁶ insiste sur la nécessité de traiter les entités collectives de manière différente des individus qui la composent. FREUD²⁷ a d'ailleurs identifié les pulsions grégaires des pulsions individuelles. Il n'existe pas un être qui représente tous les êtres qui composent cette identité collective. Il

²⁴ Il convient de reproduire dans le cadre de ce mémoire, cette partie de notre mémoire de DEA non seulement pour la capitalisation des acquis de recherches mais aussi parce que ce thème de construction sociale identitaire traite en profondeur la question de l'identité sociale malgache. Ne pas parler de la construction de l'identité collective, on ne pourrait nullement établir une structure d'identification des Malgaches.

²⁵ ROUSSEAU (J.J.), *du contrat social ou Principes du droit politique*, un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie Courriel : jmt_sociologue@videotron.ca Site web : <http://pages.infinit.net/sociojmt> , dans le cadre de la collection : « Les classiques des sciences sociales » http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html , une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi Site web : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

²⁶ DURKHEIM (E.), *les règles de la méthode sociologique*, un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie Courriel : jmt_sociologue@videotron.ca , Site web : <http://pages.infinit.net/sociojmt> dans le cadre de la collection : « Les classiques des sciences sociales » Site web : http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html , une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi Site web : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

²⁷ FREUD (S.), *Psychologie collective et analyse du moi*, une édition numérique réalisée à partir de l'essai “ *Psychologie collective et analyse du moi* ” publié dans l'ouvrage *Essais de psychanalyse*. Traduction de l'Allemand par le Dr S. Jankélévitch en 1921, revue par l'auteur. Réimpression : Paris : Éditions Payot, 1968 (pp. 83 à 176), 280 pages. Collection : petite bibliothèque Payot, n° 44. Traduction précédemment publiée dans la Bibliothèque scientifique des Éditions Payot.

faut comprendre cette notion comme des phénomènes ou comme le démontre FREUD²⁸, en tant que processus psychiques groupaux s'identifiant à une idéologie, un meneur, etc.

Il existe un autre point de vue concernant la tentative de définition de l'identité collective. La continuité ethnique ou nationale s'appuie sur le lien de parenté entre les membres de la communauté concernée. Telle population partage les mêmes ancêtres se distinguant de telle autre population qui n'a pas les mêmes ancêtres, la même religion, la même langue, etc. Les réels faits historiques démontrent qu'aucune nation n'est constituée de population homogène.

Un troisième argument pour défendre le concept d'une identité collective repose sur l'idée que quelques éléments culturels essentiels persistent au fil du temps. Nous ne pouvons ignorer que la culture évolue de génération en génération, les conflits intergénérationnels sont là pour prouver que le renouvellement permanent de la population entraîne des bouleversements sur cette identité collective.

2.2. *Révolution et réforme dans le changement social*

Le changement social constitue un axiome sociologique. Les divergences entre les théories sociologiques s'appuient sur la différence de formes sociales. En effet, les sociétés étudiées par les sociologues ne présentent pas les mêmes propriétés. Cette vérité découverte à l'époque de grands voyages a favorisé l'avènement de l'ethnologie et l'anthropologie sociale dont l'objet d'étude était les sociétés non occidentales. Les terminologies qualificatives de ces sociétés rendent compte de l'altérité des structures socioculturelles. À titre d'illustration, nous retrouvons les ouvrages de Lévi-Strauss, *la pensée sauvage*, *les mentalités primitives* de Lévy-Bruhl. L'anthropologie de cette époque s'attachait à l'exotique et constitue un instrument de la colonisation. La vocation de la science naissante est de disposer les sociétés non occidentales de missions civilisatrices initiées par les sociétés occidentales.

Après la décolonisation et avec l'avènement de la méthode marxiste, le métier du sociologue consiste d'une part, à objectiver les mécanismes de la domination, dissimulée dans l'habitus, d'autre part, à élaborer de stratégies de luttes. Ce dernier point a surtout marqué la sociologie marxiste. Le changement social est en ce sens abordé comme la conséquence d'une

²⁸ FREUD (S.), op. Cit.

prise de conscience de la domination. En matière de changement social, deux processus apparaissent, entre autres, la révolution et la réforme sociales.

2.2.1. *La révolution sociale*

Étymologiquement, le terme révolution vient du latin « *revolutio* » qui signifie littéralement le retour. C'est-à-dire le passage à une situation antérieure, actualisation du passé. Dans ce cas, la révolution ne signifierait-elle pas une logique de conservation et ne s'insurge-t-elle pas contre le changement, le progrès ? La contradiction est frappante, à première vue car, l'histoire de la révolution dans les sociétés témoigne une volonté de changement, de restructuration. De plus, le terme *révolu* désigne la fin d'une chose, en rupture avec l'actuel. La résolution de cette contradiction repose sur la compréhension de l'idéal contenu dans la révolution. L'idéal révolutionnaire suppose l'existence d'une situation naturelle, idéale, changée par le cours de l'histoire. Le retour signifie entre autres le retour à cette idéale ; la révolution a une vocation constructive plutôt que destructive dans la mesure où il s'agit de refonder l'idéale à la réalité. Par conséquent, l'objet de la révolution consiste à terminer une situation et, d'en faire naître une situation nouvelle dans laquelle l'idéale se concrétise. En d'autres termes, le but de toutes révolutions est d'élaborer une structure dans laquelle l'idéal se réalise en disposant de nouvelles conditions répondant aux conditionnements du développement.

La révolution sociale, selon la définition marxiste, est le *changement par bonds, brusque* c'est-à-dire une *dynamique de rupture*, un renversement de la structure de relations sociales par le biais d'une lutte, mouvement qui sont objet de répression, faisant naître une guerre. Autrement dit, l'existence d'une révolution sans lutte reste un idéal inatteignable dans l'histoire de sociétés. C'est dans cette optique qu'« *il n'y a pas de révolution sans effusion de sang* ». La violence, corollaire de la révolution, constitue une condition de la réussite de lutte révolutionnaire. L'histoire de la révolution témoigne cette cooccurrence.

La vérification de cette cooccurrence se fera par le biais de l'étude de l'histoire de mouvements sociopolitiques à Madagascar.

2.2.2. *Théories et pratiques révolutionnaires*

Les théories et les pratiques révolutionnaires sont étroitement liées entre elles. Cette relation n'est autre que la relation existant entre la pratique et la connaissance. Les marxistes ont étudié cette relation d'une part, pour expliciter le mécanisme d'apparition de la conscience

et de l'idéologie, d'autre part, pour rendre compte de pratique révolutionnaire. Pour les marxistes, la position sociale se reflète dans la conscience. La place occupée des individus dans le système de production détermine les connaissances de nature et de la société. Le contact avec le réel permet à l'homme de comprendre les rouages du système. Comme le dit Mao Tse-toung : « *dans la société de classes, chaque homme occupe une position de classe déterminée et il n'existe aucune pensée qui ne porte une empreinte de classe* ». ²⁹

L'élaboration du concept de l'habitus par Bourdieu répond effectivement à la question de genèse de la conscience. Par l'éducation reçue et les pratiques sociales, l'homme incorpore et extériorise les capitaux détenus pour s'approprier les intérêts de champs. La mobilisation de connaissances c'est-à-dire de capitaux culturels et relation dans l'organisation de luttes pour la domination de champs. D'ailleurs, l'assise de la domination de champ est fonction de la domination symbolique c'est-à-dire la reconnaissance par le dominé de la détention de capital afférent demandé. Ce renoncement au changement de structure légitime l'autorité et la soumission.

Après avoir explicité les liens entre les théories et les pratiques, dans la section suivante nous étudierons les relations entre les théories et les pratiques révolutionnaires. Dans un premier temps, la théorie révolutionnaire se définit comme les idées, les stratégies développées pour mener des actions de changements sociaux. Ce sont entre autres des actions coordonnées et planifiées en vue d'arrêter le processus, de dénoncer le mécanisme de domination et de prendre le pouvoir. Tandis que les pratiques révolutionnaires matérialisent les stratégies en termes d'institutionnalisation d'objets de revendications, le recours à l'usage de la force.

2.2.3. La violence dans la lutte révolutionnaire

Toute révolution sociale est par conséquent un rapport de force entre les détenteurs de pouvoir et les dominés. La logique d'action est différente selon la position occupée dans la lutte. En portant l'attention sur l'histoire de la révolution à Madagascar, on constate que les tentatives révolutionnaires se sont portées contre des personnes plutôt que de systèmes qui ne favorisent plus le développement de force sociale et ont recours pour faire face à l'usage de force de la part de régime légitimée comme maintien de l'ordre à la volonté populaire. Finalement, la violence est une des propriétés de la lutte révolutionnaire.

²⁹ MAO TSE-TOUNG : « *écrits choisis en trois volumes I* » éd. François Maspero, Paris, 1976 p. 168

La violence peut être définie dans une optique juridique comme la transgression de règles morales, juridiques et qualifiables d'un crime ou un délit, c'est-à-dire susceptibles de faire l'objet de jugement, de poursuite, d'amendes et d'emprisonnement selon l'ampleur de l'action. Dans l'optique sociologique, surtout à travers les écrits de Weber, la violence signifierait l'instrumentation de la force pour asseoir la domination. Le sociologue introduit un nouveau concept, celui de *violence légitime* exercé par l'État sur les autres groupements et/ou individus. « *L'État ne peut donc exister qu'à la condition que les hommes dominés se soumettent à l'autorité revendiquée chaque fois par les dominateurs* »³⁰. Pour sa part, Bourdieu, en continuité avec la thèse weberienne, élabore le concept de *violence symbolique*³¹ qui s'oppose à la *violence ouverte*, qui toutefois, se construit sur celle-ci. Cette opposition n'ôte toutefois pas la réalité de la violence symbolique, car celle-ci est l'incorporation d'une violence objectivement exercée sur l'individu : c'est le consentement inconscient d'un groupe social à la domination d'un autre et un renoncement à la valeur humaine propre. Elle est le produit de la trajectoire sociale de l'individu et relève du capital culturel en ce sens que cette violence est instituée. « *L'institution instituée fait oublier qu'elle est issue d'une longue série d'actes d'institution et se présente avec toutes les apparences du naturel* »³². Le mode opératoire de la violence symbolique est l'institution et la légitimation de la domination c'est-à-dire la capacité des acteurs à donner un caractère social à leur acte.

2.2.4. La réforme sociale

Proche du sens de la révolution, la réforme sociale constitue une tout autre dynamique de changement social. Si la notion de révolution sociale se caractérise par le changement structurel brusque, la réforme sociale se définit comme un processus structurel progressif c'est-à-dire que l'action est dirigée sur une partie dont le changement enclenche d'autres processus de transformation sociale alors que la révolution sociale touche plutôt la structure dans sa totalité. En d'autres termes, la révolution est la remise en question du fonctionnement du système conçu dans sa totalité. Par contre, la réforme comprend les changements intra-structurels et non de la structure elle-même.

30 WEBER (M) : « le savant et le politique » Une édition électronique réalisée à partir du livre de Max Weber (1919), le savant et le politique. Paris : Union Générale d'Éditions, 1963, 186 pages. Collection : Le Monde en 10-18.. Dans le cadre de la collection : « Les classiques des sciences sociales »

Site web : http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

31 Bourdieu : Raisons pratiques, 1994, p. 188

32 Bourdieu (P) : « Pierre Bourdieu dans : Emmanuel TERRAY, autour de Pierre Bourdieu »

Le principe fondamental opposant la révolution sociale à la réforme est la croyance au changement dans le système existant. La tendance révolutionnaire critique le système en termes de blocage au développement des individus. Le réformisme cherche la cause de dysfonctionnement du système et y porte son action. Par conséquent, la pratique révolutionnaire renverse le système social tandis que le réformisme cherche à opérer de changement au sein du système existant.

La définition de ces processus est difficile, car les mouvements sociopolitiques malgaches dont le but est de renverser le système, ne débusquent finalement que sur le maintien du système préalablement critiqué et qui constitue l'objet de contestation. L'étude historique de ces mouvements permet de découvrir la logique de réforme et de révolution malgache ; l'analyse de communautés est une critique du fondement social de tentatives révolutionnaires.

Chapitre 3: MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE MANDRITSARA

Peu de documents écrits disponibles. Le seul qui nous a permis d'orienter et de nous inspirer est la monographie communale que l'on va présenter. Les informations contenues sont complétées par notre enquête.

3.1. HISTORIQUE DE LA COMMUNE

À l'instar des autres régions de la grande Ile, l'histoire des tsimihety population majoritaires du district de Mandritsara est très complexe. Cela est dû au fait de l'insuffisance des documents écrits. Aussi son histoire s'est-elle basée sur les traditions orales. Et encore à la fois divergentes et difficiles à dater. Toutefois, les diverses personnes interrogées sont toutes unanimes à reconnaître que le peuplement de l'androna dont les tsimihety sont dominants fut le résultat d'un melting-pot de différents « foko » (tribu) notamment Betsimisaraka, Sihanaka, Makoa, Sakalava...

Du XVIe au XVIIe siècle, l'Androna était devenu une zone de pâturage et de regroupement d'esclaves pris par les guerriers Saklava du Menabe, de l'Ambongo, Talaotre et Bimihimpa. Ceux que l'on a interrogés ont peu d'information sur ces guerriers.

Vers la fin du XVIIe siècle furent venus les Betsimisaraka des clans de Tavaratra de Maroantsetra et surtout de Mananara Nord, Tsikoa de Fénérive Est et de Tamatave, et Tatsimo ou Betanimena de Vatomandry. Et les chefs les plus remarquables et célèbres de cette époque, étaient les deux frères métis portugais RAMAROHOZY et RAHARAMANJA. Ils s'installaient Voholava dans l'actuelle Commune d'Andratamarina. Ils sont à l'origine du foko Tsimihety. On n'a pas connu dans l'actuel Mandritsara le système de royaumes, ni le régime de chefferies. En effet la société était administrée par un personnage à la fois mystique et mythique dénommé « Mpanazary ». Doté d'un pouvoir divin et « prophète » le Mpanazary était très écouté et respecté. Dans l'administration du pays, le Mpanazary était entouré de conseillers issus de différentes familles : les Sojabe.

Le problème de succession ne se posait pas chez les Tsimihety, car un Mpanazary pouvait sortir d'une famille à une autre.

Du XVIIIe au XIXe siècle, les Mpanazary qui se sont succédé étaient : RONA, RANTOLAZA, RANGOTSY, NJARILAZA, RATANIBE, JAO, TSIMAMINDRO, et TSIKOREVA.

Du XVIIIe au XIXe siècle, le contexte qui prévalait était l'existence d'épidémies de « nendra », kizavo et de rougeole d'une part et surtout de razzias appelés « Jiriky » et « Androvo » ou « Marofelagna » lesquels étaient respectivement perpétrés par les Betanimena et les Sakalava. Somme toute durant cette époque l'Androna était complètement troublé. Ce qui amenait la royauté Merina à envoyer le commandant RAINIJAJY, le général RAINISOAMANAHIRA avec 2000 soldats et le général RAINITSILAVO avec 1500 hommes pour pacifier le pays. Mais tout cela aboutissait à des échecs, en effet les troubles persistaient toujours.

C'est la raison pour laquelle le Mpanazary JAO intervenait et le calme régnait dans le pays d'où l'appellation « Mandritsara » qui auparavant dénommait « anasbesfoko » et Ankenjihenjy devinrent « Befandriana ».

Quant à l'origine du mot « Tsimihety » il fut de coutume que lorsqu'un roi ou une reine Merina était décédé tous les hommes devaient se couper les cheveux, et ce en signe de deuil. Mais ceux-ci refusaient lorsque la reine RASOAHERINA s'était éteinte, et ce tant à Mandritsara qu'à Befandriana.

3.2. Présentation géographique

3.2.1. Délimitation

La commune urbaine de Mandritsara se trouve dans la région de la Sofia. Elle est reliée du centre régional (Antsohihy) par la RN 32 sur une distance de 196 km. Cette route passe par Befandriana Nord se situant à 86 km d'Antsohihy. Elle s'arrête à Mandritsara faisant de cette localité une limite à l'Est de la région.

Elle s'étend sur une superficie de 10 400Km² et délimitée :

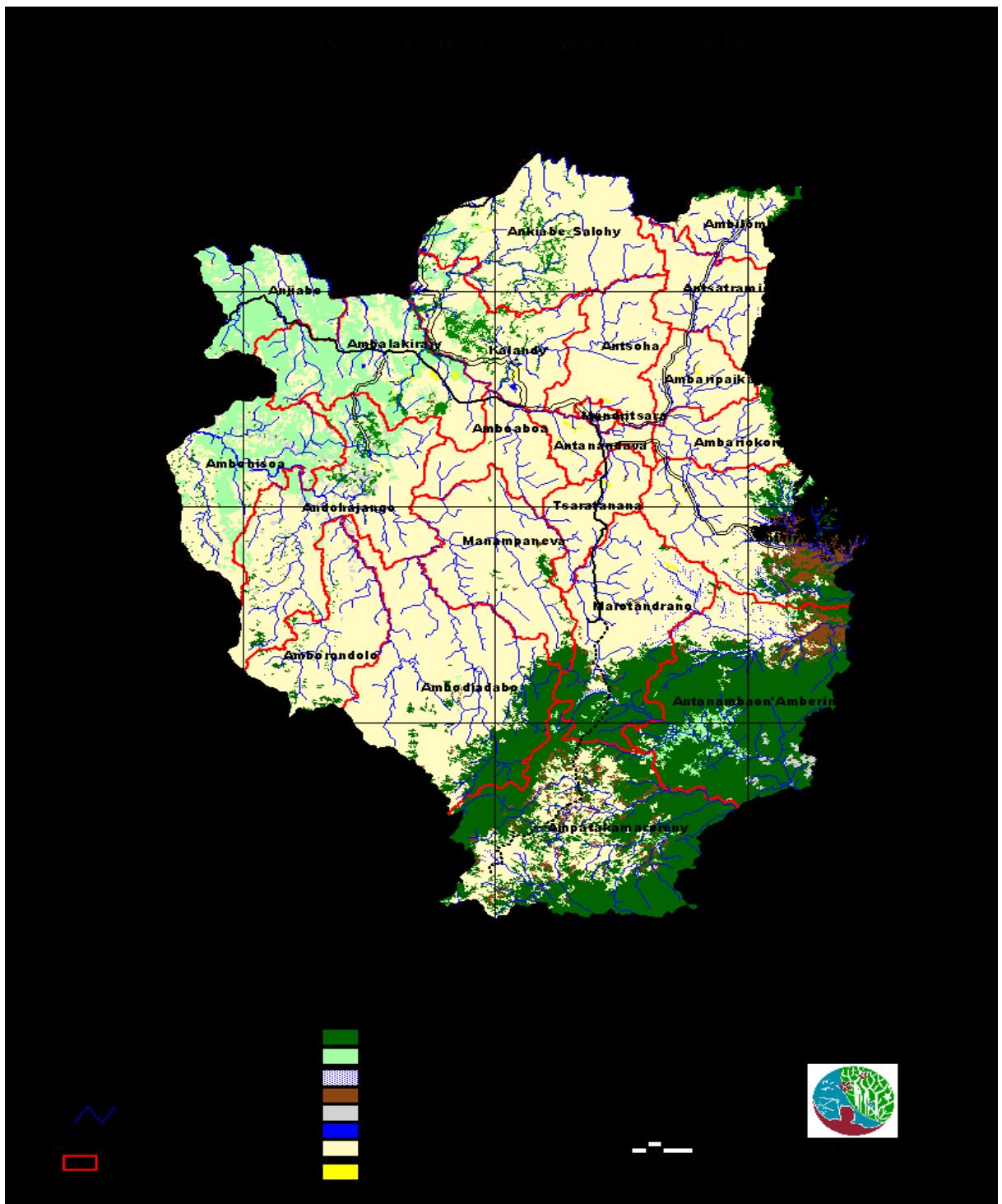
Au nord-ouest par le district de Befandriana-Nord

À l'Est, par les districts de Maroantsetra, Mananara Nord et de Soanierana-Ivongo

À l'ouest par le district de Port-Bergé

Au sud par le district d'Andilamena.

Bien qu'elle soit entourée par ces divers districts, aucune route nationale ne la relie à eux. La population s'y rend pendant la saison de Girofle à pied. Cette situation rend la sécurité précaire surtout dans les communes limitrophes. La carte ci-après nous permet de voir ces communes.



Source : monographie communale, 2007

3.2.2. Hydrographie

Ce tableau montre les rivières existantes et les communes traversées. Il est important de noter que ces rivières ne sont pas navigables et nombreuses d'entre elles se tarissent en période sèche.

Tableau n° 2. LES RIVIERES DANS LE DISTRICT DE MANDRITSARA

Nom de rivières	Communes traversées
Mangarahara	Ambilombe, Antsatramidola, Ambaripaika, Mandritsara, Kalandry
Sofia	Kalandry, Pont-Sofia, Ambalakirajy, Anjiabe
Amboaboa	Marotandrano, Amboaboa, Antanandava
Anjobany	Manampaneva, Ambodiadabo, Andohajango, Ambohisoa
Ampasimbe	Ambodiadabo, et Andohajango
Seranana	Andohajango,et Ambohisoa
Sandrangita	Antsoha et Kalandry
Salohy	Ankiabe-Salohy, kalandry
Sahavoay	Ampatakamarorenny
Malandiloha	Antsirabé centre, Ambarikorano

Source : Monographie communale, 2007

On enregistre 10 rivières dans le district de Mandritsara. Nombre de communes portent le nom de la rivière qui les traverse à l'instar d'Ankiabe-Salohy, Amboaboa. D'autres infrastructures locales portent le nom d'une rivière entre autres la Radio et l'École Mangarahara.

3.2.3. Climat

Le district de Mandritsara présente un climat tropical et l'on distingue deux saisons : une saison sèche et une saison humide.

La saison sèche dure six mois en général c'est-à-dire de mai à octobre.

La saison de pluies, laquelle est influencée par le vent d'Alizé et surtout par celui de Mousson dure également six mois : de novembre à avril.

Faute d'informations, disons techniques, les précipitations et les températures moyennes mensuelles ne sont pas relatées dans la présente monographie.

Toutefois, on peut affirmer que la partie orientale et australe du district qui est d'une manière générale plus boisée que le reste reçoit plus de précipitations. Les perturbations climatiques telles que les dépressions tropicales, les cyclones assurent les activités agricoles.

Enfin de juin à août l'on remarque une baisse de la température : c'est l'hiver. D'octobre à mars, la température monte énormément.

3.3. Situation démographique et économique

3.3.1. Situation démographique

Lors du recensement en 2007, on a enregistré 291 689 habitants répartis sur une superficie de 10 400 km². Mandritsara est le plus peuplé des districts de la région. La population était de l'ordre de 20 025 Habitants contre 271 664 en milieu rural. Ceci nous montre que 93 % des habitants sont des ruraux et exercent comme des agriculteurs, éleveurs.

La densité de la population est d'ordre de 28hab/Km².

Tableau n° 3. REPARTITION DE LA POPULATION PAR COMMUNES

COMMUNE	NOMBRE POPULATION
AMBALAKIRAJY	21.630
AMBAKORANO	5.921
AMBARIPAÏKA	5.109
AMBILOMBE	7.984
AMBOABOA	10.071
AMBODIADABO	8.302
AMBODIAMOTANA/KIANGA	4.834
AMBOHISOA	9.646
AMBORONDOLO	4.751
AMPATAKAMARORENY	5.533
ANDOHAJANGO	16.170
ANDRATAMARINA	4.333
ANJIABE	7.800
ANKIAKABE-FONOKO	5.900
ANKIABE-SALOHY	22.913
ANTANAMBAON'AMBERINA	8.470
ANTANANDAVA	10.412

ANTSATRAMIDOLA	10.458
ANTSIATSIAKA	5.464
ANTSIRABE/CENTRE	9.248
ANTSOHA	13.304
KALANDY	20.991
MANAMPANEVA	7.532
MAROTANDRANO	15.635
MANDRITSARA	20.025
PONT/SOFIA	11.780
TSARAJOMOKA	8.380
TSARATANANA	9.093
TOTAL.....	291.689

Source : monographie communale, 2007

3.4. Renseignement d'ordre économique

L'activité dominante est l'agriculture. En complémentarité de cette activité, la population exerce dans l'artisanat, dans l'élevage.

3.4.1. Agriculture

La riziculture regroupe la majorité de la population rurale de l'ordre de 145 252 habitants. Deux types de riziculture qui se distingue selon la saison à savoir l'*Asara* (*Appellation locale de la riziculture de saison de pluie*) et le *jeby* (*contre-saison*). En 2007, on a constaté une amélioration de la productivité due à la suffisance de la pluie. Les superficies cultivées ont connu une hausse par rapport à la campagne précédente. Toutefois, les cultures riveraines ont été ravagées par l'inondation.

Tableau n° 4. PRATIQUE TRADITIONNELLE ASARA

Spéculation	RÉALISATIONS			
	Cultivable (ha)	Cultivée (ha)	Rendement (t/ha)	Productions (t)
RIZIÈRE -repiquage - semis direct	34 000	28 000	4	115 400
	6000	1520	2	30 400
RIZ DE TANETY -Baiboho Tavy	7000	2500	2	5000
	-	1400	2	2800

Source : Monographie, 2007

Ce tableau nous montre le rapport entre superficies cultivables et superficies cultivées. On constate par ailleurs qu'une superficie considérable reste inexploitée. La raison essentielle c'est l'insuffisance des matériaux pour les exploiter.

On constate l'adoption d'une technique basée sur le repiquage. Jadis, comme nous ait expliqué un responsable du projet AGA KHAN FOUNDATION les agriculteurs pratiquaient le semis direct. Après des formations données, signale-t-il, les agriculteurs innovent progressivement leurs pratiques.

Ce tableau nous permet aussi de constater la faible productivité de l'ordre moyen de 2,5 t/ha.

3.4.2. L'élevage

Outre la riziculture, l'élevage a son importance dans la société tsimihety. En milieu rural, il est inhabituel de rencontrer un paysan qui ne pratique pas de l'élevage. Cette activité lui consiste en complément de revenu ou seulement de bétails de travail.

Entre la riziculture et l'élevage essentiellement l'élevage bovin, il y a interdépendance. La pratique rizicole des tsimihety se base sur le travail des bétails. Depuis le labour à la récolte, la possession d'un bétail de travail constitue la condition de l'efficacité de la riziculture. Car la production agricole des tsimihety dépend de la disponibilité de bétails. C'est en cultivant plus de terre que la production s'améliore. Or il est presque inconcevable de cultiver la terre sans zébus.

Faute de marchés de proximité, la charrette est le moyen de locomotion des paysans qui viennent à Mandritsara pour vendre leurs produits. Le transport coûte 5000 Ariary la charrette pour ceux qui louent.

Il ne faut pas oublier que la classe sociale chez les tsimihety se construit sur la possession des zébus c'est-à-dire le nombre de têtes de zébus. Le *tsimagnàja* est le gardien des troupeaux. Sa rémunération consiste en un veau par an. Il se situe au plus bas de l'échelle sociale. Cette place du bœuf dans la société tsimihety se confirme à travers les pratiques culturelles et cultuelles. Les gens assistent moins à un deuil si la famille n'a pas les moyens de se procurer de bœufs.

Par conséquent, 60 % des exploitations pratiquent l'élevage bovin contre 12 % dans l'élevage porcin.

3.4.3. Industrie

Concernant le secteur industriel, aucune unité de type courant n'est implantée dans la capitale de l'Androna. Cette situation est due surtout à l'absence des investisseurs, car la région est encore mal connue des opérateurs industriels.

- à l'enclavement du district
- l'énergie électrique pour faire tourner des unités industrielles de type moderne n'est pas du tout assurée.

Pourtant ce ne sont pas les mains-d'œuvre ou les matières premières qui manquent.

Ce sont surtout des petites usines telles que les décortiqueries et les dépailleurs qui prédominent. Au total en 2007 on a recensé 18 décortiqueries et dépailleuses confondues.

3.4.4. Artisanat

Il faut remarquer que le secteur artisanal est loin d'être professionnel. Bon nombre d'artisans ne sont pas déclarés auprès des autorités compétentes. D'où la difficulté de connaître leur nombre par filière.

En dépit de l'absence de soutien technique, financier et les problèmes de débouchées, on peut dire que l'artisanat commence à se développer dans l'Androna. Les filières dominantes sont :

- la briquetterie
- la fabrication du « sucre artisanal »
- les huileries d'arachide
- la vannerie
- les broderies

— et la coupe et couture

Cette situation date de 2007. Notre enquête nous a permis de savoir que depuis 2009 le programme PROSPERER donne des appuis à ces artisans pour leur professionnalisation.

Finalement, on peut dire en guise de conclusion que l'étude de l'idéal type « identité » explicite les dynamiques de relations sociales. L'approche constructiviste rend compte de l'identification c'est-à-dire l'image sociale de l'individu qui est ancrée dans l'habitus structurant les interactions sociales. Autrement dit, l'habitus offre à chaque individu une panoplie d'idéologies et de représentations sociales. Au travers de son interaction, l'homme extériorise son image sociale en fonction de sa perception du champ d'interaction, de son enjeu et des autres acteurs.

Cet apport de l'approche structuraliste constructiviste initiée par Bourdieu s'apprécie notamment sur l'étude de stratégies des acteurs construite sur la compréhension de structures sociales. Il est indéniable que l'élaboration de stratégies s'opère de manière inconsciente du fait de l'habitus, mais cette chaîne opératoire ne signifie nullement l'immuabilité des actions sociales. En effet, les acteurs sociaux agissent en fonction de conditions sociales particulières dans le but de s'approprier des intérêts.

La référence à la théorie marxiste de la sociologie est capitale dans la mesure où l'identité sociale ne dépend pas seulement de la définition subjective de position, mais surtout d'une stratification sociale objective basée sur la dotation en capital économique ou moyen de production. Dans cette perspective, l'identité sociale reflète les positions sociales différencielles. En outre, l'essence de classes sociales est liée à la conscience de classe c'est-à-dire un référentiel à partir duquel les individus se définissent comme membre d'une classe sociale. En dépit de la pertinence de l'approche marxiste, la catégorisation sociale objective et subjective n'est pas seulement d'ordre économique. Elle suppose aussi, l'identification d'un certain groupe social, différemment des autres. La notion d'exogroupe réfère à cette logique d'identification. L'interculturalité tire sa subsistance dans l'identification sociale des individus et se résume comme la relation dialectique entre groupe d'appartenance et groupe de référence qui permet d'analyser la perception du développement relativement à chaque groupement social. C'est pourquoi la recherche est menée dans la commune rurale de Mandritsara dont les données permettent d'apprécier la pertinence de question ethnique par rapport aux dynamiques sociales réellement vécues par la population. En résumé, l'étude se propose d'analyser grâce à une observation de la vie quotidienne de la population l'organisation sociale malgache. D'autre part, la catégorisation sociale peut être définie notamment comme la nucléarisation de la famille. L'observation montre que cette nucléarisation génère des conflits intra et interlignagers.

Enfin, l'identité en tant qu'objet politique permet de faire une analyse de stratégies politiques à travers la mise en réseau. Ce réseautage contient les stratégies de partenariat et de coopération adoptées par les acteurs politiques et comprend les actions entreprises dans la sphère nationale et internationale. La compréhension de ce rouage explicite les référentiels des acteurs politiques, les mouvements sociopolitiques malgaches.

En nous basant sur l'histoire de mouvements sociopolitiques malgaches, la question qui se pose est de savoir dans quelle mesure la modernité à travers ce processus de réseautage contribue à la répétitivité de mouvements sociopolitiques malgaches. Sans prétendre pouvoir épuiser la richesse d'une telle question, nous nous proposons d'analyser dans cette partie du travail les idéologies du modernisme et changements sociaux à travers l'étude de la défaillance de liens sociaux, des liens entre la modernité et les mouvements sociopolitiques, et réformes de systèmes administratifs.

**PARTIE 2 : DIALECTIQUE SOCIÉTÉ MALGACHE ET
MODERNISME**

L'étude sociologique d'un phénomène social procède par la contextualisation. Les sociologues ont adopté ce procédé, explicitement ou implicitement. La théorie de milieux sociaux initiée par Mauss enseigne la démarche contextuelle et contextualisant à adopter pour embrasser le phénomène social dans toute sa totalité. Cette contextualisation signifie méthodologiquement la recherche de relations entre les divers phénomènes sociaux, les sous-structures. Par conséquent, nous devons porter notre attention sur la dynamique endogène et exogène. Suite à notre étude antérieure, nous avons déjà montré l'impératif de la modernité. Cet impératif de la modernité constraint toutes sociétés à mettre en place une formation sociale selon le modèle de sociétés occidentalo-américaines.

La mondialisation/globalisation constitue le processus de la modernisation. Elle s'opère par plusieurs canaux à partir desquels s'élaborent les stratégies de « développement unilinéaire » de toutes les sociétés, notamment celles du Sud. Il faut retenir d'entrée en matière la mainmise de l'international sur le fonctionnement de nations. L'ambition de cette recherche consiste à observer cette prééminence du modernisme en nous intéressant à divers domaines de la vie sociale, notamment le politique. Cette observation prend en compte à cet effet, les transformations structurelles et par conséquent les logiques d'actions individuelles. L'intérêt porté aux mouvements sociopolitiques vise à expliquer les modes de légitimation, prise dans le sens, de rationalisation d'actions sociales. Cette rationalisation révèle la structuration de stratégies des acteurs sociaux.

Chapitre 4: HISTORIQUE DE MOUVEMENTS SOCIO POLITIQUES A MADAGASCAR

Un fait doit retenir notre attention de premier abord entre autres les pratiques révolutionnaires qui jalonnent l'histoire sociopolitique de Madagascar. En effet, bien avant la colonisation, les Malgaches ont mené de luttes contre l'installation des étrangers sur le territoire national. Sur ce point, le mouvement de Menalamba (1895-1898), MDRM (1947)... ont les plus marqués la mémoire collective. Tous ces mouvements avant l'indépendance ont été axés sur la lutte contre l'annexion étrangère. Leur direction change à partir de l'indépendance : les mouvements prennent une autre figure à savoir la lutte contre le non-respect de valeurs démocratiques et l'inefficacité de programmes de lutte contre la pauvreté. Cela ne veut pas dire que les objets de mouvements après l'indépendance soient en totale rupture avec les luttes contre la colonisation. Toutefois, les pratiques révolutionnaires critiquent l'alliance de régimes avec les organisations internationales et le système politique mondial.

Un deuxième constat à faire c'est l'interdépendance entre les crises et les mouvements sociopolitiques. Dans le cas particulier de Madagascar, les divers mouvements sociopolitiques sont suivis de crises se traduisant par la pénurie, l'inflation, de crises institutionnelles, etc. Toutes les observations convergent sur la thèse selon laquelle les crises constituent un effet négatif de mouvements sociopolitiques. Il est difficile de réfuter cette thèse vu son caractère sensible. Toutefois, l'introduction d'un élément hypothétique et analytique innovante pousse cette recherche à approfondir de nouveaux paramètres. En effet, considérer que les mouvements sociopolitiques sont les produits de crises et non pas seulement l'inverse, conduit à l'exploration de causes latentes de dysfonctionnement du système étatique. Dans une considération hypothétique, nous pouvons énoncer que les crises du système social, culturel aboutissent à la remise en question des actions de l'État.

4.1. *bref historique de mouvements sociopolitiques à Madagascar de 1972 à 2009*

Loin de notre prétention de proposer une étude historique de mouvements sociopolitique à Madagascar, toutefois dans le cadre de cette recherche, il s'avère nécessaire d'avoir quelques repères historiques pour découvrir les causes et stratégies générales. Cette approche historique favorise l'adoption d'une démarche comparative. En dépit de notre ambition d'étudier les trajectoires d'acteurs politiques en profondeur et de mettre en exergue leur sphère de relations à la fois extérieures et intérieures, il nous est impossible de satisfaire cette ambition dans le cadre de cette recherche étant donné les contraintes temps qui s'imposent à nous et vue notre compétence, enquêter sur les partis politiques ainsi que leur alliance demande certes une plus grande expertise. Toutefois, espérons-nous, ce point fera l'objet de notre recherche ultérieure. La présente recherche s'appuiera sur de connaissances acquises par les autres disciplines, de diverses instances, notamment les médias.

4.1.1. *Le mouvement de 1972*

« À Madagascar, la première crise politique majeure qui aboutira au renversement d'un régime date de 1972, dont le 13 mai marquera l'Histoire du pays de façon symbolique et géographique. La mémoire collective retiendra de la crise de mai 1972 certains faits plus marquants que d'autres, comme la remise des pouvoirs au général Ramanantsoa, l'emprisonnement de jeunes et leur déportation à Nosy Lava, et surtout la répression par les Forces républicaines de sécurité le 13 mai 1972 devant l'Hôtel de Ville. Sans oublier les vedettes de 1972 comme Maitre Olala et les membres du groupe Mahaleo (qui étaient élève du lycée d'Antsirabé à l'époque).

Cependant, les détails des faits et leur enchainement sont de plus en plus flous avec le temps. La présente planche, sûrement imparfaite et pleine d'aspérités, se propose d'en retracer les grandes lignes. Objectif : d'une part, pour que le 13 mai 1972 ne soit pas juste le nom d'une Place qu'il est bon de conquérir quand on veut faire un coup d'État, et d'autre part, pour provoquer le débat sur le forum entre les générations qui ont vécu ces événements et celles ultérieures. Pour souligner le manque de fiabilité des résultats électoraux à Madagascar, on rappelle qu'une élection présidentielle est organisée le 30 janvier 1972, et que Philibert Tsiranana la remportera par 99,7 % des voix. Il sera d'ailleurs investi le 1er mai 1972, avant de perdre le pouvoir quelques semaines après.

4.1.1.1. D'une grève étudiante au départ de Tsiranana

Le 22 janvier 1972, les 500 étudiants de l'École de médecine et de pharmacie de Befelatanana se mettent en grève. Leurs revendications sont les suivantes : amélioration des conditions d'hébergement, amélioration et diversification des repas, augmentation du montant des bourses et alignement du programme sur celui de la Faculté de Médecine de l'Université qui a ouvert ses portes en 1970. Rappelons que l'École de Befelatanana avait été créée par le Général Galliéni en 1904, et son accès se faisait sur concours après la classe de seconde. Les étudiants sortaient « médecins » après quatre ans, alors que les étudiants de la Faculté de Médecine qui avait ouvert ses portes en 1970 au sein de l'Université de Madagascar devaient sortir « docteurs en médecine » après sept années d'études postérieures au baccalauréat. Cette différence de niveau a amené les étudiants de l'École à revendiquer une harmonisation, ce que le Gouvernement malgache a refusé en février 1972 : l'argument présenté par le ministre de la Santé est qu'il fallait maintenir l'école de Befelatanana pour former des médecins destinés aux zones rurales.

L'escalade de la crise sociale est favorisée par une excellente organisation du mouvement de grève. Celui-ci est tout d'abord géré par l'Association des étudiants en médecine et pharmacie (AEMP), puis est très rapidement encadrée par les éléments du futur parti M.F.M. Les diverses tentatives de l'État pour résoudre la grève des étudiants de l'École de médecine contribueront à l'escalade au lieu de faire baisser la tension. Cette escalade est symbolisée par les messages qui deviennent de plus en plus radicaux, en particulier quand les intellectuels gauchistes du futur M.F.M. commencent à s'impliquer :

Janvier : revendication pour une amélioration des conditions d'études des étudiants de Befelatanana (logement, bourse, alignement avec la Faculté de médecine...)

Mars : revendication pour une malgachisation de l'enseignement et rupture des accords de coopération

mai : revendication pour le départ de Tsiranana.

4.1.1.2.13 mai 1972 : le dérapage

Pour essayer de mater la grève des étudiants de l'École de Médecine, le Gouvernement prononcera tout d'abord diverses mesures comme la fermeture des dortoirs (pour forcer les étudiants ne vivant pas à Antananarivo à rentrer chez eux), la fermeture de l'École, puis la dissolution de l'Association des étudiants en médecine et en pharmacie (AEMP) qui était la structure menant la grève.

Le 13 mai 1972, à une heure du matin, plusieurs centaines d'étudiants sont arrêtés alors qu'ils étaient en train de se réunir à l'Université d'Antananarivo. 371 d'entre eux sont déportés au bagne de Nosy Lava avec certains adultes soutenant le mouvement (syndicalistes, responsables d'association de parents, responsables de mouvements de jeunesse...). Après avoir appris cela aux premières heures de la matinée en se rendant à l'Université comme d'habitude pour manifester, la foule se rend devant l'Hôtel de Ville, sur l'Avenue de l'Indépendance. Elle y grossit à vue d'œil, renforcée par les badauds.

À 10 heures, les éléments des Forces républicaines de sécurité (FRS) en charge du service d'ordre devant l'Hôtel de Ville lancent des grenades lacrymogènes pour disperser la foule. Cela étant sans grand résultat, ils lancent des grenades réelles et tirent. Sur instruction du Colonel Ratsimandrava, alors Commandant de la Gendarmerie, les troupes de gendarmes en charge de la sécurité d'un autre périmètre refusent quant à elles d'user de leurs armes et pointent les canons de leurs fusils au sol. Les coups de feu cessent à 15 h 30 sur l'Avenue de l'Indépendance. À 16 h, la foule se déplace vers Tsimbazaza pour demander au Ministère de l'Intérieur la libération des étudiants arrêtés, mais elle sera cueillie par des tirs des FRS du côté de la Radio nationale à Anosy. Pour se venger, la population s'attaquera aux éléments isolés des FRS dans les quartiers. Résultats de cette journée sanglante du 13 mai, qui donnera son nom à la fameuse place en plein centre-ville d'Antananarivo : 34 morts. L'Hôtel de Ville sera également incendié.

Après la répression armée qui eut lieu à Analakely le 13 mai 1972, un discours du Président Tsiranana est diffusé le soir sur les ondes de la Radio nationale. Les termes qu'il a utilisés sont perçus comme une provocation choquante : « *Nous n'utiliserons pas d'armes. Mais si cela est nécessaire, nous tuerosons même 2000 personnes en une seule fois. Que ce soit 2000, 3000 en une seule fois, tsak ! Un de mort ! Tsak ! Un autre mort ! Ensuite, que ce soit 5000, ou 6000, ou 100.000, tsak tsak ! Vous serez tous exterminés, si c'est ce que vous*

voulez ! » Toutefois, il semblerait que ce discours ait été enregistré avant la fusillade, car il y est mentionné la volonté de ne pas utiliser d'armes. Cependant, sa diffusion alors que des morts avaient eu lieu dans la journée est une coïncidence extrêmement malencontreuse, qui consommera la rupture de la population avec Philibert Tsiranana. La foule des manifestants, grossie par une grève générale de protestation le 15 mai, appelle l'armée à prendre le pouvoir. Le 18 mai 1972, Philibert Tsiranana se verra obligé de remettre les pleins pouvoirs au plus ancien dans le grade le plus élevé, le général Gabriel Ramanantsoa.

Malgré cette remise des pouvoirs au Général Ramanantsoa, la présence de Philibert Tsiranana continue à planer dans la mesure où il restait encore Chef de l'État. En outre, elle est très mal acceptée par la population, qui ne lui a pas pardonné la tuerie du 13 mai 1972. Le 08 octobre 1972, un référendum, modifiant la Constitution de 1959 est adopté à 96 % des voix, et écarte définitivement du pouvoir le Président Tsiranana. Gabriel Ramanantsoa devient alors Chef de l'État.

4.1.1.3. *La goutte d'eau et le vase*

Cette grève des étudiants n'était pas le premier coup de semonce contre le régime Tsiranana. La première affaire d'emprisonnement pour raisons politiques aura lieu en 1969. Auteurs d'un pamphlet intitulé « 10 années de République », Édouard Chapuis et Olivier Raparison., sont accusés de diffusion de fausses nouvelles, outrage au Gouvernement, tentative de trouble de l'ordre public, incitation de la population à haïr le Gouvernement : autant de prétextes souvent utilisés par les régimes aux réflexes dictatoriaux pour mater la liberté d'expression.

Il y aura ensuite l'affaire des militants MONIMA dans le Sud en 1971. Le MONIMA (Madagasikara Otronin'ny Malagasy) est un parti d'opposition créé le 29 juillet 1958. Dirigé par Monja Jaona qui est maire de Toliara de 1959 à 1961, il a surtout sa base populaire dans le sud de Madagascar. Suite à une opposition de plus en plus active, ses militants et sympathisants font l'objet de tracasseries de la part du pouvoir, en particulier en matière de recouvrement d'impôts. À l'époque, le principe fiscal était l'obligation pour tout individu de sexe masculin de payer des impôts (*hetra isan-dahy*). Or, dans la région aride qu'est celle du sud de Madagascar, la pauvreté est très marquée et les gens ont du mal à s'acquitter de leurs obligations. Cela entraîne des frictions de plus en plus sévères entre la population et les représentants de l'État. Du 1er au 5 avril 1971, des cortèges de manifestants s'approchent de

plusieurs casernes de gendarmerie. Celle-ci ouvre le feu. Bilan : 50 morts et 72 blessés. Ainsi, 229 militants MONIMA sont arrêtés le 7 avril 1971, tandis que 22 militants de l'AKFM le sont à Antanandava et Beparasay.

L'arrestation en juin 1971 du Vice-Président Resampa, pourtant considéré comme le dauphin et l'homme fort du régime, fait apparaître au grand jour les dissensions internes au sein du parti dominant, le Parti social-démocrate (PSD). Il est emprisonné avec ses plus proches partisans. L'effet pervers de cette arrestation est qu'elle rend visible une brèche dans le système PSD, et fait apparaître le régime comme affaibli aux yeux de ses adversaires. D'autres arrestations suivront, dont des parlementaires, de hauts fonctionnaires et un employé de l'ORSTOM travaillant à Antsirabé, accusé d'avoir fabriqué des tracts.

Il est également primordial de citer le rôle de deux enseignants à l'Université qui y effectuent avec un réel talent une propagande de thèses révolutionnaires proches de l'idéologie marxiste : Manandafy Rakotonirina et Germain Rakotonirainy. Anciens transfuges du MONIMA et actifs en coulisse depuis 1971, ils fondent le MFM le 27 décembre 1972, sur les bases politiques suivantes : (1) Suppression totale des fondements de classes engendrées par l'État bourgeois et les États féodaux. Lutte pour l'élaboration d'un État, d'une économie dirigée par la masse prolétarienne révolutionnaire. (2) Abolition de toutes formes d'esclavage et d'exploitation, des intimidations des forces bourgeois, ainsi que des vestiges des pouvoirs féodaux. (3) Les travailleurs décideront souverainement de la distribution et de l'utilisation du produit de leur travail.³³

En bref, le régime de TSIRANANA faisait l'objet de contestations venant de la part des étudiants et des partis politiques. Le gouvernement avait recours à la répression militaire pour tenter d'affaiblir la force des revendications. Ainsi, l'événement du 13 mai était devenu incontournable. Sur ce, le quotidien « La gazette de la grande île » a dédié un article sur ce regrettable évènement. (cf. la gazette de la grande île du 13 mai 2005).

Le texte écrit à l'occasion de la commémoration de la journée meurtrière du 13 mai 1972. En effet, cette journée demeure dans la mémoire collective. Il faudra attendre la direction d'Andry Rajoelina au poste de Maire de la ville d'Antananarivo pour voir les travaux de réhabilitation de l'hôtel de ville détruite lors de mouvement de 1972. Les raisons de cette initiative restent discutables et retiennent l'attention de nombre d'observateurs de la

³³ www.tribune.com. Article du lundi 25 mai 2009 par A.Ndimby

vie politique nationale. En tout cas, la place acquiert une fonction particulière à partir du mouvement de 1972. Elle est devenue la place de toutes revendications et l'accès est synonyme de la réussite du mouvement.

Après la chute de l'ère Philbert TSIRANANA avec sa démission, Madagascar rentre dans un directoire militaire de 1972 à 1975. Plusieurs personnalités militaires ont été à la tête du pays entre autres le général Gabriel RAMANANTSOA, le colonel Richard RATSIMANDRAVA qui a connu une fin tragique. Suite à quoi Didier RATSIRAKA accède au statut de président de la deuxième république. Cette montée au pouvoir de Didier RATSIRAKA ouvre la voie à un régime socialiste, désireux de rompre les coopérations avec la France et prescrit un nationalisme au travers des directives du *livre rouge*. La malgachisation de l'enseignement scolaire, la nationalisation des sociétés auparavant sous la direction d'étrangers matérialisent cette orientation socialiste. Le régime promeut une politique d'investissements à outrance mobilisant tous les acteurs de l'économie (création d'entreprises publiques et de complexes industriels, extension des surfaces rizicoles, promotion de cultures d'exportation, recherche pétrolière, infrastructures routières et transports).

Finalement, en 1978, la défaillance économique et sociale, les atteintes aux libertés individuelles provoquent des mouvements de contestation. À partir de 1982, les Églises catholiques et protestantes dénoncent les dérives et les échecs de l'idéologie révolutionnaire. À partir de 1987, les conditionnalités de bailleurs pour l'octroi d'aide au développement obligent le régime à la libéralisation de l'économie. Par conséquent, le régime procède à la privatisation de sociétés nationales. Cette situation conduit à un appauvrissement généralisé tandis que certains s'enrichissent. Cette circonstance provoque le mouvement de 1991.

4.1.2. Le mouvement de 1991

L'appauvrissement généralisé a catalysé l'avènement du mouvement de 1991 dirigé par le parti UNDD sous l'égide de Zafy Albert fondateur du parti. L'effondrement du bloc socialiste symbolisé par la chute du mur de Berlin attribue le contrôle du monde au pôle de l'ouest. Par conséquent, l'initiation de politique d'ajustement structurel à partir de 1980 introduit de nouvelles conditionnalités pour l'octroi de fonds d'aide au développement. La conscience politique inspirée par de nouvelles aspirations, notamment concernant le libéralisme économique significatif d'encouragement à des initiatives entrepreneuriales.

Ce mouvement de 1991 a laissé ces traces dans l'histoire politique malgache par l'évènement de 10 août 1991 marqué par une marche populaire vers la place d'Iavoloha. Le régime de Didier RATSIRAKA disperse les militants par des tirs. Plusieurs d'entre eux trouvent la mort et d'autres blessés. Il n'existe pas de données statistiques officielles et conventionnelles concernant les nombres de morts et de blessés.

Les Églises, notamment le puissant Conseil des Églises chrétiennes de Madagascar (F.F.K.M., fondé en 1979), jouent alors un rôle majeur en organisant une médiation entre Ratsiraka et les Forces vives, pour permettre la constitution d'un gouvernement de transition. Les Églises fournissent ainsi l'encadrement et la légitimité morale des manifestations populaires. À la fin du mois d'octobre 1991, Ratsiraka signe avec le nouveau Premier ministre Guy Razanamasy et les représentants de l'opposition un accord qui prévoit la création d'un gouvernement de transition jusqu'aux prochaines élections. Le 19 août 1992, un référendum approuve, avec 76 p. 100 des suffrages, la nouvelle Constitution qui limite les pouvoirs présidentiels et fonde la IIIe République. Le second tour de l'élection présidentielle, en février 1993, confirme l'avance du candidat de l'opposition, Albert Zafy, ancien ministre de la Santé sous le gouvernement Ramanantsoa en 1972, qui remporte 66,74 p. 100 des votes. Madagascar sort peu à peu de son isolement économique en introduisant des réformes structurelles libérales et en cherchant à attirer les investisseurs étrangers. En 1996, un accord prévoyant la restructuration de l'économie est signé avec le F.M.I.

Cinq ans après la mise en place du nouveau régime, la popularité des dirigeants malgaches est entamée par des scandales financiers, par le manque d'autorité et l'impuissance du président Zafy à combattre la corruption. En 1995, une crise institutionnelle provoque un renforcement du régime présidentiel -le président, et non plus l'Assemblée, nomme le premier ministre-, entériné par un référendum. De fait, des perspectives économiques sombres et une instabilité politique flagrante (six gouvernements se sont succédé depuis 1992) déclenchent une nouvelle crise qui aboutit à la destitution, par voie constitutionnelle, du président Zafy et à la réélection, de justesse (50,71 p. 100 des voix) de Ratsiraka en décembre 1996.³⁴

³⁴ Encyclopédies Universalis 2012, version électronique. Texte écrit par Marie Pierre BALLARIN, Chantal BLANC-PAMARD, Charles CADOUX, Hubert DESCHAMPS, Bakoly DOMENICHINI-RAMIARAMANANA, Paul LE BOURDIEC, Hervé RAKOTO

À partir de l'an 2000, la classe politique malgache commence à remettre en question l'implication de bailleurs de fonds internationaux et de la banque mondiale dans la lutte contre la pauvreté à Madagascar. Une remise en question générale tend à gagner du terrain.

4.1.3. Impasse politique depuis 2001

À la fin de l'année 2001 a lieu une nouvelle élection présidentielle où la victoire de Ratsiraka semble assurée. Le président sortant maîtrise les principaux rouages de l'État et dispose d'une Assemblée et d'une administration locale soumises. Or, le 16 décembre 2001, à l'issue du premier tour, Marc Ravalomanana – maire de la capitale, entrepreneur florissant issu d'une noblesse rurale appauvrie de l'est d'Antananarivo – arrive largement en tête grâce, notamment, à l'affirmation de sa foi protestante, le soutien des Églises et son aura de self-made-man. Ratsiraka conteste le résultat et un bras de fer s'engage entre les deux candidats et leurs partisans jusqu'à l'été de 2002, à l'issue duquel la victoire de Ravalomanana est confirmée. Madagascar voit, pendant cette période, apparaître deux centres de commandement : l'un se proclamant « pouvoir légal » (Ratsiraka déplace son régime à Toamasina sur la côte est) et l'autre « pouvoir légitime » (Ravalomanana constitue son propre gouvernement dans la capitale). Ce contexte s'accompagne d'une grève générale, de manifestations quotidiennes dénonçant la fraude électorale, du blocage des principales voies de communication. Les velléités sécessionnistes de certaines provinces, encouragées par le président sortant, ont paralysé le pays. Cette tentative de diviser la nation sur le mode ethnique entre « côtiers » et « merina » (fief du camp « ravalomananiste »), à l'instar de ce qu'ont fait le pouvoir monarchique au xixe siècle, le gouvernement colonial ou encore l'État postcolonial, au risque de l'anéantir économiquement, reste inopérante. Madagascar sort exsangue de la crise du point de vue économique, mais sauvé dans son unité.

Dans un contexte de rejet des précédents régimes par la population, Marc Ravalomanana représente une figure politique nouvelle qui s'appuie sur l'image du messie venu sauver l'île. Reprenant un verset de l'Évangile de Marc, « Ne crains point ; crois seulement », dont il a fait sa devise, il bénéficie du soutien de la F.F.K.M. sous son impulsion, les pasteurs deviennent des « agents de développement ». En août 2004, le président a été réélu vice-président de l'Église réformée de Jésus-Christ, une des composantes de la F.F.K.M.

Cette tonalité religieuse s'accompagne d'un libéralisme économique. Le président, qui a le monopole de la fabrication industrielle des produits laitiers à Madagascar, qui est propriétaire d'une radio, d'une chaîne de télévision et d'un journal, et a également investi dans les travaux publics, a pu se lancer dans la course à la présidence avec son parti Tiako'i Madagasikara (j'aime Madagascar). Certains dirigeants de son groupe laitier sont devenus députés ou agents de l'administration et des membres du gouvernement ont obtenu des fonctions importantes au sein de la F.F.K.M. De même, plusieurs mesures prises par le président de la République auraient particulièrement bénéficié à son groupe. Ainsi, en 2005, Tiko Oil a profité d'une détaxation sur l'huile brute, tandis que l'huile raffinée importée par ses concurrents était taxée à 20 p. 100. Dans le même temps, le prix du litre d'essence a presque doublé, signifiant pour de nombreux Malgaches une augmentation générale du coût de la vie.

Depuis 2002, le gouvernement a amélioré certaines infrastructures, notamment les ports. Ceux de Toliara (anciennement Tuléar), dans le sud-ouest du pays, et de Mahajanga, dans le nord-ouest, ont été réhabilités. La ville de Mahajanga, à la faveur de la visite éclair du président Jacques Chirac en juillet 2005, a vu son front de mer ainsi qu'un certain nombre d'axes urbains rénovés pour le tourisme, tandis que la ville de Toamasina, fief ratsirakiste, se trouve dans un état de délabrement. Les villes semblent se développer, mille cinq cents kilomètres de routes reliant la capitale aux chefs-lieux des six provinces ont été refaits, une certaine forme de richesse devient visible. Ce développement ne cache toutefois pas l'appauvrissement continu des campagnes et la fragilité de l'économie du pays. Entre janvier et avril 2004, la monnaie malgache a perdu 50 p. 100 de sa valeur. Cette dévaluation s'est accompagnée d'une inflation galopante ainsi que d'un changement de monnaie. En 2005, le franc malgache a été remplacé par l'ariary. Le pays connaît également d'importantes coupures d'électricité quotidiennes du fait de la quasi-faillite de la compagnie nationale. Il est classé 146e sur 177 par rapport à l'indice du développement humain (I.D.H.) du Programme des Nations unies pour le développement.

Le 3 décembre 2006, Marc Ravalomanana a été réélu président dès le premier tour en l'absence de leader d'opposition crédible. Les élections se sont déroulées dans le calme, mais pas dans les meilleures conditions. Le Comité national d'observation des élections, collectif de la société civile, a dénoncé des « lacunes » dans l'organisation, notamment dans l'élaboration des listes, la distribution des cartes d'électeurs et des bulletins de vote. La campagne a

également été marquée par une grande disparité de moyens entre les candidats. Le 23 septembre 2007, des élections législatives anticipées, souhaitées par le président Ravalomanana afin d'affaiblir une opposition naissante au sein de l'Assemblée nationale, ont abouti au renforcement de la majorité présidentielle.

Le chef de l'État a des intérêts économiques dans presque tous les secteurs, contribuant ainsi à la confusion des genres. Ses méthodes néolibérales, son marketing politique moderne ainsi que son allégeance à l'Église ont causé maintes déceptions parmi la population, mais également chez les intellectuels et les cadres économiques, qui l'avaient pourtant soutenu face à Ratsiraka en 2002.

Au début de 2009, le maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina, entrepreneur prospère lui aussi, dénonce une dérive autoritaire et organise d'importantes manifestations pour demander la destitution du président Ravalomanana, accusé d'avoir confisqué le pouvoir au profit des entreprises qu'il dirige et d'avoir réduit les libertés de la presse – provoquant notamment la fermeture de la station de radio privée du maire de la capitale.

Après plusieurs semaines d'affrontements violents entre les manifestants et les forces de l'ordre qui ont fait de victimes en février 2009, Andry Rajoelina, surnommé « TGV », comme son parti Tanora malaGasy Vonona (Les Jeunes Malgaches décidés), prend la tête, le 7 février 2009, d'une haute autorité de transition. Estimant le changement de gouvernement non constitutionnel, l'Union africaine (U.A.) suspend Madagascar de ses instances, la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (S.A.D.C.) refuse de reconnaître le nouveau président et l'Union européenne estime qu'il s'agit d'un coup d'État.

Le 21 mars 2009, Andry Rajoelina prête serment dans le stade de Mahamasina à Antananarivo devant plus de quarante mille personnes et s'engage à organiser des élections et à rédiger une nouvelle Constitution d'ici deux ans – un délai que la communauté internationale juge trop long. Un processus de médiation conduit par l'U.A. et la S.A.D.C. se met alors en place. Il aboutit à un accord, signé le 9 août à Maputo (Mozambique), qui prévoit le partage du pouvoir entre le parti d'Andry Rajoelina et les trois mouvements d'opposition dont les leaders ne sont autres que les anciens présidents Didier Ratsiraka, Albert Zafy et Marc Ravalomanana.

Le principe d'un gouvernement de transition chargé d'organiser des élections avant la fin de l'année 2010, suivi d'un partage du pouvoir entre les quatre principales formations politiques est acquis. Andry Rajoelina garde le pouvoir et Eugène Mangalaza, ratsirakiste, devient premier ministre. Toutefois, cet arrangement ne sera pas respecté. En décembre 2009, Andry Rajoelina met fin unilatéralement au processus de transition en limogeant Eugène Mangalaza et en le remplaçant par un militaire, le colonel Albert Camille Vital. Le spectre des divisions au sein de l'armée, des tensions régionales et des manifestations non contrôlées resurgit. En mars 2010, une seconde médiation est organisée à Addis-Abeba (Éthiopie) afin de rassembler le gouvernement et l'opposition. Mais Andry Rajoelina, pour qui le processus de résolution de la crise doit être national, n'y envoie qu'une délégation, ce qui conduit à de nouvelles sanctions de la part de l'U.A. En août 2010, il avalise la tenue d'un référendum devant aboutir à des élections législatives et présidentielles. Cette consultation, conçue comme une étape du processus de sortie de crise, s'est déroulée le 17 novembre 2010. Elle a été boycottée par l'opposition et contestée par la communauté internationale qui souligne le manque de consensus et de transparence. Mais 52,6 p. 100 des Malgaches se sont déplacés pour aller voter et 74,2 p. 100 ont approuvé ce référendum.

Néanmoins, le constat est sévère. Depuis 2009, aucun des acteurs en jeu n'a pu faire évoluer la situation de manière décisive. L'affaiblissement du pouvoir et la volonté des autorités d'empêcher les institutions de fonctionner favorisent un sentiment général d'impunité. Le népotisme s'installe et l'illégitimité du pouvoir ne permet pas de répondre aux besoins élémentaires des Malgaches. En outre, la crise politique a eu d'importants effets négatifs sur l'économie du pays. Le retrait des bailleurs de fonds et la suspension des aides internationales menacent gravement la survie du pays. Tant qu'un vrai processus de transition, avec un gouvernement élu et reconnu, ne sera pas mis en place, l'avenir de la Grande Île restera compromis, laissant la population une fois de plus exsangue.³⁵

La résolution de crises demeure une problématique à laquelle sont confrontées les classes politiques malgaches et la communauté internationale. Les observateurs qualifient cette circonstance de carence de volonté politique et les rôles de la communauté internationale dans le fonctionnement de la vie nationale suscitent beaucoup de réflexion.

³⁵ Op.cit.

4.1.4. considérations synthétiques

En comparant les mouvements sociopolitiques qui se sont déroulés à Madagascar, excepté celui de 2001 qui est postélectoral, ils présentent un caractère commun. L'objet de revendication est d'abord sectoriel, touche un domaine particulier de la vie nationale. Par exemple, les mouvements sociopolitiques peuvent prendre naissance dans le milieu étudiantin et dont les objectifs ne concernent que l'amélioration des conditions de vie des concernés. Mais, l'inaction des dirigeants, la répression, l'emprisonnement étendent l'ampleur de la revendication. Ainsi, ce qui est important à retenir c'est l'erreur stratégique des dirigeants pour faire taire les voix de la revendication. Le recours à la force ne fait qu'amplifier l'indignation des manifestants. Il est à noter aussi dans le cadre de cette recherche que les présidents qui ont eu recours à la tuerie à Madagascar se sont vus déchus de leur fonction. L'hécatombe constitue l'une des conditions suffisantes de rejet absolu de l'auteur.

De plus, il faut aussi constater que les mouvements sociopolitiques sont aussi l'occasion de l'enclenchement de réforme qui constitue l'objet de revendications. Quelles sont les réformes de l'administration lancées à Madagascar et dans quel but ?

Chapitre 5: REFORME DE L'ADMINISTRATION

Toutes les réformes entreprises et les idées émergentes allant dans ce sens obéissent à une logique à savoir le rapprochement de l'État à la population. En d'autres termes, les critiques souvent prononcées concernant le fonctionnement de l'État sont l'écart qui existe entre le pays légal et le pays réel. On s'accorde à croire que la genèse de cet écart se trouve dans le centralisme mis en place par l'organisation coloniale. Mais la question qui se pose est de savoir la pertinence de réformes par rapport à la structuration sociale. Afin de porter un regard critique sur la praticité de réformes, nous devons donc analyser cette structuration sociale.

5.1. Considérations préliminaires

L'étude de formation sociale est capitale dans une recherche sociologique. La différence entre type social et formation sociale réside dans la rupture existant à l'intérieur de chaque type social tandis que la formation sociale s'analyse en termes de continuité. Une formation sociale contient les autres formations sociales qui lui sont antérieures. Le caractère essentiel de la succession de formation sociale c'est qu'elle ne disparaît pas entièrement, mais existe au sein d'autres formations sociales. Pour donner un ancrage réel à notre recherche, qui constitue une exigence scientifique, l'étude de formation sociale *tsimihety* permet de comprendre la complexité de formation sociale malgache.

Si on essaie de donner une définition du mot « formation sociale », la référence à la théorie marxiste est inéluctable. Cette notion constitue un de concepts clés de la théorie marxiste de la sociologie. Pour étudier la formation sociale, l'attention doit être portée sur le mode de production. En effet, une formation sociale est la coexistence de deux ou plusieurs modes de production. Cette expression se définit comme « *l'ensemble des forces productives et des rapports de production* »³⁶. En d'autres termes, sous sa définition, le mode de production regroupe les moyens de production et les forces de travail ainsi que les relations de propriété, de répartition de production sociale.

³⁶ BOUGOUEV (V) et GORODNOV (V) : « *Qu'est-ce que le marxisme-léninisme* » éd. Progrès, Moscou, 1987, p.80

Indubitablement, l'étude détaillée de formations sociales ne constitue pas l'objet premier de notre recherche toutefois, sa compréhension est capitale pour l'évaluation de réformes entreprises sur le plan de développement.

Suivant leur ordre chronologique d'apparition, les formations sociales *tsimihety* sont : la formation sociale primitive, royale. Dans la formation sociale primitive, les moyens de production comme les champs de culture et les bœufs sont les propriétés de la parenté. Le travail s'organise sur la division sexuelle de tâches, basée sur les forces physiques. Il incombe à la femme d'accomplir les tâches qui ne demandent pas la mobilisation de la force physique. Étant donné que l'écosystème est agropastoral, les activités prédominantes sont par conséquent l'agriculture et l'élevage, notamment bovin. Dans l'organisation du travail agricole, les femmes sont chargées des activités de repiquage, de cueillette pendant la période de récolte. Tandis que l'homme se charge de sarcler le terrain, de labourage, du hersage. La plupart de ces travaux s'effectuent en présence de zébus de traines.

Le système salarial ne constitue pas comme le système de rémunération du travail effectué. Le *valin-tanana* traduit littéralement « entraide », corollaire du *fihavanana* dont la signification n'est pas la même pour les sociétés occidentalo-américaines, est le système qui consiste à rendre le service demandé. Autrement dit, le paiement de services se fait par le service et non en termes monétaire ou en nature. Seulement, une de conditions de l'organisation de l'entraide est la volonté de répondre à l'appel des autres parentés et l'encouragement de travailleurs nommés en terminologie locale « *olo nindramiñy* » avec du *toaka* (alcool traditionnel fait à base de canne à sucre). La totalité de nos enquêtés, groupe « *sojabe* » ont soutenu que la prééminence du *fihavanana* fonde les différences entre l'organisation sociale traditionnelle et moderne. « *Taloha zany zafiky tamin'ny mbola tsy niasa loatra tamin'ny fiainan'ôlo vola zany, teña mbola nifañampy ny mpiara-moniñy. Tamin'izany koa efa manaño efa vita edy asan-teña ary ôlo tamin'izany mazoto, andro araiky vita ketsa* ». Cette citation est le discours d'un chef lignager d'Ambarikorano, 72ans, Niveau primaire. Le sens véhiculé par cet extrait c'est que le pouvoir de l'argent est à l'origine de déliaison sociale.

Les produits se consomment collectivement à l'occasion de cérémonies rituelles comme le *rasa hariaña*, le *famadihaña*. Ces cérémonies font partie de culte des ancêtres. Elles

constituent des devoirs de vivants envers les morts et l'accomplissement de ces cérémonies rituelles permet d'obtenir des ancêtres leurs bénédictions. Dans le premier cas, la philosophie de la pratique est de les donner la part de biens qui leur sont dus. Cette pensée tire toute sa cohérence dans la conception malgache de la vie dans l'autre monde. Étant une continuité de la vie présente, celle de l'au-delà suppose les besoins matériels. Par contre, la seconde pratique cultuelle peut s'interpréter de diverses manières. Pour les anthropologues occidentaux, elle peut être analysée par sa différence avec les cultes religieux institutionnels. Le sens auquel est prise la religion désigne la croyance qui relève du monothéisme, la croyance au Dieu chrétien. Tandis que pour l'anthropologie autochtone, pour user le terme péjoratif utilisé pour désigner les autres cultures différentes de celles des sociétés occidentalo-américaines, la pratique du *famadihana* constitue une pratique de rites identitaires. Sa philosophie repose sur le fait que la pratique permet de sanctifier les morts.

Suivant une approche anthropologique, il est primordial d'observer les comportements sociaux et individuels dans le cadre de ces pratiques. Bien que l'analyse de ces pratiques ne constitue pas directement l'objet de notre recherche, un point doit être signalé : les individus manifestent leurs positions sociales à l'occasion de ces cérémonies dans ce qu'elles légitiment elles-mêmes ces places différentes dans la vie sociale. La distribution des tâches, les prises de paroles, etc. matérialisent la légitimité des positions sociales. La gérontocratie caractérise le pouvoir. La société se structure sur la relation dialectique ainé/cadet. Le statut d'ainé est à la source de prérogatives comme la prise de parole.

Cette base de la formation sociale primitive se retrouve dans la structuration actuelle. En dépit de l'importance conquise par l'argent et les compétences dans la vie sociale, la société tsimihety garde une (trop) grande part, pour les jeunes, de logiques traditionnelles. En effet, le respect des ainés tient encore une place prépondérante dans la vie politique locale. Les ainés regroupés en association de *sojabe* dont le sens local renvoie à la sagesse plus qu'au critère « âge » constituent le décisionnaire en ce qui concerne les activités à mettre en œuvre. L'obtention de leur aval est capitale pour la réussite des actions à entreprendre. La raison essentielle d'échec des actions de développement initiées par des associations et projets c'est d'ignorer l'influence que peuvent exercés les groupements de *sojabe* sur les bénéficiaires, si bien que leurs logiques vont parfois à l'encontre des logiques de développement conçues selon le modèle de pensée occidentale.

Un de point important aussi, mais souvent ignoré par l'histoire est la place dans la conscience collective de la formation royale parce que méconnu. Sans nul doute, l'historique de la localité ne révèle cette partie de la réalité, mais l'observation de la pratique qui se tient annuellement à Vohitsara et Mandrangibato matérialise cette présence de royaume *tsimihety*. En effet, vers le mois de novembre, quand les rivières commencent à se tarir faute d'absence de pluie de cérémonies d'offrande sont tenues dans ces deux collines pour faire tomber la pluie. Selon la tradition orale, les collèges d'anciens pendant la période de royauté ont amené une reine venant de Maroantsetra pour marquer la présence d'un royaume et prévoir l'attaque extérieure. Si l'on s'en tient à cette tradition orale, la reine est symbolique, car toutes les décisions relèvent de l'autorité de collèges d'anciens. Pendant le rituel de *joro oraña*, appellation locale, une vache en gestation est sacrifiée à l'endroit de la reine qui de son vivant ne pouvait pas enfanter. Cette cérémonie actualise les positions de chaque acteur social.

5.2. *L'unité nationale en question*

La question de l'unité nationale est une problématique qui suscite des réflexions. La définition même de la nation rend ce questionnement problématique. En effet, la nation se définit comme l'ensemble indivisible d'un territoire, d'une population présentant une unité culturelle et linguistique soumise à une même loi donc se reconnaissant comme d'un même État. Le terme est souvent associé d'ailleurs à l'État et donne l'État-Nation. La subdivision ethnique est maintes fois remise en question et plusieurs chercheurs soutiennent l'inexistence d'ethnie à Madagascar. L'objet de cette section n'est pas de remettre sur table la question, mais en partant de l'identification sociale c'est-à-dire la définition individuelle de son appartenance, nous analyserons la difficulté de parler d'unité nationale. Donc, le terme ethnique sera instrumenté, car il constitue une identification sociale. La situation se complique encore si on prend en compte l'aspect hostilité qui est un élément déterminant dans la définition de l'ethnie. Car, dans le cas de sociétés malgaches, l'hostilité interethnique se manifeste plus comme une étiquette plutôt qu'une exclusion. La question qui se pose est de savoir comment considérer l'unité nationale face au catalogage interethnique, qui traduit une certaine méfiance relationnelle.

Pour mener à terme l'analyse de la perception des exoethnies, nous adoptons la théorie Lintonienne³⁷ de la formation de la personnalité. L'essentiel de sa théorie de la formation de la personnalité peut se résumer comme suit : la personnalité est fonction de la culture. Toutefois, pour expliciter la différence de comportements à l'intérieur d'un groupe social donné, Linton introduit le concept de *culture construite*³⁸ qui est différente de *la culture réelle*. Dans tous les cas, il faut retenir que la culture détermine la personnalité des individus. Par conséquent, la différence de culture et sa perception sont la base de la distinction sociale. En ce qui concerne l'ethnie à Madagascar, cette thèse se trouve confirmer dans la mesure où les gens se perçoivent différents par leur appartenance ethnique en fonction de la différence de personnalité. Nous accordons une place importante de la perception des variations culturelles dans la discussion autour de la question ethnique.

Dans le cas de sociétés *tsimihety* vues au travers du cas de la commune de Mandritsara, on constate un multiethnique. Il y a une répartition ethnique des activités économiques. La majorité de *tsimihety* exerce dans l'agriculture, l'élevage et l'artisanat. L'accès aux ressources naturelles favorise ce rassemblement dans les activités primaires. Le transfert de propriété se fait selon les règles de l'héritage. Il est rare pour les gens de vendre leur propriété, car non seulement le droit à la propriété n'est pas conforme aux dispositifs légaux en vigueur, mais aussi l'attachement au *tanindrazana* est significatif pour les Malgaches. Il est vrai que des *tsimihety* exercent dans d'autres groupes d'activités, mais ici nous privilégions la généralité.

Nous constatons aussi la présence de *Merina* qui pour la plupart est dans le domaine commercial et le fonctionnariat. Mais une grande majorité œuvre dans le « *korontana* », qui veut le désordre pour qualifier les produits friperies. Tant d'autres sont dans le transport, dans l'épicerie, etc. Les *betsileo* se spécialisent dans la construction de bâtiment, de fabrication de planches. Tandis que les *antandroy* sont dans la fabrication de cordes et dans le commerce de riz.

³⁷ LINTON (R) : « *le fondement culturel de la personnalité* » Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi Courriel jmt_sociologue@videotron.ca Site web : <http://pages.infinit.net/sociojmt> Dans le cadre de la collection : « Les classiques des sciences sociales » Site web http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

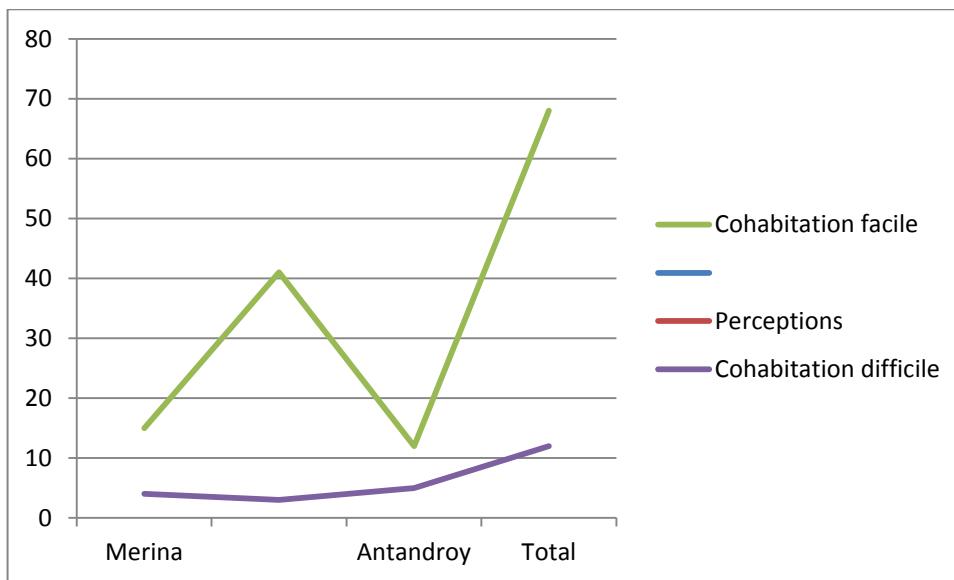
³⁸ LINTON op.cit p. 72

D'autres ethnies sont présentes dans la commune, mais ce sont les majoritaires. Mais, il faut retenir que la cohabitation entre eux sans exclusion prononcée dénote la possibilité d'une unité nationale alors que le catalogage montre le contraire, une hostilité interethnique en sursis. À partir de ce postulat, nous allons analyser les réformes administratives entreprises et leur consistance par rapport à cette nécessité de privilégier l'unité nationale.

Tableau n° 5. STEREOTYPES DE DIFFERENTS ETHNIES

Ethnies Perceptions	Merina	Sakalava	Antandroy	Total
Cohabitation facile	15	41	12	68
Cohabitation difficile	4	3 ^o u r	5	12

Source : enquête personnelle, 2012



Ce tableau présente les perceptions et appréciations spontanées sur leurs relations avec les autres groupes ethniques. La question qui fut posée aux enquêtés est de savoir : *comment trouvez-vous vos relations avec les autres individus de groupe ethnique différentes du vôtre ?*

L'objectif de question est de saisir les représentations sociales des autres groupes ethniques. Le nombre total des enquêtés est de 80 constitué par le groupe des paysans à Mandritsara et les étudiants de la région de la Sofia résidant à dans les cités universitaires d'Antananarivo. La perception d'un groupe ethnique varie selon des conditions sociales entre autres la relation directe avec les membres de groupes ethniques, les voyages effectués par les individus, etc. Nous avons voulu tester les différents types de relations, mais, faute de contraintes « temps » nous n'avons retenu que les groupes ethniques les plus majoritaires dans la localité. En amont, disons que les réponses sont conditionnées par les contacts réels avec les autres groupes ethniques, mais aussi des normes et des valeurs sociales.

En analysant les données sur ce tableau, nous pouvons constater que les opinions s'agglutinent sur la difficulté de cohabitation avec d'autres groupes ethniques. La difficulté de cohabiter avec d'autres membres d'autres groupes se concrétise dans le choix des conjoints, d'amis, etc. Selon ces données 4/80 (3,2 %) c'est-à-dire une infime minorité des enquêtés pensent qu'il est difficile de cohabiter avec les merina contre 15/80 (18,75 %) une minorité qui pensent la cohabitation facile. Ce qui suppose que la population manifeste une certaine méfiance envers les merina. Pour eux, ils se caractérisent par leur subterfuge. D'ailleurs une maxime montre cette considération du merina. « *toerana iarohana moniñy amin-kova, tambarin-dava* » qui avoue une méfiance pour les relations avec les merina. La traduction qu'on peut donner à cet adage est la suivante : « vivre avec les merina, il faut de la vigilance et d'une grande attention ». Ici, nos informateurs veulent surtout spécifier un catalogage qui fait des « mérina », des gens malins « *fetsifetsy* ». Il y a aussi « *azafadin-kova* » pour marquer leur insincérité. Dans la terminologie malgache, le mot *azafady* est une formule de politesse. Il est surtout utilisé pour demander soit le passage, soit l'autorisation, soit pour s'excuser. Cette expression signifie que le « merina » fait usage de ce mot pour s'excuser d'un préjudice qu'il a commis tout en sachant que c'est l'effet que son action produirait. Les raisons à ce catalogage doivent être recherchées dans la tradition orale qui constitue le seul canal de transmission de connaissances historiques.

La relation avec les sakalava paraît pour les *tsimihety* si on s'en tient aux données de l'enquête, leur est plus facile. Une minorité des réponses trouvent la cohabitation difficile. Ils sont appréciés pour leur franchise. D'ailleurs au niveau de la communication, les dialectes *sakalava* et *tsimihety* ne présentent que des différences de prononciation. Tandis que les

antandroy sont surtout craints à cause de cette variation linguistique et leurs comportements « brutaux ». Toutefois, en comparant minutieusement les données recueillies au travers de nos groupes de discussions et de nos interviews individuelles approfondies nous avons pu constater que la représentation du groupe ethnique change en fonction des relations sociales réelles entre des individus appartenant à des groupes ethniques différents.

Dans ce cas, la perception de l'exogroupe résulte d'une part de la socialisation de l'individu et d'autre part de ces expériences sociales. Les idées tendent à diversifier en fonction des rencontres effectuées par l'individu et des positions sociales de l'autre. L'accueil réservé à des agents de l'État, par exemple n'est pas le même pour les autres personnalités : commerçant. La perception de la question d'ethnicité varie selon que les individus ont eu des contacts avec les membres des autres groupes ethniques. Toutefois, l'ethnie demeure une identification sociale.

5.2.2. *Le concept de territorialité et construction de l'identité sociale*

À propos de la discussion autour de la question de l'identité nationale, qui du point objectif se définit par la combinaison de trois facteurs à savoir, le territoire, l'État et une population ayant une unité linguistique et culturelle. Par contre du point de vue du sujet, le sentiment de cette unité culturelle, linguistique, et historique fait que la population soit unie autour des mêmes valeurs sociales. Il est vrai que la considération ethniciste n'atteint pas son stade suprême qui est l'hostilité ethnique, toutefois, l'ethnie constitue, dans la pensée des Malgaches, une identification. En effet, l'histoire de Madagascar est basée sur la tradition orale et dont la transmission des générations à d'autres se fait de bouche à oreille. Alors, l'adoption d'une histoire formelle du peuplement permit à la puissance coloniale de diffuser les divergences culturelles, et de générer des conflits d'intérêts.

Dans le contexte actuel de l'envahissement du modernisme qui s'accompagne de la perte des valeurs sociales malgaches, nous assistons à un pullulement des identités sociales. L'objet de cette partie de notre travail est de les analyser, de mettre en exergue les critères objectifs par lesquels les individus se définissent les uns les autres et d'observer leurs places dans les interactions sociales. Sans prétendre pouvoir faire un inventaire des identités sociales, nous accorderons notre attention sur les valeurs sociales à partir desquelles se construit le concept d'identité sociale.

5.2.2.1. La dimension territoriale et identité sociale

Dans la discussion précédente concernant la perception de l'unité nationale, le concept de territorialité est un aspect important dans la définition de l'identité sociale. L'habitat est un élément affectif dans la construction de la personnalité. De la même façon que la psychologie rend compte de la personnalisation et de la dépersonnalisation au travers « *des interrelations affectives en fonction de l'habitat* »³⁹, le sentiment d'attachement à son habitat fonde avant tout son identité sociale. Dans cet ouvrage, FAURE démontre les relations entre le sujet et son habitat. Il est vrai que le cas traité (les délirants) n'est pas le même que nous étudions dans le cadre de cette recherche toutefois, le modèle d'analyse peut être appliqué à l'étude de personnalité normale. Car le délire ne constitue pas une identité nouvelle acquise par le malade, mais se manifeste plutôt comme une fluctuation de cette identité. Il façonne la personnalité de l'individu, ses perceptions, et constitue un substrat matériel à ses activités. L'existence de l'individu et des groupes sociaux s'enracine dans l'habitat. Dans cette analyse de la fonction de l'habitat dans la formation de l'identité sociale deux processus doivent être observés, à savoir la représentation sociale du territoire qui construit l'imago territorial d'une part et d'autre part l'investissement social sur le territoire qui désigne le processus de fixation de forces sociales sur le territoire.

Le concept d'habitat inclut dans sa définition non seulement le milieu naturel, mais aussi les autres individus qui y sont en interaction toutefois il n'est pas figé et comporte plusieurs niveaux.

Dans la société malgache, il sous-tend le concept de *fihavanana*. En ce sens, le premier niveau est constitué par le milieu familial caractérisé par les relations de consanguinité. La relation de consanguinité comprend les relations de phratries, parents-enfants. L'éducation familiale forge la personnalité en inculquant aux enfants les idéaux collectifs et les idéologies de classes. À l'instar des biens légués aux enfants, la famille transmet aussi d'autres types de capitaux qu'elle détient entre autres le capital social, culturel et symbolique.

³⁹ FAURE (H) : « *les appartenances du délirant* » PUF, Paris 1966 p.159

En plus des liens de consanguinité qui est primordiale dans la définition de la famille, la maison est aussi un élément considérable dans la mesure où les relations sociales se tissent autour du repas familial. Les individus vivant sous le même toit ont plus d'affinité. Car la maison familiale favorise la sécurité affective pour les individus. Enfin, le repas familial qui se tient à la maison familiale dans le cas des Malgaches renforce les liens familiaux et conditionne l'intégration d'un étranger à la vie familiale. Lors de notre travail de terrain, nous avons pu remarquer que le repas constitue un moment où la solidarité se manifeste. Pour les *tsimihety* le refus d'une invitation au repas constitue un motif de rejet de l'hospitalité. Ce phénomène signifie une méfiance par peur de sorcellerie. La totalité des participants aux groupes de discussions a soutenu que l'hospitalité dans le pays *tsimihety* s'accompagne d'une invitation à partager le repas. Ici, il nous semble opportun de citer un propos d'un père de famille à Antsoha. Croyant qu'on n'a pas vécu dans la région la personne a tenu le discours suivant : « *ôlô ato aloha teña mandray vahiny. Ary raha teña hafahafa amin'ôlo ato lay tsy mañeky homaña* » (*Père de famille, 32 ans, Primaire, Mandritsara*). Ce discours peut être traduit de la manière suivante : « les gens d'ici sont vraiment hospitalier et refuser un repas est une offense pour les *tsimihety* ».

Vient en deuxième niveau, le lignage. Forme de relations parentales, le lignage regroupe les familles se considérant comme descendant d'un ancêtre commun. En d'autres termes, la filiation caractérise le lignage. Dans une organisation lignagère, le capital terre est une propriété du lignage et les familles qui le constituent travaillent sur des parcelles des patrimoines lignagers. Il incombe au chef lignager de gérer les patrimoines et de maintenir les règles de l'héritage. Actuellement, le lignage est brisé à cause du pouvoir de l'argent. Deux faits ont été révélés par le travail de terrain entre autres d'une part la vente illégitime et illégale de patrimoine par le chef lignager lui permettant d'acheter de produits de luxe en suivant une logique de distinction. D'autre part, la plupart des propriétés lignagères ne sont pas certifiées. Les familles, signalons, membres du lignage qui ont plus de capital social au sein des instances judiciaires s'approprient des patrimoines lignagers. Par conséquent, le lien social donne lieu à un litige foncier.

Enfin, la parenté par alliance. Elle se matérialise soit par le mariage, soit par le *fato-drà*⁴⁰ dont la fonction est de rendre consanguin des individus appartenant à différents groupes lignagers. À partir de l'accomplissement de cette cérémonie rituelle, ces individus se considèrent descendant d'un ancêtre commun. En d'autres termes, l'alliance construit aussi l'identité sociale d'un groupe et des individus qui le composent. Toutefois, l'importance accordée à l'alliance semble être révolue d'après les entretiens effectués. 85 % des enquêtés ont affirmé que ni le mariage, ni le *fato-drà* n'ont plus les valeurs qu'ils véhiculaient jadis. Dans le contexte actuel, ils sont instrumentés dans une logique mercantiliste.

Finalement, on peut dire que la notion d'identité sociale pour les Malgaches se construit autour de la cohabitation. Le lieu de résidence est donc primordial dans l'identification des groupes sociaux et des individus. En somme, comme le dit OTTINO le *fihavanana* comprend trois modes distincts à savoir « *la parenté identitaire d'ancestralité, la parenté par la propriété ou le patrimoine incluse dans la précédente et localisée par la résidence, la parenté dispersée de parentèle produite par l'affinité et/ou l'alliance* »⁴¹

5.2.2.2. Représentation sociale du territoire

L'habitat constitue le cadre matériel qui rend possible la vie socio-économique. L'existence de l'homme est ancrée dans sa relation avec son habitat. D'abord, l'habitat fonde l'activité économique dans la mesure où l'agriculture et l'élevage constituent les activités dominantes dans le pays *tsimihety*. En d'autres termes, l'attachement au territoire est tout d'abord existentiel, réel.

Toutefois, l'attachement des Malgaches au *tanindrazana* n'est pas seulement d'ordre économique. La notion de *tanindrazana* revêt des symboliques. Elle est le lien entre les vivants et les morts. D'une part, les tombes familiales se construisent sur le *tanindrazana*, mais d'autre part, les rituels symbolisent les morts, propriétaire de l'habitat (terre, maison, etc.). Les arbres, les bosquets, les pierres, les cours d'eau sont toujours associés, à la mémoire d'un ancêtre plus ou moins lointain. Les Malgaches croient que les ancêtres peuvent agir sur le monde de vivants et le non-accomplissement de leurs volontés traduites dans les idéaux

⁴⁰ Le *fato-drà* est une cérémonie rituelle pendant laquelle un clan par le biais de son dirigeant conclut un pacte de sang avec d'autres clans. A partir de cette cérémonie rituelle, les deux clans se considèrent comme des phratries naturelles.

⁴¹ OTTINO (P) : « *les champs d'ancestralité à Madagascar : parenté, alliance et patrimoine* » *Karthala*, 1998 p. 18

collectifs peut causer de maladies incurables et rendre la personne vulnérable. Par conséquent, c'est autour de la terre que se construit l'identité, notamment parce qu'elle est le lieu de la mémorisation des ancêtres. Ce mémoire donne sens à la vie sociale et individuelle.

L'aspect symbolique est donc essentiel dans la notion de territoire. Ce dernier est bien un espace public parce qu'il est le lieu de mémoire collective. La hiérarchie des tombes dans le territoire est le reflet de la hiérarchie familiale et sociale dans le village. En même temps dans l'histoire et le présent de Madagascar, à cause de ces aspects, le véritable territoire producteur d'identité est le territoire rural, c'est lui qui doit produire de l'identité. Le territoire urbain gagne en importance, mais il reste quand même pour la plupart un lieu de passage, avant de retourner vers le tamindrazana rural.

La majorité des étudiants de la région que nous avons enquêté concernant leur perception sur la nécessité de retourner dans leur localité d'origine a répondu affirmativement (15/20). Ce retour peut être passager ou définitif. Dans le premier cas, il s'agit de demande de bénédiction que les étudiants de la région ont l'habitude de faire à la fin de leurs études et avant de travailler. L'obtention de cette bénédiction des parents qui symbolisent en fait le pouvoir des *razana*⁴² est une condition dans la réussite de l'individu. Dans le second cas, les étudiants sortants des universités reviennent dans la maison familiale et travaillent dans l'exploitation familiale. Car les parents pensent qu'il est plus facile pour leurs enfants de trouver du travail dans leurs localités d'origine plutôt que dans les provinces. Or, souvent, ceux qui pensent de la sorte se retrouvent sans emploi et reviennent dans l'exploitation agricole familiale.

5.3. les réformes administratives

5.3.1. le centralisme

Avant de réfléchir sur les pertinences de réformes administratives mises en œuvre à l'échelle nationale, nous commençons l'analyse par le centralisme. Ce système administratif prédomine l'histoire de l'administration malgache. Initiée par l'administration coloniale, le centralisme est la forme de l'administration en vigueur à Madagascar. En effet, après l'indépendance, les régimes n'ont pas pu instaurer les bases solides de réforme effective. Ce

⁴² Ancêtres qui constituent une divinité chez les malgaches. Il est invoqué pendant les cérémonies rituelles.

Le système suppose la concentration du pouvoir décisionnaire à l'administration centrale constituée par la présidence et le gouvernement. Les collectivités territoriales décentralisées sont seulement tenues d'appliquer les décisions prises par l'administration centrale.

La déconcentration est la forme de l'administration permettant au centralisme de fonctionner en disposant les collectivités territoriales décentralisées d'agents de l'État pour exécuter les directives et consignes de l'administration centrale. Dans cette perspective, les collectivités territoriales décentralisées n'ont pas l'autonomie à élaborer de programmes de développement propre, qui répondraient mieux aux besoins et aspirations de la population locale. Les agents de l'État sont soumis aux dispositifs de nomination, d'affectation. D'un point de vue pratique, elle permet d'interchanger de compétences.

La connaissance de ce mécanisme est déterminante pour comprendre les différentes réformes de l'administration effectuées à Madagascar pour en apprécier les incohérences et les points positifs.

5.3.2. L'autonomie provinciale

D'orientation socialiste, le régime de RATSIRAKA de la deuxième république entame une réforme administrative basée sur cinq subdivisions administratives : suivant une présentation pyramidale à base large, le *fokonolona* ou la communauté villageoise est la structure la plus proche de la population de base ; ensuite, il y a le *fokontany* ou village, hameaux ou quartiers suivis de *fraisana* traduite par la commune ; viennent par la suite le *fivondronam-pokontany* ou le district et enfin le *faritany mizaka tena* ou la province autonome. Ces subdivisions administratives n'ont pas les mêmes définitions juridiques. Les autres relèvent de la déconcentration tandis que d'autres sont de collectivités territoriales décentralisées. La question qui se pose est de savoir quelle prérogative est accordée aux collectivités territoriales décentralisées. À quelles logiques politiques répondent ces réformes ? Les réponses à ces questions permettent de porter un regard socio-anthropologique, voire même psychologique aux questions de réformes mises en œuvre.

En effet, le *fokonolona*, le *fokontany* et le *fraisana* relèvent de la décentralisation tandis que les autres structures correspondent à la déconcentration. La différence entre ces deux systèmes réside dans la désignation de responsables. Si la déconcentration procède par la

nomination d'agents de l'État à un poste, la décentralisation suppose que les responsables soient élus. Mais le plus important n'est pas tant de connaître la structure administrative que son mode de fonctionnement. En effet, dans la pratique, les collectivités territoriales décentralisées étaient subordonnées aux instances décentralisées. Cette situation est à l'origine de conflits dans la mesure où les agents de l'État constituent de représentants directs de l'État au niveau local tandis que les parlementaires relevant de pouvoir législatif, représentant le peuple, assurant le contrôle d'agissements de détenteurs de pouvoir. Ce conflit se manifeste surtout au niveau de district où trois structures administratives sont présentes à savoir le *firaisana* représenté par le magistrat de la ville, le *district* représenté à la fois par le chef district qui est un détenteur de pouvoir et le parlementaire qui est le teneur de pouvoir. Ce conflit intra-organisationnel naît de la mauvaise définition de rôles respectifs de chaque organe administratif.

Les prérogatives accordées aux collectivités territoriales décentralisées expliquent l'échec de cette réforme en matière de lutte contre la pauvreté. En effet, la mise en place de ces subdivisions correspond plus à une stratégie politique de mobilisation communautaire plus qu'une politique de lutte contre le développement. Car, le programme de développement est élaboré par l'administration centrale en concertation avec les bailleurs de fonds et imposé aux collectivités territoriales décentralisées. Finalement, les actions ne répondent pas efficacement aux besoins et aspirations réels de la population entraînant ainsi de dépenses ostentatoires.

D'ailleurs si on s'en tient au propos d'un responsable de la commune, le problème de développement est l'insuffisance de fonds alloués. En effet, les fonds ne permettent pas de réaliser des actions innovatrices, mais ils sont plutôt destinés aux entretiens des infrastructures existantes. Et ce responsable de la commune a aussi réitéré que parfois les fonds octroyés ne couvrent même pas le budget d'entretien. C'est le propos qu'il a tenu pour répondre à la question selon vous, que pensez-vous du développement de la commune sous votre direction ? Pourquoi ?

« *izy koa fandrosoan'ny kominina edy koraniny dia miezaka mafy izahay eto fa lay raha tsy azon'ny maro dia na te hañano ny mpitondra izy koa tsisy ny enti-manaña. Ohatra ilay famatsiana entiñy miasa mihitsy no tsy ampy* » (SG, commune rurale Kalandy, 45ans, niveau secondaire). « *Si nous parlons du développement de la commune, des efforts ont été*

fournies mais en dépit de nos ambitions, nous nous heurtons souvent à des problèmes de financement de nos activités à cause de l'insuffisance de fond octroyé » telle à notre sens la traduction qu'on peut proposer à ce propos.

Ce discours veut dire que l'ambition de responsables est arrêtée par l'insuffisance de fonds de développement pour réaliser le Plan communal de Développement. Pour la population le problème de développement est plutôt analysé sans considération de rôles de l'État, mais cette perception varie en fonction de lieu de résidence de l'enquêté. Pour les ruraux, la pauvreté est conçue en fonction de circonstances. Car l'insuffisance de la pluviosité et l'accès aux ressources réduisent les productivités agricoles et artisanales. C'est seulement pour les enquêtés qui vivent en ville que les actions de l'État sont mentionnées en tant que source de pauvreté.

Tableau n° 6. PERCEPTION DE RAISONS DE LA PAUVRETE

Perception de la pauvreté	Raisons de la pauvreté	Prévalence
Quantité d'aliments insuffisante	— faible productivité — insécurité	80/80
Non-accès aux soins	-insuffisance de revenu -inexistence de centre hospitalier de proximité	79/80
Absence de la démocratie	-incompétences de gouvernements successifs	79/80
Analphabétisme	-dépenses ostentatoires pour les parents -non pratique de contraception	40/80
Total		80

Source : enquête personnelle 2012

La lecture de ce tableau est complexe, car les données ne sont pas reparties suivant le nombre total d'enquêtés, mais, elles tiennent plutôt compte de nombre d'enquêtés ayant de réponses similaires. Comme dans le cas de la première ligne, la totalité de participants a répondu que l'insuffisance de la quantité d'aliments constitue une manifestation de la pauvreté. Les raisons avancées pour justifier cette affirmation sont la faible productivité qui est liée à la faible pluviosité, ou liée à l'insécurité. Tandis que, en ce qui concerne le non-accès aux soins, l'insuffisance de revenu et l'inexistence de centre hospitalier de proximité sont les causes avancées par la majorité de nos enquêtés pour expliquer la pauvreté. Quand on n'a pas accès aux soins, on n'a pas la force pour travailler. Et la plupart de participants

s'accordent sur l'idée que les politiques en matière de construction d'infrastructures sanitaires de proximité sont le vice de l'État. Ces perceptions de la pauvreté sont étroitement liées à l'accès à l'information. D'où la déduction suivante : la mise en œuvre de réforme n'arrive pas à élaborer les bases de la lutte contre la pauvreté.

Cette politique a été objet de contestation de la part des opposants qui la critique en termes de désunion de Malgaches. Car, la province autonome voulait mettre en place progressivement selon sa conception, une autonomie provinciale absolue. Le problème soulevé est l'inégale répartition de ressources naturelles et d'infrastructures. Bien que l'ambition de cette réforme soit d'instaurer une logique de concurrence interprovinciale, mais la redistribution inégale de ressources naturelles, est à l'origine de l'inégalité de chances.

5.3.3. La régionalisation et la démocratie

Une deuxième difficulté de réforme à Madagascar est de faire coïncider la subdivision territoriale, administrative et la caractéristique de la population. À la suite des échecs de l'autonomie provinciale, le régime RAVALOMANANA procède à la régionalisation. Le principe d'équilibre régional est respecté à travers les programmes de l'administration centrale. C'est ainsi que des universités régionales ont été créées, mais toujours la question qui se pose est de savoir si la mise en place de cette réforme contribue à l'instauration de la démocratie.

La démocratie par sa définition athénienne signifie le gouvernement par la population. La démocratie directe est imaginaire, une construction d'un idéal ; le gouvernement par le peuple se fait toujours par l'intermédiaire de ses représentants qui suscitent encore une réflexion. Un autre point à analyser est la question de la solidarité nationale. Ce qu'il faut entendre par la solidarité nationale un lien d'engagement et un sentiment d'interdépendance entre des gens vivant dans une aire géographique déterminé. Le nationalisme par sa volonté de promouvoir les propriétés nationales, identitaires constitue le ciment de la solidarité nationale. Alors pour apprécier la contribution de la réforme à la mise en place de la démocratie, l'interview effectuée auprès de la population est révélatrice.

Tableau n° 7. CONNAISSANCES DE LA DEMOCRATIE

Connaissances de la démocratie	Jamais entendu	Déjà entendu et ignore le sens	Liberté d'expression	Élection libre et transparente
Effectif	4	48	12	16
Pourcentage	5	60	15	20

Source : enquête personnelle 2012

Ce tableau montre les niveaux de connaissances de la démocratie. Ce tableau permet l'étude de différentes variables entre autres l'accès à la communication, la mobilité des hommes politiques, l'intérêt porté aux choses politiques. D'après ce tableau, la plupart de nos enquêtés affirment avoir entendu parler de la démocratie, mais ne sait pas le sens exact. Le mot est en vogue dans les médias. Il s'agit surtout de la radio nationale malgache qui demeure la seule accessible en milieu rural le plus enclavé. Il est prononcé par les politiciens qui n'ont pas pris la peine de l'expliquer à la population. L'analphabétisme empêche constamment les gens de s'informer sur la démocratie. De plus, dans les localités où se sont tenus nos focus groups, aucune association n'œuvre pour la promotion de la démocratie.

À côté de 60 % (48/80) de notre échantillon qui ne sait pas le sens exact de la démocratie, 5% (4/80) affirment n'en avoir jamais entendu parler. En sondant leur opinion, les raisons avancées sont relatives à leur niveau d'instruction et le choix de programmes à la radio à savoir les programmes musicaux pour se détendre le soir après le travail de champ. Ces gens veulent affirmer donc leur désintérêt pour la question politique et pour se développer fournit des efforts dans le travail. Enfin, les 35% (28/80) de réponses caractérisant à la liberté d'expression et à l'organisation des élections libres et transparentes, sont celles des individus qui manifestent de l'intérêt pour la question politique et ont un niveau d'instruction assez considérable en milieu rural c'est-à-dire de niveau secondaire incomplet et/ou universitaire.

Finalement, ce tableau affiche une certaine carence de la politique de réforme en ce qui concerne l'éducation citoyenne sur leurs rôles relatifs dans l'instauration de la démocratie.

Toutefois, la régionalisation constitue un appareil politique qui s'opère par la corruptibilité de détenteurs de pouvoir.

En bref, sur le plan politique, la critique s'accorde à voir dans la décentralisation à Madagascar une symbolique, dans la mesure où le développement de la commune demeure tributaire du développement national. En d'autres termes, les limites entre la décentralisation et la déconcentration à Madagascar sont difficiles à tracer. En effet, le plan de développement communal découle des stratégies de développement adopté au niveau du développement national. Cette réalité explique l'échec de la lutte contre la pauvreté en milieu rural.

La question qui se pose est de savoir si toutes les tentatives de réforme en dépit de résultats obtenus ont pour vocation d'instaurer la démocratie, de rapprocher l'administration de la population par la décentralisation du système administratif, comment l'évocation de la démocratie constitue-t-elle une pratique politique plus qu'une pratique politique orientée par la volonté de changement ?

Chapitre 6: PRATIQUES POLITIQUES MALGACHES : INTERFACE ENTRE LE TRADITIONALISME ET LE MODERNISME

La concrétisation de l'internationalisme pris dans le sens maussien⁴³ : « *l'ensemble des idées, sentiments et règles et groupements collectifs qui ont pour but de concevoir et diriger les rapports entre les nations et les sociétés* » s'effectue par le biais de l'État qui est l'organe de gestion des affaires publiques. Autrement dit, l'internationalisme se définit comme l'effervescence de conscience nationale avec tant d'autres pour donner une conscience collective à part entière contraignant toutes les sociétés à changer les modes d'actions et de pensées. C'est par ce processus que les consciences nationales se fondent progressivement à l'internationalisme. Dans le processus d'élaboration de plan de développement, l'État obéit à des conditionnalités telles que l'instauration de la démocratie, de l'État de droit pour ne citer que les plus connus. Ces conditionnalités d'octroi de fonds d'aides au développement de sociétés à l'image des sociétés du Nord impliquent de la part de sociétés du sud sous-développé la mise en œuvre d'actions définies préalablement par l'OMD et les bailleurs de fonds tels la banque mondiale et le FMI. Ces actions entreprises sont les actions financières. Par conséquent, les sociétés changent progressivement en adoptant l'internationalisme.

Sans nul doute que le mode opératoire de la mondialisation/globalisation ne se limite pas exclusivement à l'intervention de l'État, les NTIC jouent aussi leur rôle dans les changements sociaux. Toutefois, dans le cadre de cette étude, ce qui nous intéresse c'est le mécanisme par lequel l'identité sociale donne lieu au fur et à mesure de son histoire au modernisme. C'est pourquoi, dans le cadre de ce chapitre, nous étudierons l'impératif de la modernité et les stratégies politiques.

6.1. pratiques politiques et pratiques politiciennes

Ces deux types de pratiques doivent être élucidés pour expliquer le champ politique et analyser les stratégies des acteurs politiques. Les pratiques politiques comprennent sous sa définition toutes les actions d'administration, les politiques publiques c'est-à-dire les actions qui contribuent à la réalisation des intérêts généraux. Autrement dit, les pratiques politiques

⁴³ Mauss : « *nation et l'internationalisme* » [communication de 1920 à Oxford, publiée dans *Proceeding of the Aristotelian Society*, 20] dans Marcel Mauss, 1969, p.630

sont les matérialisations d'idéologies politiques c'est-à-dire un ensemble de conceptions, d'idées, de stratégies de développement d'un pays.

Par contre, les pratiques politiciennes supposent pour sa part, sont les actions effectuées dans un but politique. Ici, le terme politique est pris dans le sens de pouvoir. Le pouvoir est synonyme d'autorité, la capacité d'obtenir d'autres individus des actions qu'ils n'auraient pas souhaité faire. Le but avoué de pratiques politiciennes consiste à cet effet à briguer le pouvoir, à l'exercer, à le maintenir et enfin à le transmettre à ses descendants.

Dans la pratique politique malgache, les différences entre ces deux typologies sont difficiles à mettre en exergue. En effet, les agissements d'un homme politique quoiqu'ils semblent orienter vers le développement consistent surtout à conquérir et renforcer le pouvoir de son initiateur. On constate que c'est la veille de l'élection ou de l'avènement de mouvements sociopolitiques que des actions d'inauguration sont surtout entreprises par des teneurs de pouvoirs. Les actions de politiciens relèvent de tactiques politiques, se conduisent en spectacle publicitaire. Autrement dit, les stratégies politiques se construisent sur des actions de développement qui assurent leur crédibilité. Dans quelle mesure la réalisation des actions préalablement définies par les bailleurs de fonds, garantit-elle pourtant la popularité des hommes politiques malgaches ?

6.2. l'impératif du modernisme

Les conditionnalités dont nous avons évoqué assurent cet impératitvité de la modernité, car leurs satisfactions garantissent l'octroi de fonds d'aide pour le développement. Le financement des programmes jugés éligibles par les bailleurs de fonds conduit les régimes successifs à l'adoption de projets qui satisfassent leur exigence. Ainsi, les plans de développement doivent contenir de valeurs modernistes telles la promotion d'initiatives individuelles à travers l'encouragement de l'entrepreneuriat, de la considération de la question de genre, la démocratisation du système étatique dans sa globalité.

Cette impératitvité du modernisme comme traduction du développement suit une logique évolutionniste. Outre le capital financier, la mondialisation procède par l'intermédiaire du capital savoir et savoir-faire. Sur le plan du savoir scientifique, les avancées des pays du Nord s'affirment par l'attrait exercé sur les jeunes étudiants de faire des études en Europe, en Amérique d'une part, et d'autre part, les prérogatives de recrutement au poste de

direction aux sortants des universités étrangères. Les experts internationaux interviennent aussi dans plusieurs pays pour expliquer de phénomènes que les chercheurs locaux peuvent étudier avec plus d'attention, pour de résultats plus fiables. Car, contrairement aux chercheurs nationaux qui sont en contact direct avec la réalité, les chercheurs dénommés experts observent la réalité que pour un temps limité. Toutefois, les experts internationaux sont plus crédibles pour les dirigeants que les chercheurs nationaux, car les bailleurs ont confiance aux résultats de leurs recherches.

Par conséquent, les capitaux « savoir », « savoir-faire et financiers sont les mécanismes de domination par lesquels les valeurs modernistes s'imposent aux valeurs sociales identitaires. La problématique soulevée de cette observation est d'expliquer les changements sociaux qui sont les conséquences de cet impérativité du modernisme.

6.2.1. Le libéralisme économique et la promotion de l'entrepreneuriat

Madagascar opte pour le libéralisme économique faisant suite aux échecs de politique économique socialiste et en convenance avec la politique d'ajustement structurel lancée par les bailleurs de fonds à partir des années 80. Déjà démontrée dans le chapitre précédent, la mise en œuvre de la politique socialiste à Madagascar a abouti à l'appauprissement généralisé de la population. Le libéralisme économique contrairement à la nationalisation de sociétés repose sur le principe de désengagement de l'État du système économique. En tant que système économique reconnaissant l'initiative individuelle, le libéralisme économique promeut la vocation entrepreneuriale et favorise la concurrence équitable.

Actuellement, le pays va dans cette direction. Des ONG œuvrent pour la promotion de l'entrepreneuriat aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Dans le cas exemplaire de la commune de Mandritsara, les programmes PROSPERER SOFIA, les AGA KHAN appuient respectivement les microentreprises en transformation artisanale pour les amener à développer leurs entreprises et leur production aussi bien en quantité qu'en qualité. Ces programmes sont financés par des organismes étrangers à l'instar du FIDA. Mais la question qui se pose est de savoir la compétitivité de produits « *vita gasy* » par rapport aux produits importés, notamment chinois ?

Plusieurs points méritent d'être analysés pour rendre compte de la compétitivité de ces micros et petites entreprises de Mandritsara à savoir, les productions de ces entreprises, les interventions de projets, leurs places dans le système de concurrence.

Les micro-entreprises à Mandritsara selon leur localité d'implantation, œuvrent dans la filière fibre végétale, la transformation de fruits, la fabrication de sucre artisanale, huile végétale. Elles utilisent des outils très rudimentaires et de techniques traditionnelles. La mission de ces projets consiste à les donner des appuis techniques, financiers et conseils pour développer leurs entreprises. L'atteinte des objectifs est loin d'être satisfaisante, car les logiques sociales sont différentes de la logique véhiculée par ces projets. Pour cette dernière, la logique sociale est anti-progrès tandis que la première considère celle-ci comme un idéal difficilement atteignable. Les moyens disponibles et accessibles auprès de micro et petit entrepreneur ne leur permettent pas d'exécuter les directives et conseils du projet. Il est indéniable que les programmes ont prévu une solution à ce problème néanmoins, cette solution génère une autre problématique. En effet, pour appuyer financièrement les micro-entreprises les projets ont développé une collaboration avec les institutions de micro-finances locales pour faciliter les prêts. Cette solution, bien que bénéfique, en apparence, n'est effectivement pas opérationnelle pour les intéressés, car l'accès demeure une problématique. La disponibilité de garanties morales relativement aux volumes de prêts envisagés constitue une de conditionnalité de l'octroi de ce fonds. Le problème est là.

Au cours de leur exercice, les institutions de micro-finances acquièrent une image négative. En l'absence d'encadrement technique et financier, les débiteurs ont vu leurs biens, posés en garantie, saisis. Cette expérience marque la mémoire collective si bien que les gens ne veulent pas prendre le risque. Or, l'insuffisance de moyens financiers disponibles ne permet pas de réaliser les conseils dispensés par les agents de projets.

Il s'ensuit de cette problématique d'accès au financement la question de productivité. Les micro-entrepreneurs n'arrivent donc pas à améliorer la qualité de leur production. Cela réduit la compétitivité de leur produit sur le marché local. De plus, le libre-échange instauré par la globalisation du marché ouvre à une importance excessive de produits manufacturés, notamment chinois qui s'achète à bas prix. Par conséquent, en dépit de la consommation de

produits locaux par la population, une part non considérable de produits artisanaux se vend à l'extérieur de la région. C'est surtout la qualité qui bloque les ventes extérieures.

Par conséquent, la mise en place du système libéral n'importe pas plus que la problématique de la compétitivité de produits locaux. Ce système, théoriquement convaincant, ne favorise pas les micro-entreprises locales, mais contribue aux profits de grandes entreprises et de collecteurs de produits. De la manière que les travailleurs dépourvus de capitaux sont exploités par la classe bourgeoise, les micros et petites entreprises sont absorbés par les moyennes entreprises locales qui ont les moyens nécessaires pour conquérir d'autres marchés. Le résultat de ce processus est la régression technique de micro-entreprises. Car, vouloir adopter d'autres techniques leur est couteux alors qu'antérieurement à l'installation de projets, ils vivent de cette technique taxée de traditionnelle. Ils constatent que l'usage d'autres techniques n'améliore pas leurs conditions de vie.

Tableau n° 8. NATURE DE CREDITS OCTROYES AUX MICRO ENTREPRENEURS RURAUX APPUYES

Nature de crédit	Effectif
Coup de pouce	72
Fond de roulement individuel	87
Fond d'investissement	15
Crédit de groupe	135
Total	395

Source : PAMF, 2012

Dans le cadre de partenariat établi entre le programme PROSPERER et les institutions de microfinances pour compléter les appuis offerts aux entrepreneurs, le programme est chargé de dispenser des appuis techniques, et de formations alors que les IMF s'occupent des questions financiers. Pour fructifier, un module de formation sur la culture de crédit est octroyé. Ce tableau montre donc l'accès au financement des entrepreneurs ruraux. L'effectif

des entrepreneurs bénéficiaire de crédit varie en fonction de la nature de crédit. Ainsi, nous essayerons de définir chaque type de crédit. Selon le responsable du PAMF (Première Agence de Micro Finance) sis à Mandritsara, le crédit coup de pouce est un crédit destiné aux nouveaux entrepreneurs. Ils naissent d'une formation professionnelle dispensée aux jeunes apprentis. L'octroi de ce type de crédit ne demande pas de garantie. Mais c'est au programme de définir les bénéficiaires potentiels. En d'autres termes, le programme garantit ses bénéficiaires. Selon ce tableau, 72 néo-entrepreneurs ont bénéficié de crédit coup de pouce. Le problème se situe au niveau du volume de crédit octroyé à chaque néo-entrepreneur. En moyenne, le crédit ne dépasse pas les 100.000 Ar. La limitation de ce volume vise à instituer la culture de crédit. Toutefois, elle réduit les problèmes de remboursement. Car le volume ne suffit pas pour lancer l'entreprise.

Le fonds de roulement reflète pour sa part l'impossibilité de satisfaire les besoins en financement de l'entreprise. Faute d'une bonne gestion, les possibilités de réinvestissement se trouvent réduites. En effet, le compte de la famille et celui du ménage se confondent. Or, l'octroi de fonds de roulement demande la possession de biens, éligible en tant que garantie matérielle. Le volume de crédit octroyé dépasse rarement 250.000 Ar.

Le fonds d'investissement n'est pas limité en volume. Toutefois, la condition est seulement la possession de garantie. C'est la raison pour laquelle peu d'entrepreneurs ont accès à ce type de crédit. D'ailleurs dans la plupart de cas, le fonds n'est pas investi dans l'activité appuyée, mais injectée dans des activités secondaires pour garantir le remboursement. Par exemple, quand un menuisier demande ce type de crédit est un prétexte pour recevoir le fond afin de l'investir dans l'élevage ou autre activité.

Enfin, le crédit de groupe est le plus accessible pour la population rurale. La condition d'octroi de ce type de crédit est le regroupement d'entrepreneurs se garantissant entre eux. Il s'agit à cet effet de garantie morale.

Finalement, l'accès au financement constitue un blocage au développement de l'entrepreneuriat en milieu rural.

6.2.2. La question du genre

Quid de la promotion de genre, elle est devenue une priorité pour les politiques de développement. Cette question est toujours contenue dans le discours de politiciens et devient un critère de crédibilité des pratiques politiques. Les critiques des opposants se fondent aussi sur l'intégration de cette question dans les programmes d'actions. Cette première constatation montre l'ampleur du phénomène. De plus, le mot s'entend aussi dans les conversations quotidiennes. En d'autres termes, le phénomène rencontre dans son implémentation la logique sociale identitaire, un moment de fusion.

La démocratisation en tant que processus général, pénétrant divers processus de la vie sociale suppose un rapport égalitaire intra et intergroupes sociaux, entre les individus. La considération de genre est une partie intégrante de ce projet de démocratisation du système social. Ainsi, la condition primordiale de la réussite de projet pour la promotion de genre est la réceptivité de valeurs démocratiques. Or, l'intégration de ces valeurs au sens pratique concerne les institutions sociales : le politique, l'économie et le culturel.

Un de vices de la révolution malgache réside dans la volonté de la classe politique à mettre en place une structure démocratique au travers de l'instauration d'une décentralisation effective. Toutes les révolutions depuis l'indépendance à nos jours comprenaient dans ses revendications, explicitement ou implicitement exprimées, la pratique de la démocratie par les régimes. La pratique de la démocratie, contrairement aux pratiques démocratiques qui signifient les administrations répondant aux principes de la démocratie, suppose l'action relative aux valeurs fondamentales de la démocratie dans une société où elle n'est pas de rigueur. Cette pratique de la démocratie conduit les responsables de l'administration au respect de la liberté, de l'égalité... La conscience politique malgache demeure impermissive pour appliquer et défendre la démocratie. Car, les opposants se positionnent en victimes des agissements de dirigeants, mais il suffit d'un placement au sein du système pour voir toutes initiatives de démocratisation disparaître. Par conséquent, l'absence de la démocratie ne s'observe que de l'extérieur du système.

Mais ce manque de volonté politique d'instaurer la démocratie si on s'en tient aux instruments d'analyses marxistes est lié à la structuration économique. En effet, la place occupée par une classe sociale dans le processus de production détermine les relations qu'elle entretient avec l'État. C'est dans cette optique que se justifie la critique marxiste du

fonctionnement de l'État. En d'autres termes, l'État est l'organe permettant la réalisation des intérêts de la classe dominante, rationalise cette domination. Mais cette relation peut aussi être appréhendée dans un autre sens. La fonction latente de l'État est de favoriser l'intérêt de la classe dominante si bien que ce rôle est devenu un critère de performance du gouvernement. L'insatisfaction de la classe dominante peut conduire la classe dominante à vouloir la chute du régime. La crise du système ne vient pas des paramètres en dehors du système. Les mouvements sociopolitiques malgaches affirment cette vérité et spécifiquement celui de 2009. La monopolisation du secteur de production par le groupe Magro, les prérogatives de la radiotélévision MBS marginalisent les entrepreneurs. Cette circonstance a conduit à la remise en question du fonctionnement du régime RAVALOMANANA. Finalement, de la distribution inégale de ressources naturelles et les conditions d'accès aboutissent de crises de système.

Enfin, la démocratisation pour être opérationnelle doit s'intégrer dans le culturel c'est-à-dire impliquer la population dans son application, dans son contrôle. La disposition de la population à accepter la démocratie est un questionnement auquel doivent répondre les sociologues. Car, dans les sociétés qu'on a étudiées la population se considère comme n'ayant aucun rapport avec le politique d'une part et d'autre part, le sens pratique exclut toutes préoccupations à la démocratie. Les promotions de genre initiées par les projets de développement se heurtent à l'intégrité culturelle. Ne nous induisons pas en erreur. Nous ne voulons pas dire que la population locale ne s'engage pas dans la voie de la lutte contre l'égalité de sexe toutefois, cette lutte reste jusqu'alors superficielle et sans stratégies organisées. Ici, il nous semble pertinent de citer un passage de SOARIVO Lucienne dans son mini-mémoire effectué dans la commune de Mandritsara. « *L'égalité ne doit pas être considérée comme un phénomène strictement objectif. Car vue sous l'angle objectif la femme tsimihety est victime de l'inégalité alors qu'elle ne perçoit pas cette domination de l'homme* »⁴⁴. Cette recherche a su démontrer que la violence symbolique⁴⁵ constitue une incorporation de la domination dans la structure mentale du dominé et qui entrave une prise de conscience. Autrement dit, la réussite de la mise en place de l'égalité suppose l'intégration de cette valeur aux structures culturelles des individus. La difficulté de la lutte pour la promotion de genre repose sur la prise de conscience de la femme à revendiquer cette égalité. En tout cas, la préoccupation de genre occupe plus la population intellectuelle que la

⁴⁴LUCIENNE (S) : « travail et intégration de la femme. Cas de la commune rurale de Mandritsara ».

⁴⁵Bourdieu : *raisons pratiques*, 1994 p.188

population rurale. C'est pourquoi la question de genre devient une pratique politique plus qu'un dessein de construction sociale.

Finalement les actions de développement accomplies par l'État et les politiciens, constituant objectivement un dessein de changement social, sont de conséquences de l'impératif de la modernité. La question à laquelle doivent se pencher toutes analystes politiques est la congruence des actions politiques avec la structure culturelle malgache. Car, les changements sociaux supposent l'intégration de ces actions au sens pratique. Dans le cas contraire, elles ne constituent pas un projet de développement, mais plutôt d'une stratégie politique pour asseoir son pouvoir.

6.3. Logique de mouvements sociopolitiques malgaches

Les mouvements sociopolitiques sont de formes de pratiques politiques dans leur volonté intrinsèque d'impulser les forces sociales dans le processus de changements sociaux. Cette conception est relative à la conception de révolutionnaire. Par contre, les tenants du pouvoir trouvent dans les mouvements sociopolitiques une déconstruction, de déstabilisation, de moyen illégal pour accéder au pouvoir. La compréhension de cette contradiction est primordiale, car elle permet de rendre compte de pratiques politiques sur différents niveaux. L'identification d'agents aux mouvements sociopolitiques à sa position dans l'espace politique. La neutralité est une qualité la plus illusoire en politique. Car, le monde politique est le lieu d'alliance, de catalogage.

Indéniablement, la *fonction manifeste*⁴⁶ de mouvements sociopolitiques s'avère être le changement social. Dans la pratique de mouvements sociopolitiques malgaches, les changements obtenus ne sont que dans la forme et non le contenu du système. Autrement dit, la subrogation de personnages⁴⁷ politiques n'est pas significative de changements de pratiques politiques. Or, l'histoire de mouvements sociopolitiques à Madagascar nous révèle qu'ils se sont engagés à apporter le changement dans la pratique politique. Cette situation nous conduit à questionner sur la logique de mouvements sociopolitiques qui ne coïncident pas à une idéologie révolutionnaire quelconque, mais plutôt à une logique d'acteurs politiques. L'étude de cette logique fait apparaître la fonction latente de ces mouvements et les stratégies par lesquelles ils sont menés.

⁴⁶ L'expression de *fonction manifeste* réfère à la dimension structurelle et directement observable.

⁴⁷ Le terme personnage renvoie ici aux acteurs de la scène politique conçue comme des actes structurés, illusoire.

6.3.1. L'esprit révolutionnaire

Si on s'en tient à l'histoire de mouvements sociopolitiques à Madagascar, on se rend compte que ces mouvements constituent une mode d'alternance politique qui se justifie par le manque d'une pratique démocratique. En effet, le système politique à Madagascar est synonyme de la personne de son dirigeant. Cette thèse se vérifie tout autant dans l'administration que dans les partis politiques. Dans le premier cas, il s'agit d'une politisation de l'administration : tous les organes de l'État constituent un rameau du parti politique du président de la République. La création du TIM Fanabeazana, Fahasalamana, etc. illustre ce monopole du système par une minorité. Cette politisation de l'administration garantit la stabilité du régime et favorise la reconduction du parti fondé par le président à toutes les élections organisées. La critique souvent prononcée à l'endroit de cette pratique est fondée sur la corruption de l'administration et le non-respect de règlementation concernant l'affectation d'agents de l'État.

Si nous évoquons ici le cas du régime RAVALOMANANA, ce n'est pas dans le but de faire ressortir une spécificité ou une singularité, mais c'est à titre illustratif. Tous les régimes successifs à Madagascar perpétuent cette tactique politique. La conséquence de cette pratique est l'inégalité de conditions face à l'administration. Les mouvements s'érigent pour mettre fin à cette pratique. Or, l'histoire nous révèle que l'accès des « *révolutionnaires* » n'a pas permis de mettre en place une pratique politique innovante. Alors, l'existence de révolutionnaire devient une problématique. Car, ce sont ceux qui ont voulu le changement qui se positionnent dès leur accès au pouvoir, contre le changement. Par conséquent, la dynamique d'acteurs politiques est le passage du révolutionnaire au réactionnaire. Pourquoi cette dynamique ?

D'un autre point de vue, la vie de partis politiques malgache est intimement liée à son fondateur. La logique de succession à la direction de parti n'existe pas. Le départ du fondateur affaiblit ou constitue une source de dissolution du parti et aboutit à l'émergence de plusieurs partis politiques. Par conséquent, l'orientation du parti n'est que momentanée et circonstancielle. Autrement dit, il n'y a pas de parti politique malgache qui se définit en pratique comme essentiellement révolutionnaire. En ce sens, la révolution est conçue comme le moyen pour contrer l'abus du pouvoir du régime qui n'est autre que son parti politique. Car, en l'absence d'une pratique démocratique, il n'y a pas d'élections libres et transparentes

acceptées par tous les acteurs politiques. L'incapacité de régime à organiser des élections dont les résultats ne peuvent faire l'objet de contestations est source de manifestations. Le recours à la force populaire est le moyen légitime pour les opposants d'accéder au pouvoir. Tandis que pour les teneurs du pouvoir, l'usage des forces armées pour réprimer la force populaire constitue une action pour garantir la sécurité. La légitimation de cette réaction procède par la définition de fonction des armées « *miaro ny vahoaka sy ny fananany* » traduite comme « la protection des biens et de personnes ». Toutefois, la mobilisation des forces armées pendant les mouvements sociopolitiques constitue une stratégie de démonstration de forces.

Le système politique comme tout autre espace social ne s'appréhende pas du dehors, mais de l'intérieur. La participation à des activités relatives à un champ procure de connaissances sur ses rouages. Le passage de révolutionnaire au réactionnaire s'explique par l'intégration du révolutionnaire dans le système. Autrement dit, les critiques adressées par les initiateurs à l'endroit de teneurs de pouvoir restent tributaires de la marginalisation dont ils sont victimes. L'ascension politique signifie une jouissance des prérogatives accordées par le système qui n'est autre chose que la personnalisation de l'ensemble du système social. C'est cette même possibilité qui incite les opposants à la révolution et les teneurs de pouvoir à devenir réactionnaire. Finalement, c'est par rapport aux prérogatives accordées par le système que se positionnent les acteurs politiques.

Dans quelle mesure le système étatique malgache change-t-il le prétendu révolutionnaire en réactionnaire ? Sans prétendre pouvoir répondre de manière exhaustive à cette question, nous nous proposons de l'analyser attentivement afin de faire la conception malgache de l'État.

6.3.2. Conception malgache de l'État

L'État dans sa conception moderne n'apparut à Madagascar qu'à partir de la période coloniale. La dénomination malgache est le *fanjakana* qui se traduit par l'autorité. Mais cette conception de l'autorité est singulière dans la mentalité malgache. En effet, l'autorité de l'État détient la même force de l'autorité parentale qui est incontestable pour le malgache. Comme dans toutes autres sociétés anthropologiques, la référence à la religion constitue une source de légitimité du pouvoir. La laïcité, caractéristique de la société moderne, est un principe de séparation de l'État et de l'Église. Toutefois, la pratique politique malgache actuelle infirme ce principe non pas seulement à cause de l'absence de la démocratie, mais aussi d'une

pratique politicienne. Les Malgaches sont qualifiés par nombre d'observateurs de population croyante. Par conséquent, le pouvoir et son exercice se rationalisent par la référence à la croyance. En donnant une image positive du teneur de pouvoir, la religion est source de caution du pouvoir.

La projection de l'idéal de l'autorité parentale à l'État est la transfiguration de la structure ainé/cadet. En effet, le président de la République et les agents de l'État indépendamment de son âge et de la considération de genre se trouvent en haut de la hiérarchie sociale. Il est appelé *ray aman-dreny*⁴⁸ conformément aux prérogatives qui lui sont accordées telle la prise de décision, de paroles en public... Le système étatique se trouve au-dessus de la structure sociale et rentre parfois en contradiction avec elle. La concrétisation de cette contradiction est constatale surtout en milieu rural où les pouvoirs des anciens sont les plus reconnus. Dans la localité de notre terrain, nombre d'agents de l'État ont été affectés suite à des malentendus avec le *sojabe*⁴⁹. L'un de nos informateurs dans la commune de Mandritsara a raconté le départ d'un chef district qui a critiqué la place des *sojabe* dans le développement. Ce dernier a demandé son affectation sous prétexte de son inadaptation à la vie sociale locale. « *Teto avy nisy sefon'ny distriky zay teto tamin'ny 2009. Izy io olo tsy avy eto fo fecté teto kay nisy raha tsy nifanarahaña tamin'ny fokonolona kay nangatahin'ireo sojabe mbo fectény.* » (Responsable d'ONG, 45 ans, Mandritsara). L'informateur raconte ici le cas d'un chef district et pour permettre au lecteur de bien suivre le fil de ce mémoire nous allons traduire littéralement ce discours. Relate-t-il : « il y avait ici (Mandritsara) en 2009 un chef district qui n'est pas originaire de la localité. Il y était affecté. Il était en désaccord (ses actions et principes surtout) avec la communauté ici et les collèges d'anciens ont dû demander son affectation »

Ce propos laisse apercevoir la contradiction entre la structure sociale et le système étatique. Le dépassement de cette contradiction réside dans l'image de la bureaucratie. Les *tsimihety* encouragent surtout leur enfant à poursuivre la filière droit, médecine à l'université, car à leur sens, ces deux filières permettent d'acquérir le statut de *fanjakana* afin que l'intérêt de la famille soit préservé. En un mot, l'incontestabilité de décisions étatiques demeure un fait dans la conscience de la population. D'où la difficulté de mettre en place la démocratie.

⁴⁸ La traduction la plus fidèle de ce mot est le parent dans la mesure où il existe une similarité entre l'Etat et les parents, sur le plan de l'autorité.

⁴⁹ Sojabe est un mot malgache qui signifie le collège des anciens. Les décisions concernant la vie de la communauté est prise au travers d'une réunion des collèges des anciens.

Cet idéal de l'État comme incontestable est fixé dans la mentalité malgache si bien que toutes manœuvres politiques sont considérées allant de soi pour conquérir le pouvoir. Car, faire partie de la bureaucratie c'est jouir de prérogatives non seulement individuelles, mais aussi familiales. Dans cette localité où le *fihavanana*⁵⁰ est une valeur à laquelle les agents se soumettent dans leurs actions, le fait d'avoir un de membre de son lignage au sein du système bureaucratique signifie la jouissance de certains privilèges par rapport à d'autres lignages qui ne sont pas représentés. Ces prérogatives accordées reviennent dans la détermination de comportements de politiciens. Et c'est dans cette perspective que l'identification tient une place importante dans l'engagement politique. Car, c'est le fait de se sentir exclu du système qui incite les gens à se manifester et l'inverse est aussi vrai : l'appartenance à un système fait naître aux individus un esprit réactionnaire pour préserver leur intérêt. Cette appartenance est instrumentée par les meneurs de mouvements sociopolitiques.

6.4. stratégies de mouvements sociopolitiques à Madagascar

Dans nos lignes précédentes, nous avons porté notre attention sur la détermination de dynamique exogène sur les pratiques politiques et les blocages sociopolitiques de l'instauration de la démocratie. Nous avons aussi explicité les dynamiques d'acteurs politiques, un processus qui part de tendance révolutionnaire vers l'adoption de position réactionnaire. Les actions politiques reflètent la position géographique des agents dans le système étatique. Ceux qui se trouvent à l'intérieur du système c'est-à-dire les groupes qui jouissent de prérogatives particulières sont des réactionnaires tandis que ceux qui sont victimes d'agissements du régime s'engagent dans la lutte révolutionnaire. L'accès au pouvoir change donc l'inclination politique. Finalement, l'action politique ne peut être expliquée qu'en s'efforçant d'analyser la place occupée par l'acteur dans le système. En d'autres termes, la propension révolutionnaire est un moyen pour satisfaire des intérêts individuels. Or, pour atteindre ses objectifs, l'initiateur doit mobiliser la force politique et populaire à se rallier à sa cause. La stratégie est le processus par lequel la poursuite d'intérêt individuel devient une affaire nationale. En nous basant sur le déroulement de mouvements sociopolitiques, force nous est de constater leurs similitudes. Cette généralité constitue les stratégies de mouvements sociopolitiques à Madagascar. Loin d'être exhaustive, cette analyse stratégique s'appuiera surtout des observations et des données qualitatives.

⁵⁰ Ce mot est souvent traduit par la parenté sociale. Cette traduction vise la différence de la forme de la parenté malgache avec la famille nucléaire.

Ainsi au cours de nos interviews individuelles approfondies, nous avons posé la question suivante : « en observant les mouvements socio-politiques à Madagascar et en insistant sur ceux auxquels vous avez participé quelles stratégies adoptées trouvez-vous la plus efficace? Pourquoi ? ». Répondre à cette question demande un certain niveau de connaissances et la participation au moins à un mouvement est une condition nécessaire.

Tableau n° 9. STRATEGIES DE MOUVEMENTS SOCIO POLITIQUES SELON L’OBSERVATION DES ENQUETES

Stratégies	Déstabilisation par le centre	L'alliance des partis politiques	Instrumentation de valeurs sociales	Le marchandage médiatique	Patronyme	Incitation à la violence	TOTAL
Effectif	17	4	5	8	6	10	40

Source : enquête personnelle, 2012

En effet, ce tableau nous montre la perception des cibles sur l'efficacité des stratégies adoptées par les meneurs de mouvements sociopolitiques à Madagascar. Ce qui est déplorable c'est que cette efficacité équivaut uniquement au départ d'un personnage politique jugée autoritaire et non un changement effectif dans le gouvernement de la nation.

6.4.2. la déstabilisation par le centre

D'après le tableau ci-dessus, (17/40) de nos enquêtés (42,5%) ont affirmé que la réussite d'un mouvement sociopolitique dépend de la capacité de ses meneurs à déstabiliser la capitale.

Explicité dans le chapitre précédent, le centralisme est le mode d'administration hérité de la colonisation à Madagascar. La structure est essentiellement bureaucratique. Du fait de ce système d'administration, on observe une concentration d'infrastructures administratives dans les grandes villes tandis que la ruralité se définit par une présence massive de la population agro-pastorale. Conséquemment, les fonctionnaires et les intellectuels s'agglutinent en milieu urbain. La différence entre la population rurale et la population urbaine à Madagascar est basée sur la production de moyens de subsistance. La population rurale, travaillant directement la terre et vivant de l'exploitation de ressources naturelles se perçoivent moins dépendants au fonctionnement de l'État que les fonctionnaires qui vivent constamment en rapport avec lui. C'est la raison pour laquelle la déstabilisation politique part de grandes villes, plus exactement les revendications touchent immédiatement les sphères bureaucratiques et indirectement la vie de la

population paysanne. C'est pourquoi les mouvements sociopolitiques naissent de luttes syndicales qui prennent par la suite de l'ampleur par l'alliance de différents syndicats.

Un deuxième point à soulever dans cette étude de la déstabilisation par le centre est que la ville est le fief des intellectuels. Le contraste ville/campagne concerne aussi le niveau d'instruction de la population et l'accès à l'information. Les populations en milieu urbain sont plus sensibles sur les questions de démocratie et vivent directement de privation de prérogatives que ce système est censé mettre à leurs dispositions. À titre illustratif, la frustration du non-respect de liberté d'expression concerne plus la population instruite résidant en milieu urbain que les paysans. Ce contraste est lié à la compréhension de rôles du citoyen. En effet, le besoin d'exprimer ses pensées sur des événements sociopolitiques est ressenti par la population instruite tandis que l'image de l'État autoritaire entretenue en milieu rural est une source de renoncement paysan à l'expression de leurs idées. La frustration sociale liée à la privation de droit d'expression est éliminée par ce renoncement qui traduit la rupture entre le pays légal et le pays réel. En l'absence de transfert d'affect, le monde urbain est à l'origine de frustration sociale, conduisant à se manifester. Les initiateurs de soulèvement populaire instrumentent cette frustration sociale pour mobiliser la population. C'est la raison pour laquelle les mouvements sociopolitiques commencent par des revendications syndicales, estudiantines, etc. Il est indéniable que ces mouvements peuvent être syndicaux ou estudiantins... mais, ils ne tardent pas à être politisés. La politisation de mouvements syndicaux s'opère par leur financement par les hommes politiques pour permettre de continuer les revendications. Rappeler l'apolitisme de ces mouvements est devenu leur légitimation. On entend souvent dans le discours de meneurs de mouvements syndicaux l'expression suivante : « *tsisy ambadika politika* » (*apolitique*) alors que les membres du gouvernement les taxent de politiques. Tout cela pour dire que les mouvements syndicaux revêtent d'aspect politique. L'intensification et la généralisation de ces mouvements sont les résultats de la non-prise en considération de revendications et de l'inaction du gouvernement, excepté le recours à la répression et aux menaces d'affectation.

6.4.3. Le développement d'alliances politiques

Une infime minorité de nos interviewés (1,6 %) trouve dans l'alliance politique une stratégie sine qua non de la réussite de mouvements sociopolitiques.

Faute de pratique démocratique à Madagascar, le style de leadership est essentiellement autoritaire. Le système est monopolisé par les personnalités de l'État. Dans la réalité, le président de la République, les membres du gouvernement et les partis politiques qui y sont affiliés monopolisent les scènes politiques, économiques et sociales. Ils utilisent tous les moyens pour se maintenir au pouvoir ; d'où la difficulté de renverser un régime sur le terrain des élections. Par conséquent, les partis politiques opposant à ce régime, pour mener une lutte révolutionnaire, tissent de relation d'alliance. Cette stratégie permet de cumuler les forces sociales, car leurs alliances rallient leurs partisans respectifs à leur cause. La plupart de mouvements sociopolitiques ont procédé par l'élaboration de cette stratégie. Ayant un objectif commun à savoir de mettre fin au règne d'un régime qui ne respecte pas les valeurs fondamentales de la démocratie, les partis politiques unifient leurs efforts. Dans l'histoire de la révolution à Madagascar, cette alliance politique reste toutefois précaire. Car la désunion coïncide à l'atteinte de l'objectif secondaire : le renversement du régime. La désunion est liée à la répartition de places au sein du gouvernement au détriment de l'instauration de la démocratie. Les différends éclatent entre les alliés à la réussite de leurs mouvements. Car les pratiques révolutionnaires ne visent que le remplacement de personnages étatiques et non d'apporter de changement structurel apte à enclencher le développement national.

Cette alliance politique a marqué les mouvements sociopolitiques malgaches depuis l'indépendance à nos jours. Elle fait perdre la crédibilité du régime. Elle permet de mobiliser la population à renforcer la revendication. L'appui d'organismes privés dans la lutte est aussi à expliciter. La plupart de financement de mouvements sociopolitiques provient d'entreprises privées qui n'arrivent plus à s'épanouir au sein du système à cause de la monopolisation du système par les membres du gouvernement. Ces entreprises peuvent être dirigées par des étrangers ou des Malgaches. Nos informateurs n'ont pas voulu prononcer les noms dont ils prétendent connaître exactement. Toutefois, ils ont affirmé l'implication d'entrepreneurs dans les mouvements sociopolitiques.

6.4.4. L'instrumentation de valeurs sociales

4 de nos interviewés ont révélé que l'instrumentation des valeurs sociales est la stratégie la plus efficace pour mener un mouvement sociopolitique car cela permet de rallier à sa cause la volonté populaire. L'usage de cette stratégie permet surtout de transformer la volonté politique en volonté générale.

L'observation de mouvements sociopolitiques malgaches révèle une généralité à savoir l'instrumentation de valeurs sociales. Cette stratégie consiste à fonder des actions à partir de la compréhension de valeurs sociales, de systèmes de croyances de gens. Les initiateurs de mouvements sociopolitiques axent leurs critiques sur le non-respect de valeurs fondamentales de la malgacheité. En prenant le cas exemplaire de mouvement de 2009, on constate que l'affaire DAEWOO a alimenté la conscience populaire à prendre part dans la manifestation. L'attachement de Malgaches au *tanindrazana*⁵¹ symbolise l'origine même du malgache. Il y a un adage populaire *tsimihety* qui dit : « *tany niliveñan'ny tavony marekitry himbo* » (*l'individu ne s'attache qu'à la terre-mère*) c'est-à-dire un attachement à la fois naturel dans la mesure où le placenta est enterré dans la parcelle familiale pour signifier l'appartenance au groupe. C'est aussi un attachement sociopsychologique dans la mesure où cette situation fonde l'identification des individus. Or, en plus de l'affaire DAEWOO le régime RAVALOMANANA a procédé à l'appropriation de terres dans plusieurs localités. L'affaire DAEWOO a été une occasion pour les paysans d'émettre leur voix de mécontentement et de revendiquer le droit à leurs propriétés. La terre à Madagascar « *n'est pas seulement un moyen de production, un élément neutre, mais au contraire un élément fondamental de la symbolique à travers laquelle se décrivent les rapports sociaux. Tout individu est affilié à une “terre mère”, celle de ses ancêtres, identifiée par leur tombeau et sur laquelle ses droits sont légitimes et imprescriptibles* »⁵²

D'autre part, la remarque à faire dans l'analyse de cette stratégie politique est l'instrumentation de logique ethniciste. Initiée par le général Galliéni pendant l'annexion de Madagascar, la politique de « *diviser pour régner* » est toujours pratiquée pour mobiliser la population. Implicitement cette stratégie consiste à repartir les opinions politiques suivant des origines ethniques. La discordance entre les côtiers et les hauts plateaux est remis sur la

⁵¹ Littéralement, la terre des ancêtres a une importance significative pour l'identification des malgaches. La culture veut que le placenta qui accompagne la naissance d'un enfant soit enterré dans la terre des ancêtres pour permettre l'ancrage de l'enfant dans son origine sociale.

⁵² DUBOURDIEU L. (1986 b). - « Gens de riz dans la basse vallée de la Betsiboka : société sans espace ou espace sans cadres ? » irr. Recherches pour le développement, n° 2, MRSTD, Antananarivo, pp. 174-175

pelouse et les mouvements sociopolitiques sont précédés ou suivis par une tension ethnique. Cette tension s'éclate le plus souvent dans les campus universitaires de Madagascar par l'affrontement d'associations étudiantes. Cette tension ethnique peut prendre d'autres formes. Sur ce, la mémoire collective porte toujours les séquelles de mouvement de 2002 lors duquel la question a atteint son pic. La relation des autres provinces avec celles d'Antananarivo était rompue par la destruction d'infrastructures routières.

Dans le cadre de cette étude, nous avons voulu évaluer la pertinence de cette question ethnique. Les enquêtes ont révélé que l'hostilité ethnique n'existe pas à Madagascar. Le concept d'ethnie renvoie seulement à une variation de pratiques culturelles qui constituent une adaptation à l'écosystème. Toutefois, les tensions ethniques sont en sursis, car les politiques politiciennes tendent à maintenir leurs consistances. Autrement dit, en ce qui concerne la question de l'ethnicité à Madagascar, elle renvoie à un catalogage interethnique c'est-à-dire la construction de relations sociales à plusieurs niveaux. La majorité de nos enquêtés (85 %) affirme que la question d'ethnicité renvoie à une appartenance sociale, à l'origine tandis que 15 % ont surtout évoqué une méfiance interethnique qui est la résultante de stéréotypes sur les autres ethnies.

signification de l'ethnicité

Perception de la question ethnique	Effectif	Pourcentage
Appartenance sociale	68	85 %
Méfiance interethnique	12	15 %
Hostilité ethnique	0	0%
TOTAL	80	100%

Source : enquête personnelle, 2012

La place de la religion dans l'éclatement de mouvements sociopolitiques ne s'exprime pas ouvertement, néanmoins, les églises ont des rôles à jouer dans les sphères politiques. Le rôle de négociateur pendant les crises apparaît à l'observation alors que leur contribution dans l'éveil de la conscience nationale à la revendication est occultée de toutes observations de la vie politique. Les églises tissent de liens intimes avec l'État dans les périodes normales encadrant les religieux à accepter la volonté divine, à se soumettre à l'ordre établi comme émanant d'une divinité dont les raisons ne peuvent être comprises par le commun de mortels. Toutefois, ce contrat implicite est rompu en période de crise, au moment où les églises se

statuent en *ray aman-dreny ara-panahy*⁵³. Contrairement à ce que l'opinion peut laisser croire, l'unité de différentes confessions n'est qu'illusoire. Au sein de la FFKM, les églises se tiraillent pour être représentées indirectement dans l'appareil étatique. Cette réalité est aussi prouvée de cas de sectes à Madagascar. À titre illustratif, l'église apocalypse peut être évoquée dont le fondateur se prophétise comme président de la République en 2013. Nombre d'observateurs analysent cette prophétie en termes de marchandage politique.

6.4.5. le marchandage médiatique

20 % de nos interviewés disent que le marchandage médiatique est aussi une des stratégies les plus efficaces de mouvements sociopolitiques à Madagascar. Par marchandage médiatique, on entend le fait de diffuser au travers des médias les revendications et de manipuler par la suite l'opinion publique.

Le rôle de médias dans la vie politique ne doit pas être occulté dans l'analyse de mouvements sociopolitiques. La fonction sociale de média est la transmission d'informations. Faisant partie de la société civile, les médias sont chargés de mission d'éducation citoyenne. La diffusion de valeurs démocratiques éveille la conscience populaire sur les pratiques de ses dirigeants. Cet éveil de la conscience débouche sur la revendication de ces droits. Dans la pratique de révolution, les médias jouent un rôle prépondérant pour véhiculer les objets de revendications qui justifient en fin de compte leurs agissements. D'autre part, les médias constituent aussi de moyen aux mains des hommes politiques pour s'honorer les actions effectuées et maintenir sa crédibilité. C'est pourquoi les médias nationaux et quelques médias privés ne diffusent pas les mêmes informations et n'ont pas les mêmes analyses des évènements. Ils constituent à cet effet un moyen pour manipuler l'opinion publique. Or, dans le cas de Madagascar, seules la RNM et la TVM sont autorisées à couvrir le territoire national. Le contrôle du régime sur ces médias est strict sous prétexte de préserver la sûreté de l'État. Alors on assiste à une désinformation massive, car dans plusieurs localités, la RNM et la TVM sont les seuls médias accessibles. Mais, le monopole de médias officiels ne constitue pas à lui seul la source de désinformation. Car dans la capitale où plusieurs sources d'informations sont disponibles la désinformation peut provenir de la manipulation d'opinions publiques dont les médias sont investis. Ou bien elle peut aussi résulter du choix médiatique de chacun basé sur la perception de qualités d'informations diffusées par chacun de médias.

⁵³ Autorité religieuse dont la fonction est de faire transmettre les paroles bibliques et de les faire respecter.

6.4.6. le patronyme dans la pratique politique malgache

Un des paramètres à tenir en compte dans l'analyse de succession au pouvoir -(6/40) de nos interviewés- , dans le cas de Madagascar est le patronyme qui suppose l'omniprésence de noms de famille ou de leurs descendants dans les différents régimes successifs. Nous ne voulons nullement insinuer en parcourant l'histoire politique du pays qu'aucune nouvelle personnalité inconnue par leur appartenance familiale n'ait émergé du préjudice généralisé, néanmoins, le favoritisme constitue la règle implicitement appliquée de successions de places. Forme particulière de la corruption, le favoritisme désigne les pratiques visant à accorder de prérogatives à certains groupes au détriment de qualités personnelles, de performances et d'efficacité. Ces pratiques expliquent les non-respects de procédures de recrutement et les défaillances de performances du système étatique. Par conséquent, les mouvements sociopolitiques constituent une espérance aux changements de pratiques.

Le patronyme est l'explication des déviations de mouvements sociopolitiques par rapport aux objectifs dont ils se sont investis, alors de leurs échecs. La mission dont s'investissent les mouvements sociopolitiques est d'enclencher le changement. Or, dans la conception malgache de la révolution, l'attention, avons-nous dit, n'est pas portée sur le système, mais plutôt sur de personnages politiques. Ce concept renvoie à l'existence de « manipulation » à la fois interne et externe dont sont victimes les dirigeants. Il s'agit dans l'esprit des initiateurs de mouvements sociopolitiques de changer de dirigeants en s'autoproclamant dignes de ce statut. En effet, ce résultat n'est jamais atteint dans la mesure où seulement le président de république change tandis que les personnalités constituant les membres de gouvernement sont quasiment de mêmes lignées. Depuis l'indépendance à nos jours, des noms figurent dans les sphères de l'État. Finalement, la logique d'accès au pouvoir demeure l'héritage. Car le patronyme légitime les compétences et les performances des individus. Elle garantit aussi l'identification des personnes.

6.4.7. L'incitation à la violence

Ce qui a entraîné la chute de nombreux présidents de la République excepté ZAFY Albert, victime d'empêchement, est le « *dérapage* »⁵⁴, c'est-à-dire une mauvaise résolution pour contenir les mouvements sociopolitiques. La violence est le résultat d'interactions entre les actions de manifestants et de réactions de régime. L'incitation à la violence est une stratégie adoptée par les deux protagonistes.(10/40) c'est-à-dire 25 % de nos interviewés l'affirment. Pour ceux qui sont au pouvoir, il s'agit de perturber l'organisation de manifestation en faisant faire aux manifestants des actes illégaux pour témoigner que les initiateurs de mouvements n'ont pas le contrôle sur les agissements de manifestants. Une fois atteint cet objectif, il est aisément de justifier l'arrestation de meneurs de grèves en les qualifiant de fauteurs de troubles. Car chaque mouvement sociopolitique est intimement lié à leurs meneurs et qu'une fois arrêtés, ils ne pourront plus remplir leurs fonctions. Alors, les manifestations prennent fin.

De la part de meneurs de grèves, la même stratégie est utilisée pour inciter l'État à agir illégalement dans ses interventions. Or, avons-nous analysé dans nos chapitres antérieurs que l'État détient le droit d'exercer la violence. Le but de cette stratégie est d'amener l'État à des actions illégitimes et illégales selon les principes de droit de l'homme et sous le regard de la communauté internationale. C'est pourquoi les mouvements politiques qui aboutissent à la chute du régime sont ceux qui ont procédé à de marches vers les palais. Pour la protection de ces places privilégiées, le régime recourt aux forces armées, telle est la version donnée par ceux qui sont au pouvoir. Les manifestations se terminent dans le bain de sang ; c'est dans cette condition qu'elles aboutissent au résultat escompté.

⁵⁴ www.tribune.com. Article du lundi 25 mai 2009 par A.Ndimby

En bref, on peut dire pour tout résumer qu'à travers les mouvements sociopolitiques, les acteurs politiques ont voulu ériger les bases de changements sociaux. Les critiques de régimes se sont surtout portées sur les agissements de dirigeants qui ne répondent pas aux principes de la démocratie et elles n'omettent pas de remettre en question les relations de Madagascar avec les organisations internationales. Ainsi, les rôles de l'État et l'implication de ces organisations internationales dans le développement national sont les objets de luttes révolutionnaires.

Ces luttes annoncent souvent de réformes de l'administration allant dans le sens du rapprochement de l'État de la population : la vocation de la démocratisation. Depuis l'indépendance à nos jours, tous les mouvements sociopolitiques ont abouti à des réformes telles que l'instauration de l'autonomie provinciale, la régionalisation. D'autres politiques de réformes sont restées que d'idéologies entre autres le fédéralisme. Le blocage dans l'effectivité de ces réformes est la difficulté de coïncider dans leurs conceptions les circonscriptions administratives et la répartition spatiale de groupements ethniques. Toutes les tentatives de réformes se heurtent à l'identification ethnique, séquelle de la colonisation à Madagascar. Elles sont évaluées en fonction d'une part, à disposer chaque subdivision territoriale d'égales potentialités socioéconomiques et d'autre part, de leur capacité à intégrer dans la structure sociale l'unité nationale. Les critiques portées sur les tentatives de réforme à Madagascar s'articulent sur ces deux points. Elles peuvent aussi concerner l'effectivité de la décentralisation qui implique l'autonomie de collectivités territoriales décentralisées dans l'adoption de plans de développement, la prise de gestion relative aux problèmes réels de la population. Car les réformes n'ont pas su délimiter dans ses organisations la décentralisation et la déconcentration en accordant la prééminence à la déconcentration.

Cette prééminence de la déconcentration peut être appréhendée à partir de procédés d'adoption de programmes de développement. En effet, les plans de développement à Madagascar ont été adoptés en concertation avec les bailleurs de fonds ou « *imposés* » par eux. Car, en définissant des projets éligibles au travers de la mise en place de programmes de développement de sociétés à l'instar de l'OMD, les bailleurs de fonds contraignent les régimes de pays du Sud à y conformer leurs programmes. Ainsi, il y a incohérence entre les programmes et les réalités sociales, créant par la suite un écart entre le pays légal et le pays réel. L'appauvrissement de la population est le résultat de cet écart à la suite de crises sociopolitiques.

Toutes les stratégies de mouvements sociopolitiques se fondent sur l'appréhension de ces optiques. Les pratiques politiques s'orientent en tenant compte de ses optiques : l'instauration de la démocratie, la considération de la question de genre, etc. contribuent à la légitimation de leurs actions. C'est pourquoi ces paramètres constituent les fonds de toutes critiques adressées aux actions publiques. Et la répétitivité de crises sociopolitiques ne peut être expliquée qu'en tenant compte de ces paramètres.

En comparant les mouvements sociopolitiques qui se sont déroulés à Madagascar, excepté celui de 2001 qui est postélectoral, ils présentent un caractère commun. L'objet de revendication est d'abord sectoriel, touche un domaine particulier de la vie nationale. Par exemple, les mouvements sociopolitiques peuvent prendre naissance dans le milieu étudiant et dont les objectifs ne concernent que l'amélioration des conditions de vie des concernés. Mais, l'inaction des dirigeants, la répression, l'emprisonnement étendent l'ampleur de la revendication. Ainsi, ce qui est important à retenir c'est l'erreur stratégique des dirigeants pour faire taire les voix de la revendication. Le recours à la force ne fait qu'amplifier l'indignation des manifestants. Il est à noter aussi dans le cadre de cette recherche que les présidents qui ont eu recours à la tuerie à Madagascar se sont vus déchus de leur fonction. L'hécatombe constitue l'une des conditions suffisantes de rejet absolu de l'auteur.

Toutefois, la logique de mouvements sociopolitiques ne consiste pas uniquement en l'ambition d'instaurer la démocratie, ils sont aussi orientés pour mettre fin aux règnes des régimes qui ne pratiquent pas la démocratie. Ce dernier point définit la logique de mouvements sociopolitiques malgaches parce qu'ils ne sont pas voués à changer le système, si on fait abstraction des démagogies politiciennes, mais, plutôt de personnages politiques. Et qu'il suffit de se sentir à l'extérieur du système pour percevoir ses dysfonctionnements. C'est la raison pour laquelle les révolutionnaires semblent oublier les objets de luttes une fois qu'ils accèdent au pouvoir.

En ce qui concerne les stratégies de luttes, nous avons analysé quelques tactiques les plus fréquemment maniées par les protagonistes à l'occasion de mouvements sociopolitiques entre autres la déstabilisation par le centre qui tient compte de cet écart entre le pays légal et le pays réel. L'instrumentation de valeurs sociales, le développement d'alliances politiques à

la fois nationales qu'internationales, l'incitation à la violence est autant de stratégie adoptée par les protagonistes dans leurs luttes.

Finalement, on peut dire que dans le champ politique malgache, les pratiques politiciennes prévalent sur les pratiques politiques c'est-à-dire les actions stratégiques pour le développement du pays. La question qui se pose est de savoir comment revaloriser les potentialités nationales, régionales, locales pour un développement rapide et durable.

**PARTIE 3 :REVALORISATION DES POTENTIALITÉS
SOCIO-ÉCONOMIQUES ET DÉVELOPPEMENT LOCAL**

Du point de vue de ressources naturelles, Madagascar est une île riche alors que la population est vulnérable et pauvre. Plusieurs déterminants de pauvreté se répercutent dans la forme de la pauvreté malgache. Leurs études peuvent faire l'objet d'une étude particulière si bien qu'on ne puisse pas s'en occuper dans le cadre de cette recherche. Toutefois, en relation directe avec notre objet d'étude nous nous pencherons sur l'analyse de crises sociopolitiques et de la pauvreté.

La décentralisation constitue aussi une stratégie de développement dans sa volonté d'accorder aux collectivités territoriales décentralisées une autonomie leur permettant d'élaborer avec la participation de la population locale les programmes qui répondent aux problèmes réels et matérialisant les potentialités locales. C'est dans cette perspective seulement que les projets de développement local peuvent se réaliser. Toutefois, des questions doivent être abordées préalablement comme les formes de pauvreté et ses relations avec les crises sociopolitiques, l'inventaire de potentialités locales, les planifications en fonction de la disponibilité de ces ressources et enfin, leurs accessibilités. Car ce qui est disponible n'est pas nécessairement accessible. Garantir l'accessibilité de ressources naturelles locales suppose que les conditions entre les différents groupes soient égalitaires. Autrement dit, il est primordial que la démocratie et la décentralisation soient effectives. Pour cela, des conditions doivent être remplies pour permettre aux collectivités territoriales décentralisées d'élaborer des plans de développement pertinent.

Avant d'entamer les solutions à prendre pour garantir la synergie de forces sociales. Des actions pertinentes doivent être réalisées afin d'extirper les dominations de classes, de la classe politique sur la population, et le développement inégal entre les localités.

Chapitre 7: CRISES SOCIO POLITIQUES ET PAUVRETE A MADAGASCAR

Les répercussions de la répétitivité de crises sociopolitiques sont nombreuses. La pauvreté sous toutes ses formes figure parmi elles. Il est indéniable que les crises sociopolitiques ne constituent pas à elles seules des causes suffisantes de la pauvreté à Madagascar. Car différents facteurs y concourent, entre autres la mise en place de stratégies congruentes pour mobiliser les potentialités socioéconomiques du pays, la différence entre logique de développement et de la logique sociale. Tous ces facteurs se déterminent entre eux. Et pour ainsi dire, les crises sociopolitiques favorisent les autres facteurs. Dans cette optique, nous voulons signifier que les échecs de mouvements menés entravent le développement du pays, car au lieu de favoriser la participation de la population aux choses publiques comme stipule la philosophie de la république, le non-respect de termes des objets de la revendication contribuent à une stagnation sociale.

Il s'agit donc de porter notre regard socio-anthropologique aux relations entre la lutte contre la pauvreté et la répétitivité de crises sociopolitiques à Madagascar. Les défaillances organisationnelles engendrées par les crises sociopolitiques plongent le pays dans un cycle de pauvreté de plus en plus sévissant. Cette pauvreté se manifeste par plusieurs formes entre autres la pauvreté morale et culturelle, la pauvreté économique, la pauvreté politique.

7.1. la paupérisation et les mouvements sociopolitiques

La pauvreté revêt plusieurs formes ; elle est différente selon les localités et les logiques sociales. La vision universelle de la pauvreté initiée par les organisations internationales ne reflète pas toujours les situations réelles de la pauvreté. Car, de manière générale, la pauvreté se définit comme la privation de ressources menant aux non-satisfactions de besoins. La priorisation de besoins n'est pas le même en fonction de sociétés. La théorie de hiérarchie de besoins de Maslow constitue un repère pour appréhender leur priorisation.

Ici, nous voulons dire que les critères universels d'identification de la pauvreté ne correspondent pas toujours à la définition sociale de la pauvreté. Dans le rapport *vaincre la pauvreté humaine* (2000) du PNUD, un encadré définit spécifiquement l'« extrême

pauvreté », la « pauvreté générale » et la « pauvreté humaine ». Ainsi, « une personne vit dans la pauvreté extrême si elle ne dispose pas des revenus nécessaires pour satisfaire ses besoins alimentaires essentiels – habituellement définis sur la base de besoins caloriques minimaux [...]. Une personne vit dans la pauvreté générale si elle ne dispose pas des revenus suffisants pour satisfaire ses besoins essentiels non alimentaires – tels l'habillement, l'énergie et le logement – et alimentaires ». La « pauvreté humaine », quant à elle, est présentée comme l'« absence des capacités humaines de base : analphabétisme, malnutrition, longévité réduite, mauvaise santé maternelle, maladie pouvant être évitée » [PNUD 2000a : 19].⁵⁵

7.1.1. Considérations synthétiques

Lorsqu'on s'intéresse à la forme de la pauvreté dans la commune rurale de Mandritsara, la définition de l'*extrême pauvreté* du PNUD semble ne pas tenir lieu, car, la valeur qualité ne constitue pas une priorité pour les paysans. Leur souci principal est la quantité. Les connaissances acquises en matière nutritionnelle nous induisent à voir dans cette pratique une manifestation de la pauvreté alors que pour les paysans, elle correspond à une priorisation de besoins. De plus, si on se réfère à notre enquête pour les paysans l'*extrême pauvreté* renvoie plutôt à une périodicité c'est-à-dire à la période de soudure qui précède la récolte, mais qui correspond à l'épuisement de stocks de la dernière récolte. Ainsi, les familles changent leurs habitudes alimentaires. L'introduction d'aliments de substituts constitue une solution adoptée par les familles. Finalement, pour les familles dans cette localité, la pauvreté « *fahasahiranana* » dans la terminologie locale, signifie l'incapacité pour les familles de se nourrir en riz (68 % des enquêtés) plutôt qu'un souci pour la qualité d'alimentation jugée sur la base de leurs apports calorifiques. Il est aussi synonyme d'insuffisance monétaire pour envoyer leurs enfants d'envoyer à l'école (32 %). C'est pourquoi les familles considèrent qu'elles traversent de difficultés financières à l'occasion de la rentrée scolaire due essentiellement à l'achat de fournitures, le paiement de droits d'inscription pour ses enfants. Selon cette définition du PNUD, le type de pauvreté existant dans cette localité est plutôt la pauvreté générale qui reflète l'insuffisance de ressources pour satisfaire les besoins non alimentaires. Or, en nous basant sur la logique sociale, cette autre forme de la pauvreté ne se présente pas, car, si on tient compte de têtes d'animaux détenus par les familles et en

⁵⁵ EMMANUELLE BENICOURT : « La pauvreté selon le PNUD et la Banque mondiale » éd. EHESS étude rurale. <http://etudesrurales.revues.org/document68.html>

supposant qu'elles les convertissent en monnaies, elles seraient en mesure de satisfaire les autres besoins outre l'alimentation, excepté que cela ne constitue pas leurs priorités. La forme de pauvreté qui existe est humaine dans la mesure où l'analphabétisme prédomine, l'accès à la santé est précaire.

Finalement, la pauvreté en milieu rural ne peut nullement être évaluée objectivement selon la satisfaction de besoins dans l'ordre de la hiérarchie maslowienne de besoins. Il s'agit surtout de redéfinir la pauvreté en fonction de la réalité sociale concrète. Les échecs de la lutte contre la pauvreté s'expliquent effectivement par cet écart entre logiques de développement définies par les bailleurs de fonds et la logique paysanne qui est connotée de logique de survie. « *La logique de survie est l'ensemble de valeurs et d'idées qui n'envisage d'autre nécessité dans la vie outre que l'acquisition du minimum vital... Par contre, la logique de développement se définit par la volonté et la capacité des ménages à accumuler des capitaux et à subvenir à d'autres besoins que l'alimentation* »⁵⁶ les différences établies par DAKADISY entre la logique de développement et logique paysanne nous incitent donc à réfléchir sur les contrastes entre les approches de la pauvreté et du développement. La question à laquelle on doit répondre est de savoir quelle logique peut favoriser le développement de paysan malgache ?

7.1.2. *Les indicateurs de développement*

Les indicateurs du développement permettent de mesurer le développement. Ce dernier étant un phénomène complexe et multidimensionnel, sa mesure quantitative à travers des indicateurs est difficile. Plusieurs générations d'indicateurs, de plus en plus riches, se sont donc succédé :

Le niveau de vie mesuré par le produit par habitant (PIB/tête) est le plus connu. La Banque mondiale dresse une typologie des pays à partir de cet indicateur (pays à faible

⁵⁶ DAKADISY(L) : « *valorisation écosystémique et le développement local. Cas de la culture du café dans la commune rurale de Marokarima* ». *Mémoire de licence en sociologie*. Université d'Antananarivo, 2010, p.13

revenu, pays à revenu intermédiaire, pays à revenu élevé). Cela permet de montrer les fortes disparités existantes entre les pays. Mais le revenu par habitant souffre de nombreuses limites.

Au cours des années 1990 des indicateurs synthétiques ont vu le jour. Le PNUD publie l'indicateur de développement humain (IDH) dans son rapport sur le développement humain. L'IDH prend en compte le caractère multidimensionnel du développement. L'inégalité n'est pas prise en compte dans cet indice. L'indicateur de pauvreté humaine (IPH) permet de prendre en compte les inégalités en matière de besoins fondamentaux. Le PNUD publie d'autres indicateurs : IDH corrigé des inégalités sexuelles (indicateur sexo-spécifique du développement humain ISDH), indicateur de participation des femmes...

Plus récemment, l'ONU a amélioré la mesure du développement en créant une batterie de nouveaux indicateurs de développement, dans le cadre des « Objectifs du millénaire pour le développement » (OMD). Les Objectifs du Millénaire pour le développement, à atteindre d'ici à 2015, sont les suivants : réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim ; réduire de trois quarts la mortalité maternelle ; assurer l'éducation primaire pour tous ; combattre les maladies, en particulier le VIH/sida et le paludisme ; promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; assurer un environnement durable ; réduire de deux tiers la mortalité des enfants de moins de 5 ans ; mettre en place un partenariat mondial pour le développement.⁵⁷

Ces indicateurs sont de référentiels pour les régimes dans les pays en voie de développement, toutefois, ces indicateurs ne tiennent pas compte de réalités sociales. D'où la difficulté d'intervenir dans ces localités. Toutefois, cette question ne constitue qu'une préoccupation secondaire dans le cadre de cette recherche. Ces indicateurs ne sont pas réalisés, car les mouvements sociopolitiques rendent l'intégration de valeurs modernistes dans le sens commun.

7.1.3. *Les impacts de mouvements sociopolitiques sur le développement*

La relation entre les mouvements sociopolitiques et la pauvreté peuvent être saisies dans les deux sens : d'une part, la pauvreté est facteur de mouvements sociopolitiques et d'autre part, elle est l'impact de ces mouvements. Dans le premier cas, l'attention est surtout portée sur l'incapacité de l'État à mettre en œuvre de plans d'actions efficaces de lutte contre

⁵⁷ www.wikipédia.org

la pauvreté. Au lieu de la réduire, les résultats obtenus sont une paupérisation de la population conduisant ainsi, la conscience collective à se manifester hostilement à l'endroit du régime. Par contre, dans le second cas, il s'agit de désorganisation sociale accompagnée de défaillances du système d'administration. La désorganisation sociale et les défaillances du système d'administration conduisent à de crises socioéconomiques.

En effet, les mouvements sociopolitiques sont accompagnés de déstructuration de l'État, ou crises institutionnelles et d'une régression du pouvoir d'achat de la population due à l'inflation. La hausse de prix n'est pas seulement fonction d'une spéculation économique, mais constitue aussi une stagnation du revenu des individus. Les mouvements sociopolitiques ont souvent pour conséquences le retrait d'investisseurs étrangers à cause de l'insécurité qui prend place entraînant ainsi des chômage, le développement du secteur informel pour contenir les impacts de crises. Outre ces conséquences, il faut aussi signaler que le moment de crises est favorable pour le développement de la corruption. C'est pourquoi, à côté de la paupérisation quasi généralisée, d'autres groupes sociaux s'enrichissent de l'exploitation de ressources naturelles ou la monopolisation de secteurs d'activités. Dans tous les cas, c'est la population à la base de la hiérarchie sociale qui subit les impacts de crises.

En d'autres termes, la répétitivité de crises à Madagascar rend vulnérable la population à la base, victime de la conspiration des hommes politiques et de leurs agissements pour tirer profit de la situation.

Tableau n° 10. EVOLUTION DU RATIO DE PAUVRETE A MADAGASCAR

Milieu	1993	1997	1999	2001	2002	2004	2005	2010
Madagascar	70,0	73,3	71,3	69,6	80,7	72,1	68,7	76,5
Antananarivo	68,0	66,4	61,7	48,3	66,0	59,8	57,7	66,8
Fianarantsoa	74,2	75,1	81,1	83,2	91,0	86,0	77,6	88,2
Toamasina	77,9	79,8	71,3	82,3	86,3	77,1	71,9	78,3
Mahajanga	53,2	73,8	76,0	72,4	89,1	74,1	70,2	71,6
Toliara	81,1	82,0	71,6	76,1	81,2	72,3	74,8	82,1
Antsiranana	60,2	62,3	72,6	69,2	83,7	65,4	64,2	68,1
Urbain	50,1	63,2	52,1	44,1	61,6	53,7	52,0	54,2
Rural	74,5	76,0	76,7	77,1	86,4	77,3	73,5	82,2

Source : INSTAT/DSM/EPM 1993, 1997, 1999, 2001, 2002, 2004, 2005, 2010

Par définition le ratio de pauvreté désigne la portion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. Ce tableau nous montre par conséquent l'ampleur de la pauvreté, mais ne nous révèle pas l'intensité de la pauvreté. Ce dernier point nous semble plus pertinent pour parler de la pauvreté à Madagascar étant donné que la pauvreté est un fait. Savoir son intensité revient à demander auprès de gens leurs perceptions de la pauvreté. C'est ce que nous avons fait dans le chapitre précédent.

Ces données nous montrent l'évolution du ratio de la pauvreté à Madagascar. D'après ces données, le ratio de la pauvreté n'est pas le même en milieu urbain et milieu rural. Si en milieu rural, la pauvreté touche 74,5 % de la population rurale en 1993 contre 50,1 % de la population rurale. En comparant ces données entre elles, on constate que le ratio est élevé à l'orée de mouvements sociopolitiques. En 2002 par exemple, la pauvreté touche 86,4 % de la population rurale contre 61,6 % de la population urbaine et en 2010, respectivement 82,2 % contre 54,2 %. La question qui se pose est de savoir pourquoi le ratio est-il plus important en milieu rural qu'en milieu urbain. La réponse à cette question réside dans le fonctionnement du centralisme. La population urbaine, intellectuelle qui peut exprimer leur voix contre les agissements de l'État est plus considérée. L'État cherche constamment les solutions à leurs problèmes.

7.2. lutte contre la pauvreté et le développement local

Quid du développement local la stratégie a été initiée par la banque mondiale et le FMI à travers ses rameaux. L'internationalisme qui suppose le développement de toutes les sociétés vers un même modèle qui est seul de sociétés occidentalo-américaines, trace de directives au travers de documents stratégiques tels l'OMD. Les plans de développement national y sont calqués. À partir de l'adoption de l'OMD, les bailleurs de fonds accordent une primauté au développement local qui passe par la mise en place de la décentralisation. On parle alors à tort et à travers bien sûr, de développement local sans que les politiques n'arrivent à jeter les bases sur lesquelles s'érigent un programme infaillible pour l'atteindre. Mais que signifie le développement local ?

La pluralité de formes de développement rend la définition de ce concept complexe. Cette difficulté est la conséquence de la problématique de la délimitation entre le local et le global. En fonction de la dimension de l'espace social considérée, les limites entre le global et le local se déplacent. Dans le contexte de la mondialisation/globalisation, le global désigne

toutes les valeurs et pratiques sociales qui ne correspondent plus à l'identification de la nation. Dans cette optique, le global renvoie à ce que Mauss appelle l'internationalisme. Par contre, le nationalisme désigne le local. Mais, dans l'optique de la mondialisation/globalisation qui suppose que le global est ancré dans le national, le local renvoie plutôt aux particularités de sociétés implantées dans diverses localités.

Le développement local représente les dynamiques sociales propres de sociétés anthropologiques. Loin de prétendre à un développement différentiel, ce type de développement doit toutefois permettre la prise en compte de potentialités locales et leurs mobilisations à la réalisation de plans de développement national. Ici, on découvre déjà une de contradictions du développement local. C'est la raison pour laquelle le développement local reste encore une problématique.

7.3. Problèmes de développement local

Le développement local nait du constat de l'inefficacité de politiques macro-économiques à résoudre les problèmes quotidiens de la population. La préoccupation première est de faire de la population les acteurs et les bénéficiaires des politiques publiques. Or, dans le cas de Madagascar, les mesures d'accompagnement ne sont pas toujours prises en compte. Le point focal de la réussite de politique de développement est la connaissance des particularités locales. Une approche tautologique est nécessaire pour saisir les opportunités. L'implication de la population dans le processus de développement exige la prise en compte des dimensions socioculturelles. Il s'agit de redéfinir l'approche de développement qui suppose une planification permettant de mobiliser les forces sociales et de maximiser la performance sociale.

7.3.1. refus de développement

Les ruraux ont les idées pas claires en parlant de développement et se trouvent en marge de l'élaboration de plans d'actions. La vision du développement est elle-même extérieure à eux en ce qu'ils ont des perceptions différentes du modernisme. Pour eux, le développement renvoie plutôt à une logique de survie c'est-à-dire à la capacité de satisfaire les besoins vitaux. Dans cette optique, la malgachéité est considérée comme exclusivement conservatrice. Le contraste existant entre la structure sociale développée et la structure sociale identitaire justifie l'accusation du refus de développement dont est cataloguée l'identité sociale. L'approche du développement consiste à élaborer une stratégie d'intégration du modernisme dans l'identité culturelle.

L'incitation à l'entrepreneuriat comme force de développement social se heurte aux formes de production sociale. L'entrepreneuriat suppose la propriété individuelle de moyens de production alors qu'en milieu rural, les moyens de production sont les propriétés du lignage. Les biens produits sont consommés à l'occasion de cultes des ancêtres entravant pour ainsi dire l'accumulation de plus-value, et la formation de classes sociales. Le réinvestissement de cette plus-value ne constitue pas la première préoccupation de paysans.

De plus, la culture entrepreneuriale est aussi la culture de crédit. Le problème de la promotion de l'entrepreneuriat en milieu rural tient justement à la difficulté de susciter la culture de crédit. Dans la mentalité des *tsimihety*, le crédit est une manifestation de la pauvreté. Par ailleurs le plus grand blocage à la culture de crédit c'est l'image associée aux institutions de micro-finances. La perception de la population sur les micro-finances et spécifiquement du CECAM c'est un système d'appauvrissement. Nombre de gens adhéraient à cette institution et ils se sont vus dépouiller de leurs biens posés en tant que garantie à l'octroi de fonds. Car, lors de l'implantation du CECAM, les paysans ne bénéficiaient pas d'appui technique et financier. Les fonds ont été utilisés dans des projets improductifs ; d'où la difficulté de remboursement.

7.3.2. *insuffisances de ressources*

Actuellement, des programmes sont implantés dans la localité pour offrir des appuis techniques, conseils aux paysans comme l'AGA KHAN, PROSPERER. Leur couverture parvient à l'heure actuelle dans les localités les plus enclavées. L'inventaire des bénéficiaires potentiels touche la quasi-totalité des paysans dans la région. Mais il ne s'agit bien sûr que d'indicateurs quantitatifs et non quantitatifs. La logique de projet à Madagascar consiste en la poursuite des indicateurs quantitatifs qui permettent d'avoir l'approbation des bailleurs et la pérennisation des projets. Nous voulons dire ici que les chiffres avancés par les projets ne reflètent nullement la situation concrète dans laquelle se trouve la paysannerie. Par exemple, en 2010, le programme PROSPERER a « accompagné » dans la région 540 micro-entreprises. L'accompagnement signifie que les micro-entreprises ont effectivement bénéficié de tous les appuis : appui technique, appui financier, appui-conseil. La catégorie regroupe aussi les micro-entreprises ayant bénéficié les packages de formation. Ce package est constitué par la formation technique et les formations transversales telles que la culture de crédit, la culture

entrepreneuriale, gestion simplifiée, etc. Par rapport à la réalité concrète, les chiffres ne témoignent pas une amélioration de conditions de production, ni de condition de vie de la population. En un mot, le succès d'un programme aux yeux d'un bailleur de fonds, c'est surtout la réalisation des indicateurs quantitatifs au détriment des indicateurs qualitatifs. Finalement, l'obtention de formation en culture entrepreneuriale par exemple n'implique pas forcément que l'entrepreneur rural sache profiter des opportunités d'investissement.

Les pratiques demeurent par conséquent inchangées. La réalisation des plans d'activités élaborés par les entrepreneurs ruraux avec l'appui du programme demande de la part de ceux-là la disponibilité et accessibilité des ressources financières et matérielles. L'accès aux ressources matérielles reste une problématique dans le développement de micro-entreprises rurales. L'amélioration de la qualité de produits exige l'emploi de moyens de production innovants. Or, les « crédits coup de pouce », « fonds de roulement »⁵⁸ ne permettent pas aux paysans d'investir.

L'infrastructure routière constitue aussi un blocage au développement des paysans dans la commune rurale de Mandritsara. Lorsqu'on parle de problème d'infrastructures routières, nous devons prendre en compte l'état des infrastructures existantes d'une part, et d'autre part, l'inaccessibilité des lieux d'implantation des micro-entreprises. Pour le premier cas, les routes reliant Mandritsara aux autres districts de la région de Sofia sont dans un état déplorable. Dans le deuxième cas, la situation qui doit nous intéresser c'est qu'aucune autre route ne relie la commune à d'autres outre les districts de la région de la Sofia. Mandritsara se trouve le plus à l'Est de la région et elle est à la bordure de la délimitation administrative de la région. La construction de nouvelles routes la reliant à Soanierana Ivongo, Andilamena favoriserait le développement selon les autorités locales. En dépit des demandes envoyées au ministère responsable, le projet ne semble pas figurer dans les priorités de l'État. Cette inaccessibilité de la commune rend difficile l'écoulement des produits. Car à l'heure actuelle des collecteurs des produits artisanaux viennent les acheter à bas prix pour en tirer de profit de leurs ventes au détriment de producteurs. La paupérisation des paysans s'explique par leur incapacité à vendre leurs produits outre sur le marché local.

La population s'appauvrit. Elle manifeste un besoin d'assistance de plus en plus accru. Ce besoin d'assistance peut être traduit comme un désengagement du processus de lutte

⁵⁸ Produit financier disponible auprès des IMF, selon le responsable du CECAM

contre la pauvreté. La logique paysanne n'est autre que la logique de survie en laissant à l'État et à des organismes de développement les tâches de les développer. Or, faute de mouvements sociopolitiques perpétuels, on constate une instabilité institutionnelle à Madagascar qui se traduit par la non-continuité des programmes de développement.

Chapitre 8: REVALORISATION DES POTENTIALITES SOCIO-ECONOMIQUES

La matérialisation de développement local suppose implication des ressources naturelles et humaines dans le processus de développement. La stratégie de développement adopté doit impulser les forces sociales et maximiser la performance sociale. L'analyse sociologique appuyée par l'analyse FFOM est un palliatif au décousu de politiques de développement par rapport à la situation sociale. En d'autres termes, la planification incitative qui consiste à susciter la vocation entrepreneuriale est une nécessité pour développer. La question concerne donc la création d'emploi. Comment susciter la vocation entrepreneuriale en milieu rural ? Les réponses à cette question font l'objet de ce présent chapitre.

La démarche part donc de l'analyse des potentialités locales et embrasse la structure sociale dans son ensemble. Car le développement ne peut se réaliser si on occulte dans l'étude le système politique. La matérialisation de politique de développement local ne peut être effective que si les rites de mouvements sociopolitiques prennent fin. Autrement dit, le développement s'accompagne toujours de l'édification de bases de solidarité nationale pour une stabilité politique. La mise en place de la bonne gouvernance, un gouvernement démocratique dans le sens athénien du terme constitue l'essentiel des réformes du système étatique.

8.1. Acquis de sciences sociales

Dans ce paragraphe, deux points retiennent notre attention à savoir les connaissances accumulées par les sciences sociales, notamment la sociologie d'une part, et la construction d'approches sociologiques conforme à la spécificité de formation sociale malgache d'autre part. Ce deuxième point semble être plus difficile, mais cette difficulté renferme son importance.

8.1.1. Utilisation de recherches effectuées

Les politiciens sont connus pour leurs non-dotations en programme de société. L'élaboration et l'exécution des actions se font de manière spontanée sans tenir compte des réalités sociales spécifiques. L'absence de stratégies de développement sérieuses s'explique par la montée contextuelle d'hommes politiques et la prolifération de partis politiques d'une part. En un mot, le critère d'accès au pouvoir n'exige pas de compétences particulières. D'autre part, les politiques de développement successif à Madagascar ont été élaborées à partir d'un procédé top down c'est-à-dire imposées d'« en haut » par les bailleurs de fonds qui définissent les projets éligibles. L'ingérence de bailleurs dans les affaires politiques nationales résulte de la dépendance du pays aux capitaux étrangers : capital financier, savoir, technique, etc. Elle aussi l'effet de l'absence de projet de société qui doit permettre l'organisation de libération.

Un autre fait avéré est constitué par la production des recherches par des enseignants et des étudiants. En sociologie, à partir de la deuxième année lors de l'acquisition de diplôme jusqu'au terme du cursus scolaire, les étudiants mènent des recherches. Elles se portent sur différents secteurs de la vie sociale et effectuée dans différentes localités. La question qui se pose est : les politiciens malgaches consultent-ils ces recherches pour élaborer des actions de développement ? Il est plus facile de répondre par la négative à cette question que par l'affirmative. Car l'élaboration de projet de société ne figure pas comme les préoccupations de politiciens malgaches. L'appauvrissement de la population s'avère une pratique politique pour se maintenir au pouvoir.

L'analyse de ces recherches permettrait aux politiciens de « bonne volonté » de prendre conscience des problèmes vécus et des potentialités de chaque localité. Les programmes de développement élaborés en connaissances de problèmes réels de la population sont plus efficaces, non seulement pour transformer les habitudes de la population, mais aussi de l'impliquer dans le processus de développement.

8.1.2. Redynamiser l'ambition de chercheurs

La considération des recherches exige de la part des étudiants surtout des études sérieuses ; d'une part les études doivent refléter les réalités concrètes, mais d'autre part, elles doivent être innovantes, c'est-à-dire munir la sociologie de paradigmes. L'ambition sociologique est de fonder des approches conformes aux particularités de la malgachéité.

Autrement dit, la lutte consiste à objectiver la domination symbolique se traduisant par l'emprunt inconscient des modèles d'analyse. L'« éveil nationaliste » n'est plus pris dans le sens socialiste du terme, mais qui signifie ici la sensibilité à l'ingérence étrangère aux affaires nationales. La prise de conscience sur la domination réelle et symbolique de l'internationalisme sur le nationalisme passe par la production de recherches sociologiques à partir des outils appropriés à la situation sociale nationale.

Tous les sociologues malgaches doivent s'investir de cette mission s'ils veulent que ces recherches puissent servir le développement national et local. Toutefois, cette refondation de la recherche sociologique convie la mise en place d'une politique de financement des recherches. Car en dépit de l'ambition de sociologue a effectué des études consistantes, le problème de financement constitue souvent de blocages à la réalisation de leurs objectifs.

8.2. *Mener des actions EIC*

La sensibilité de la population à la question de développement n'est pas fortuite. Elle est le fruit des actions de sensibilisations, d'éducations, informations et communications. L'accès à l'information est une problématique en milieu rural. Le monopole de canal d'informations par les médias nationaux, derrière lesquels se dissimulent les partis politiques au pouvoir. La monopolisation des canaux médiatiques ne permet pas à la population de bénéficier des informations de première main. C'est pourquoi il n'y a pas d'éducation citoyenne.

Il incombe aux partis politiques, aux associations, aux sociétés civiles d'éduquer la population sur les valeurs démocratiques. Cette sensibilisation doit être exclusive c'est-à-dire qu'elle ne doit omettre aucune catégorie sociale. Par exemple, en sensibilisant sur la question de genre, il ne s'agit pas seulement d'informer les femmes, mais inclure aussi les hommes comme sujets de sensibilisation.

8.3. *La bonne gouvernance comme palliatif aux mouvements sociopolitiques*

Enfin, il est primordial pour refonder la république comme le supposent les idées émergentes de mettre en place la bonne gouvernance locale. Le projet consiste donc à renforcer les compétences de dirigeants locaux en leadership. Autrement dit, la politique à adopter est essentiellement la gestion de ressources naturelles et de ressources humaines. C'est seulement dans la mesure où ces actions aboutissent qu'on peut espérer une stabilité politique à Madagascar. Car la bonne gouvernance suppose l'impartialité. L'impartialité

suppose une redistribution équitable de revenus. Cela ne veut nullement dire que le revenu soit offert indépendamment des travaux effectués.

La bonne gouvernance doit institutionnaliser la méritocratie. Autrement dit, c'est une lutte contre la corruption, la mise en place d'une structure égalitaire. Cette politique implique par conséquent la démocratisation, et la reconnaissance de performance qui doit suppléer au favoritisme et au monopole du système.

L'institutionnalisation de la méritocratie passe par l'amélioration de la qualité de l'éducation et de la chance de parvenir jusqu'à la fin du cursus scolaire. C'est seulement qu'on peut réduire les écarts entre les villes et les campagnes, et les disparités régionales. Sans l'effort dans l'éducation, il est impossible d'engager le citoyen dans sa fonction de contrôle de pouvoir.

En bref, la refondation de la bonne gouvernance est un palliatif à l'instabilité politique et permet de rompre le cycle de mouvements sociopolitiques. La mise en place de la méritocratie comme règle de mobilité sociale est une lutte contre la monopolisation de système. Et comme la marginalisation est la cause sociale de crise du système social, elle conduit inéluctablement à l'avènement de mouvements sociopolitiques de revendication.

Finalement, on peut dire pour tout résumer que les crises sociopolitiques paupérisent la population au profit de classe politique et de ses familles qui monopolisent le système de production. En ce qui concerne les indicateurs de pauvreté, ils laissent perplexe la mesure de pauvreté. Définis par les bailleurs de fonds, les indicateurs ne reflètent pas la réalité sociale. Car la perception de la pauvreté en milieu rural est surtout liée à l'incapacité de satisfaire les besoins primaires. Par conséquent, la pauvreté est contextuelle, elle se réfère à la période de soudure. Par ailleurs, la terminologie locale pour la désigner est « *fahasahiranana* » qui ne signifie pas la privation de moyens de subsistance.

Dans le cas de Madagascar, la répétitivité des mouvements sociopolitiques amène une discontinuité dans la mise en œuvre de stratégies de développement. Car l'alternance démocratique constitue une des conditionnalités de bailleurs. Alors pendant les périodes de crise, on assiste souvent à une suspension des aides financières. Le pays s'appauvrit sous prétexte que les crises s'accompagnent de déstructuration de l'État. De plus, les crises sont des occasions pour des personnages politiques inconnus d'accéder au pouvoir, sans passer aux urnes. L'accession au pouvoir n'implique pas une volonté d'apporter de nouvelles idées de développement.

Dans le cadre de développement local, il est nécessaire de susciter la participation de la population au processus de développement. Cela suppose la prise en compte de certaines conditions telles que les connaissances de milieux sociaux dans le but d'optimiser les performances. L'instrumentation des acquis de la sociologie qui reste tributaire de la consultation des études effectuées par les enseignants et les étudiants pour les traduire par la suite en projet de société. De plus, la redynamisation de l'ambition des sociologues à ériger des approches qui tiennent compte des spécificités sociales et culturelles malgaches. Pour cela, on a besoin de financer les recherches pour permettre aux étudiants d'aboutir à des résultats consistants.

En ce qui concerne l'intégration de la masse populaire dans le processus de développement, il est primordial de renforcer leurs capacités à partir de l'éducation, de l'information et de la communication. La sensibilisation permet une identification aux actions entreprises. Pour cela, il faut développer la couverture des médias, convier les sociétés civiles, les partis politiques à renforcer leurs actions d'éducations citoyennes. La dotation en capital

savoir est le remède au désengagement de la population des affaires étatiques. Toutefois, cette participation reste tributaire de la mise en place de la méritocratie comme système de mobilité sociale, de l'égalité des conditions. La remise à niveau des dirigeants dans les collectivités territoriales décentralisées en matière de leadership est aussi une nécessité pour mener à bien la réforme pour la construction sociale identitaire. Madagascar ne peut se développer qu'une fois la stabilité politique institutionnalisée.

La gouvernance locale est donc un palliatif à l'avènement de mouvements sociopolitiques dans la mesure où elle permet d'instrumenter les potentialités socio-économiques locales pour élaborer et mettre en œuvre de programmes de développement.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Finalement, on peut dire pour tout résumer que l'idée de refondation de la république qui émerge dans le contexte de crises sociopolitiques de 2009 renvoie à l'idée de construction sociale identitaire. L'identité sociale se définit comme la conscience d'appartenir à un groupe social quelconque, se différenciant des autres par son propre habitus qui structurent les actions des individus et les interactions avec les exogroupes. Par conséquent, la construction sociale identitaire est l'assimilation des conditions objectives de classes dans la vie sociale. Autrement dit, elle permet donc l'identification et le positionnement de l'individu dans le système social, de diriger ses actions en rapport avec cet exogroupe. Dans une interaction, l'individu met son image sociale en fonction de la perception de l'image sociale d'autrui. D'un point de vue marxiste, elle reflète la position sociale d'un groupe dans le système social. Or poursuit les marxistes, la conscience est le reflet de positions de classes.

La complexité de cette recherche réside dans la remise en question sur l'identité sociale, car la malgachéité au contact de la mondialisation/globalisation donne lieu à une fracturation sociale. Parler de la malgachéité devient une problématique dans la mesure où la fracturation sociale fait place à des pulllements d'identités sociales. La catégorisation sociale inclut non seulement l'ethnicisme, la prolifération des partis politiques sont autant de manifestation de cette déculturation. La question à laquelle est donc soumise l'analyse est d'appréhender les possibilités de construction sociale identitaire face à l'impératif du modernisme. De plus, en observant la vie politique malgache, on constate que la question d'identification est souvent soulevée. On peut citer des cas d'identification comme l'ethnicisme, l'appartenance religieuse, etc. Ces questions reviennent souvent à l'occasion de mouvements sociopolitiques et servent souvent de stratégies de soulèvement sociopolitiques. L'ambition de cette étude est de mesurer la conformité des actions publiques à la réalité sociale et d'analyser les stratégies des acteurs.

CONSTRUCTION SOCIALE IDENTITAIRE ET DYNAMIQUE DE LA MODERNITÉ est une étude menée dans la commune de Mandritsara. Car la régionalisation reconnaît les spécificités régionales en matière de potentialités socioéconomiques et des logiques sociales. Par conséquent, une étude évaluative entre aspirations de la population et pertinence de réforme s'impose. Cette étude remet à jour le débat autour de la question

ethnique qui est implicitement vécu, mais explicitement extériorisé dans le contexte de mouvements sociopolitiques. Autrement dit, la question à laquelle nous accordons une attention particulière est de savoir l'ancrage de la dimension ethnique dans le style de vie de la population. La réforme de l'administration est une conséquence de crises sociopolitiques. Elle essaie de faire coïncider la subdivision administrative avec la configuration ethniciste. Or, le problème majeur des programmes de développement réside dans son incapacité à intégrer les logiques modernistes dans la logique sociale identitaire. Ainsi, les valeurs modernistes telles que la démocratie, la promotion de genre ne constituent que des aspirations, des critéria à partir desquels est évaluée la pertinence des actions entreprises.

Quid de mouvements sociopolitiques, son essence se résume à la dialectique entre le réactionnaire et le révolutionnaire. Les tendances réactionnaires et révolutionnaires dans la vie politique malgache sont liées à des circonstances. L'appartenance à un système induit à la monopolisation du système de production matérielle, des informations, de capitaux financiers, économiques, etc., et conduits essentiellement à la préservation des prérogatives acquises. Par contre, l'extériorité au système et aux prérogatives offertes conduit les politiciens à une tendance révolutionnaire. Dans ce cas, la marginalisation de groupe par rapport aux avantages détermine leur vocation révolutionnaire. Par conséquent, la démocratisation est un palliatif à l'instabilité politique. Plus la monopolisation du système étatique est rigoureuse, plus le système est en crise. Moins il est monopolisé, plus de stabilité politique. La répétitivité de mouvements sociopolitiques à Madagascar s'explique surtout par la monopolisation du système par des personnages politiques et ses alliés nationaux internationaux des opportunités offertes par le système.

En matière de stratégies de mouvements sociopolitiques, l'étude a révélé que la déstabilisation par le centre qui est une conséquence du centralisme. La vie de citadins est directement liée à la vie politique alors que les ruraux manifestent un désengagement par rapport à la vie politique. Outre la déstabilisation par le centre, le marchandage médiatique, le patronyme dans les pratiques politiciennes, le recours à la violence, etc. sont autant de stratégies de mouvements sociopolitiques. En ce qui concerne l'incitation à la violence, elle est une stratégie adoptée aussi bien par les initiateurs de mouvements sociopolitiques que par les teneurs du pouvoir. Pour les premiers, l'usage de la force intensifie le mouvement tandis que pour les seconds, la violence discrédite les meneurs de mouvements sociopolitiques.

Enfin, nous avons parlé aussi dans l’analyse prospective que l’instauration de la bonne gouvernance est un palliatif aux mouvements sociopolitiques. Mais la bonne gouvernance implique aussi la mise en place de la méritocratie comme système de mobilité sociale, l’institutionnalisation de l’égalité et la participation de la population dans les affaires publiques. Inciter la population à participer activement dans le processus de développement exige de la part des autorités administratives la détention de projet de société élaborée à partir de la connaissance de milieux sociaux. C’est pourquoi nous proposons la revalorisation des acquis des sciences sociales, notamment la sociologie.

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

1. BALANDIER (G), *Anthropologie politique*, Quadrige PUF, Paris, 1967
2. BALANDIER (G.), *Sociologie actuelle de l'Afrique Noire*, PUF, Paris 1971
3. BONNEWITZ (P) : « *Premières leçons sur la sociologie de Bourdieu* »éd. PUF Paris, 1998
4. BOURDIEU (P.), *Le Sens pratique*, Minuit, Paris, 1980
5. BOURDIEU, « *Homo academicus* », Minuit, Paris, 1984
6. BOUZOUEV(V) et GORODNOV(V) : “qu'est-ce que le matérialisme” éd. du Progrès, Moscou 1987
7. BRAUD (Ph) : *Manuel de Sociologie politique*, LGDJ, Paris 1992
8. DESCARTES (R) : « *Discours de la méthode* » (1967)
9. DURKHEIM (E.), *De la division du travail social*, Paris, Alcan, 1893, 1^{ère} édition, cité d'après la 7^{ème} édition, Paris, PUF, 1960
10. DURKHEIM (E) : “Règles de la méthode sociologique” Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay.
http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html
11. ENGELS (F) : *Le Rôle De La Violence Dans L'histoire* Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir du Tome III des Œuvres choisies de Karl Marx et Friedrich Engels publié en 1970 aux Editions du Progrès, Moscou
12. FREUD (S.), *Psychologie collective et analyse du moi*, un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay.
http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html
13. GILBERT (Y), *Sociologie de la modernité et Modernité de la Sociologie*, l'Harmattan, 1997
14. GOFFMAN (E), *La mise en scène de la vie quotidienne*, Minuit, Paris, 1973.
15. LEFEBVRE (H) : “*Pour connaître, la pensée de Lénine*”. Bordas, Paris 1957
16. LEVAL (G) : “La pensée constructive de Bakounine” Spartacus, Paris 1976
17. LÉVI-STRAUSS (Cl.), *Anthropologie structurale*, Plon, Paris, 1958.
18. LÉVI-STRAUSS (Cl.), *La pensée sauvage*, Plon, Paris 1962.
19. LÉVI-STRAUSS (Cl.), *Le cru et le cuit*, Plon, Paris, 1964.
20. LÉVI-STRAUSS (Cl.), *Les structures élémentaires de la parenté*, Mouton, Paris, 1967

21. MAO TSETOUNG : “cinq essais philosophiques” édition en langues étrangères, Pékin 1976 291p.
22. Mauss : “*nation et l'internationalisme*” [communication de 1920 à Oxford, publiée dans *Proceeding of the Aristotelian Society, 20*] dans *Marcel Mauss, 1969, 2é volume de l'année sociologique*
23. MAUSS : “rapports réels et pratiques de la psychologie et de la sociologie” [communication effectuée le 10 janvier 1924 à la société de Psychologie et publiée dans le journal de Psychologie normale et pathologique] *2é volume de l'année sociologique, 1969*
24. OTTINO (P) : Les champs de l'ancestralité à Madagascar. Parenté, alliance et patrimoine Éditions KARTHALA 1998
25. POLITZER (G) : “*principes élémentaires de la philosophie* »éd. électronique de Vincent Gouysse. www.marxisme.fr
26. ROUSSEAU (J.J.), *du contrat social ou Principes du droit politique*
27. SEVE (L) : “*une introduction à la philosophie marxiste*” éd. Sociales, Paris 1980
28. TSE-TOUNG (M) : » cinq essais philosophiques » Pékin 1976

Ouvrages spécifiques

29. Autin (F):La théorie de l'identité sociale de Tajfel et Turner, revue afps « préjugés et stéréotype » www.psychologie-sociale.org
30. BERGER(P) & LUCKMANN (T), *The Social Construction of Reality*, Polity Press, New York, 1967, (La Construction sociale de la réalité, Armand Colin, Paris, 1997)
31. BOURDIEU : « *Distinction* » éd. Minuit, 1979
32. BOURQUE (G) et DUCHASTEL(J) : « L'IDENTITÉ FRAGMENTÉE Nation et citoyenneté dans les débats constitutionnels canadiens, 1941-1992 » ed numérique de Jean Marie Tremblay
http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html
33. GEFFRAY (C) La cause des armes au Mozambique Anthropologie d'une guerre civile Éditions KARTHALA, Paris 1990
34. GUERIN (D) : « Bakounine catéchisme révolutionnaire in Ni Dieu, Ni Maître, Anthologie de l'anarchisme »,1970
35. HUME, *Traité de la nature humaine*, I

36. LICATA L. (2007). « La théorie de l'identité sociale et la théorie de l'autocatégorisation : le soi, le groupe et le changement social ». Revue électronique de Psychologie sociale. www.psychologie-sociale.org
37. LINTON (R) : « *le fondement culturel de la personnalité* » Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
38. OTTINO (P) : « *les champs d'ancestralité à Madagascar : parenté, alliance et patrimoine* » Karthala, 1998
39. WALLE (N.V.), SMIDDY (K.), *Partis politiques et systèmes de partis dans les démocraties non libérales africaines*, in « Afrique Politique 2000 », Karthala, Paris, (2000)
40. WEBER(F) et BREAUD(S.) : « Guide de l'enquête de terrain » éd. La découverte Paris 2003

Articles

41. www.tribune.com. Article du lundi 25 mai 2009 par A.Ndimby
42. « la gazette de la grande ile du lundi 12 mars 2012 » www.lagazette-dgi.com

Webographie

43. www.marxisme.fr
44. http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html
45. www.psychologie-sociale.org

TABLES DE MATIÈRES

REMERCIEMENT

SOMMAIRE

INTRODUCTION GÉNÉRALE.....1

1. Contexte.....	1
2. Motif du choix du thème et du terrain	2
3. Objectifs	3
4. Problématique	4
5. Hypothèses	4
6. Méthodes.....	5
6.1. La méthode dialectique	5
6.2. Le structuralisme constructiviste.....	5
7. Techniques	6
8. Échantillonnage.....	7
9. Problèmes rencontrés et limites.....	8
10. Structure du document.....	8

Partie 1 : APPROCHE CONCEPTUELLE DE L'IDENTITÉ ET DE CHANGEMENT SOCIAUX.....10

Chapitre 2: identité et action sociale	10
2.1. approche conceptuelle de l'identité.....	10
2.1.1. de l'identité sociale.....	11
2.1.1.1. philosophie et identité.....	12
2.1.1.2. sciences sociales et concept d'identité	12
b.1. Les luttes de classes définissent la société	14
b.2. La distinction bourdieusienne de classes sociales	15
2.1.1.3. Le paradigme holistique de l'identité collective	16
2.2. Révolution et reforme dans le changement social.....	17
2.2.1. La révolution sociale	18
2.2.2. Théories et pratiques révolutionnaires.....	18

2.2.3. La violence dans la lutte révolutionnaire.....	19
2.2.4. La réforme sociale	20
Chapitre 3: monographie de la commune de Mandritsara.....	22
3.1. HISTORIQUE DE LA COMMUNE	22
3.2. Présentation géographique	23
3.2.1. Délimitation	23
3.2.2. Hydrographie	25
3.2.3. Climat	25
3.3. Situation démographique et économique.....	26
3.3.1. Situation démographique.....	26
3.4. Renseignement d'ordre économique.....	27
3.4.1. Agriculture.....	27
3.4.2. L'élevage	28
3.4.3. Industrie	29
3.4.4. Artisanat	29
Partie 2 : DIALECTIQUE SOCIÉTÉ MALGACHE ET MODERNISME.....	33
Chapitre 4: historique de mouvements sociopolitiques à Madagascar	34
4.1. bref historique de mouvements sociopolitiques à Madagascar de 1972 à 2009	35
4.1.1. Le mouvement de 1972	35
4.1.1.1. D'une grève étudiante au départ de Tsiranana.....	36
4.1.1.2. 13 mai 1972 : le dérapage.....	37
4.1.1.3. La goutte d'eau et le vase	38
4.1.2. Le mouvement de 1991	40
4.1.3. Impasse politique depuis 2001	42
4.1.4. considérations synthétiques	46
Chapitre 5: réforme de l'administration	47
5.1. Considérations préliminaires.....	47

5.2.	L'unité nationale en question.....	50
5.2.2.	Le concept de territorialité et construction de l'identité sociale.....	54
5.2.2.1.	La dimension territoriale et identité sociale	55
5.2.2.2.	Représentation sociale du territoire	57
5.3.	les réformes administratives	58
5.3.1.	le centralisme	58
5.3.2.	L'autonomie provinciale	59
5.3.3.	La régionalisation et la démocratie.....	62
Chapitre 6: Pratiques politiques malgaches : interface entre le traditionalisme et le modernisme		65
6.1.	pratiques politiques et pratiques politiciennes.....	65
6.2.	l'impératif du modernisme.....	66
6.2.1.	Le libéralisme économique et la promotion de l'entrepreneuriat.....	67
6.2.2.	La question du genre	71
6.3.	Logique de mouvements sociopolitiques malgaches.....	73
6.3.1.	L'esprit révolutionnaire	74
6.3.2.	Conception malgache de l'État.....	75
6.4.	stratégies de mouvements sociopolitiques à Madagascar	77
6.4.2.	la déstabilisation par le centre	78
6.4.3.	Le développement d'alliances politiques	80
6.4.4.	l'instrumentation de valeurs sociales.....	81
6.4.5.	le marchandage médiatique	83
6.4.6.	le patronyme dans la pratique politique malgache.....	84
6.4.7.	L'incitation à la violence	85
Partie 3 : REVALORISATION DES POTENTIALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET DÉVELOPPEMENT LOCAL.....		89
Chapitre 7: crises sociopolitiques et pauvreté à Madagascar		90
7.1.	la paupérisation et les mouvements sociopolitiques	90
7.1.1.	Considérations synthétiques	91

7.1.2. Les indicateurs de développement.....	92
7.1.3. Les impacts de mouvements sociopolitiques sur le développement	93
7.2. lutte contre la pauvreté et le développement local.....	95
7.3. Problèmes de développement local.....	96
7.3.1. refus de développement.....	96
7.3.2. insuffisances de ressources	97
Chapitre 8: revalorisation des potentialités socio-économiques.....	100
8.1. Acquis de sciences sociales.....	100
8.1.1. Utilisation de recherches effectuées	101
8.1.2. Redynamiser l'ambition de chercheurs	101
8.2. Mener des actions EIC	102
8.3. La bonne gouvernance comme palliatif aux mouvements sociopolitiques	102
CONCLUSION GÉNÉRALE	106
BIBLIOGRAPHIE.....	109
TABLES DE MATIÈRES	112

Annexes

CV résumé

ANNEXES

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DE TABLEAUX

Tableau n° 1. répartition des échantillons par groupe	7
Tableau n° 2. les rivières dans le district de Mandritsara	25
Tableau n° 3. Répartition de la population par communes	26
Tableau n° 4. Pratique traditionnelle ASARA.....	28
Tableau n° 5. stéréotypes de différents ethnies	52
Tableau n° 6. perception de raisons de la pauvreté	61
Tableau n° 7. connaissances de la démocratie.....	63
Tableau n° 8. Nature de crédits octroyés aux micro entrepreneurs ruraux appuyés.....	69
Tableau n° 9. stratégies de mouvements sociopolitiques selon l'observation des enquêtés....	78
Tableau n° 10. évolution du ratio de pauvreté à Madagascar	94

Pour les étudiants, les responsables politiques et religieux

- ❖ Généralités sur les mouvements successifs
 - Objet de mouvement
 - Stratégies de revendications
 - *Dynamique des politiciens malgaches (révolution/ réforme/ réaction)*
 - ✓ *Rapport entre culture et politique malgache*
 - ✓ *Stratégies de vulgarisation*
 - *Mouvement d'emblée initiative de parti et de politiciens*
 - *Pas de réussite de mouvement sans soutien de la population.*

Comment la volonté particulière se transforme-t-elle en volonté générale ?

- Déroulement de mouvements
- Contexte de mouvement [(dynamique endogène et dynamique exogène)]

Découverte de la logique de la révolution malgache depuis 1972. Les causes générales et spécifiques de ces différents mouvements reflèteront le mécanisme opératoire de la conscience politique malgache.

- ❖ Rôles des acteurs politiques
 - Partis politiques
 - ✓ *Statut juridique de partis politiques (texte et lois sur les partis politiques)*
 - ✓ *Partis au pouvoir*
 - ✓ *Partis opposants*
 - État (textes et lois)
 - Autorités traditionnelles et religieuses
 - *FFKM et relation avec le politique*
 - *Ray aman-dreny*
 - La population et le citoyen
 - Implication de la femme dans la vie politique et économique
 - Rôles des intellectuels

- Les associations et les sociétés civiles dans les mouvements
- Forces armées

Sonder : périodes de crise, périodes normales et résolution de crise

- ❖ Historique réforme de l'administration et idées émergentes à Madagascar
 - Analyse de pertinence de réforme
 - Contextualisation de réforme (pourquoi réformer ?)
 - Crise de système
 - Exigence de bailleurs
 - Logique d'identification (alliance de partis politiques, pratiques politiques)

Sonder : pertinence de réforme par rapport à la construction de l'unité nationale et la mise en place de la démocratie.

- ❖ Formation sociale et économique malgache
 - Classes bourgeoises et mouvements socio-politiques
 - Sources de financement de mouvement
 - Rôle de la bourgeoisie dans le fonctionnement de l'État
 - Place de la femme dans le processus socio-économique
 - Intégration de la femme
 - ✓ Idéologie de la modernité

Pour la population

- 1.** Âge :
- 2.** Sexe
- 3.** Situation matrimoniale :
- 4.** Catégorie socioprofessionnelle
- 5.** Taille du ménage
- 6.** Nombre d'enfants :
- 7.** Combien sont en cours de scolarisation ?
- 8.** Êtes-vous propriétaire terrien ? /Superficie du terrain
 - a.** Oui
 - b.** Non.

Condition d'utilisation

- 9.** Condition d'acquisition
 - a.** Héritage familial
 - b.** Achat
 - c.** Autres à préciser
- 10.** Quelles sont les règles d'héritages ?

Agriculture

Type d'agriculture	Type de produit	Quantité produite	Auto consommée	Vendue	Valeur de la vente	Quantité allouée aux pratiques rituelles
1. Vivrière 2. Exportation						

- 11.** Emploi permanent

Fonction	Employeur	Rémunération mensuelle
	1. État 2. Organisme privé	

12. Structures de la dépense

13.

- a. Alimentation

Produit	Quantité achetée	Prix unitaire	Fréquence
			1. Journalier 2. Hebdomadaire 3. Mensuelle

Scolarisation des enfants

14. Combien avez-vous dépensé pour :

- a. Achat des fournitures scolaires
- b. Droit et Inscription
- c. Écolage

Culturel

15. À quelle confession appartenez-vous ?

16. Que savez-vous des pratiques sociales traditionnelles malgaches ?

- a. La modernité suppose-t-elle la religiosité (sens moderne du terme)
- b. La reproduction de l'identité culturelle

17. Que savez-vous de la démocratie ?

18. Que pouvez-vous dire sur le développement de Madagascar ?

- a. Conception de la pauvreté
- b. Disponibilité des ressources naturelles et accès à ces ressources
- c. Assistance et pauvreté
- d. Stratégies de développement

Terry Floriano Ratombosoa
Bloc 20 p.08 Ankatso II
TEL : 0325752616/034.68.879.39
E- mail : ratombosoaterryfloriano86@gmail.com



FORMATIONS

2012 : Diplôme de DEA en sociologie
2009 : Maîtrise en sociologie
2007 : Licence en sociologie
2006 : DEUG en sociologie

Rubrique épistémologique : Anthropologie politique et du développement

Nombre de pages : 115

Liste de tableaux : 10

Liste des références bibliographiques : 58

RÉSUMÉ

Les échecs de stratégies de développement adoptées à Madagascar sont catalysés par l'avènement de mouvements sociopolitiques. Le constat de l'incapacité des régimes à lutter contre la pauvreté conditionne l'émergence de l'idée de construction sociale identitaire. Ce projet de construction sociale identitaire se heurte à la fracturation des identités sociales engendrée par le modernisme. Cette déliaison sociale conduit à la marginalisation systématique de groupes sociaux. Ainsi naissent des revendications apolitiques à leur début, mais faute de bonne résolution deviennent des mouvements politiques.

Mots clés : identités sociales, constructivisme, habitus, distinction, modernisme, modernité, conflits sociaux, stratégies des acteurs, interculturalité, capital.

Directeur de mémoire : Madame ROBINSON Sahondra